

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES CONSÉQUENCES PACIFICATRICES DE L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE
ET LA MONTÉE DES TENSIONS ENTRE LA CHINE POPULAIRE ET TAIWAN
AU TOURNANT DU 21^{IÈME} SIÈCLE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
JEAN-FRANÇOIS LÉTOURNEAU

JANVIER 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Merci à mes parents pour leur soutien et leurs encouragements,

Merci à ma sœur pour son soutien et son dévouement,

Merci à ma tendre moitié pour son soutien et sa patience.

Merci à Monsieur André Laliberté, directeur de recherche,
pour son inspiration et sa rigueur tout au long de cette exigeante démarche.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
QUESTIONNEMENT, PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSE	4
1.2 L'orientation et les limites de ce mémoire	5
1.3 La problématique à l'origine de ce mémoire	6
1.4 L'hypothèse avancée par ce mémoire	9
1.4.1 La position défendue par ce mémoire	10
1.5 La structure de ce mémoire	11
CHAPITRE II	
LE CONTEXTE POLITIQUE DU DÉTROIT TAIWANAIS ENTRE 1989 ET 2004. 12	
2.1 Période de détente dans le détroit de Taiwan	12
2.1.1 Démocratisation et identité nationale à Taiwan	14
2.1.2 La diplomatie pragmatique du Président Lee	16
2.1.3 Une Chine unique ou deux distinctes	17
2.1.4 L'année 1995 et la fin de la détente dans le détroit	19
2.2 Retour à la guerre froide dans le détroit de Taiwan	21
2.2.1 Retour au calme... avant une autre tempête	23
2.3 Conclusion	26
CHAPITRE III	
L'APPROCHE LIBÉRALE DE L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET SES ARGUMENTS PACIFICATEURS	29
3.1 L'interdépendance économique et sa définition	31

3.1.1	Interdépendance ou interconnexion	32
3.1.2	Interdépendance sensible ou vulnérable	33
3.2	L'interdépendance économique et sa mesure	35
3.2.1	L'ouverture	35
3.2.2	La vulnérabilité	36
3.3	L'interdépendance économique et ses trois arguments pacificateurs	38
3.3.1	Transactions coûteuses	39
3.3.2	Effets de signalement	42
3.3.3	Coalitions internationalistes	47
3.4	Conclusion	52

CHAPITRE IV

	L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE SINO TAIWANAISE	53
4.1	Une dépendance économique mutuelle sino taiwanaise	54
4.1.1	L'étude du contenu matériel du commerce sino taiwanais	54
4.1.2	L'étude du contenu financier du commerce sino taiwanais	59
4.2	Une vulnérabilité économique mutuelle sino taiwanaise	66
4.2.1	La dépendance de Taiwan face au marché chinois; source de vulnérabilité	67
4.2.2	La dépendance de la Chine face aux investissements taiwanais; source de vulnérabilité	70
4.3	Une relation d'interdépendance symétrique ou asymétrique	75
4.4	Conclusion	76

CHAPITRE V

	L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE, LES COALITIONS INTERNATIONALISTES ET LE MAINTIEN DE LA STABILITÉ	78
5.1	Les coalitions internationalistes à Taiwan	78
5.2	Retour sur la problématique et la position défendue par ce mémoire	82
5.2.1	Problématique et faits marquants	82
5.2.2	Les coalitions internationalistes et le maintien de la stabilité; l'objectif recherché	84

5.3	Démonstration de l'influence internationaliste à Taiwan	85
5.3.1	La présidence de Lee Teng-hui	86
5.3.2	La présidence de Chen Shui-bian	92
5.4	Conclusion	99
	CONCLUSION	101
	BIBLIOGRAPHIE	105

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

APEC	Asia-Pacific Economic Cooperation
APL	Armée populaire de libération
ARATS	Association for Relations Across the Taiwan Straits
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
CCP	Comité central permanent
EDAC	Economic Development Advisory Conference
É-U	États-Unis
G\$ US	Milliard de dollars américains
ICG	International Crisis Group
IDE	Investissement direct étranger
KMT	Kuomintang
MAC	Mainland Affairs Council
M\$ US	Million de dollars américains
MOFCOM	Ministry of Foreign Commerce
NP	Nouveau parti
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des nations unies
PCC	Parti communiste chinois
PDP	Parti démocratique progressiste
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
RdC	République de Chine
RPC	République populaire de Chine
SEF	Strait Exchange Foundation

RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise a pour objectif d'étudier le conflit qui oppose Taiwan à la République populaire de Chine et, à la fois, le concept théorique de l'interdépendance économique tel que défini par l'école de pensée libérale. Ce travail affirme que, pour la période entre 1989 et 2004, l'important développement commercial entre ces deux rivaux a mené à la constitution d'une condition d'interdépendance économique dyadique. En retour, cette condition d'interdépendance sino taiwanaise a contribué à maintenir la stabilité lors de la montée des tensions dans le détroit de Taiwan au cours de la période associée au tournant du 21^{ème} siècle.

De ce fait, ce mémoire avance hypothétiquement que le caractère pacificateur de l'interdépendance économique Chine-Taiwan se serait concrétisé par l'influence de coalitions internationalistes taiwanaises. Ces dernières ont contribué à empêcher le président Lee de s'aventurer trop loin sur le chemin de l'autodétermination nationale et même d'empêcher, dans le cas du président Chen, de proclamer l'indépendance de l'île. En focalisant uniquement du côté du gouvernement taiwanais, cet ouvrage veut démontrer que les coalitions internationalistes, en tant qu'argument pacificateur de l'approche libérale de l'interdépendance, ont aidé à éviter l'escalade militaire entre la Chine et Taiwan lors de la reprise des hostilités à partir de 1995.

Les coalitions internationalistes, que ce travail identifie à la communauté taiwanaise des gens d'affaires, recherchent par-dessus tout la stabilité politique et économique de l'environnement à l'intérieur duquel elles commercent. Conséquemment, les volontés d'autodétermination nationale, donc d'une possible proclamation d'indépendance *de jure*, affichées par Taipei, représentaient d'importantes menaces à la stabilité dans le détroit. Une déclaration d'indépendance taiwanaise aurait représenté, aux yeux du gouvernement de la Chine populaire, un *casus belli*, fournissant ainsi la légitimité nécessaire pour recourir à la force dans l'espoir de stopper une séparation définitive entre le continent chinois et sa province insulaire jugée 'rebelle'. Alors, profitant de l'étroite imbrication des sphères politiques et économiques à Taiwan, les coalitions internationalistes ont contré, dans une certaine mesure, les ambitions nationalistes et indépendantistes des présidents Lee et Chen et, par le fait même, elles contribuèrent à maintenir la stabilité dans le détroit de Taiwan au tournant du 21^{ème} siècle.

Mots clés : Chine – Taiwan – interdépendance économique – maintien de la stabilité – autodétermination nationale – approche libérale – coalitions internationalistes

« C'est le commerce qui, rapidement, rend la guerre obsolète en renforçant et multipliant les intérêts personnels qui, naturellement, vont à l'encontre de la guerre ».

John Stuart Mill, 1848¹

¹ John Stuart Mill. 1900. *Principles of Political Economy*, Éd. révisée, Vol. II, New York : The Colonial Press, p. 100. Traduction libre de l'auteur.

INTRODUCTION

En 1949, suite à la révolution communiste chinoise, les membres de l'ancien régime, celui de la République de Chine fondée en 1912, s'enfuirent en compagnie d'environ 2,5 millions d'exilés sur l'île de Taiwan, située à seulement 150 kilomètres des côtes chinoises. Pendant trente ans, l'hostilité alimentée de part et d'autre régna dans le détroit de Taiwan et aucun progrès sur le dénouement futur de cette crise ne fut réalisé. Cependant, en 1979, une étape importante fut franchie. En effet, c'est à cette date que le gouvernement chinois de Deng Xiaoping abandonna officiellement sa politique dite de 'libération' de Taiwan pour la remplacer par une approche de 'réunification pacifique'.² Il faut préciser que Beijing se réserva tout de même le droit d'utiliser la force envers l'île en cas de volonté sécessionniste de la part des Taiwanais. Néanmoins, cette politique de réunification pacifique s'accompagna d'une volonté de coopération économique et même à long terme d'intégration économique avec Taiwan. De ce fait, un 'Message aux compatriotes à Taiwan' fut envoyé la même année de la part des autorités chinoises enjoignant les Taiwanais à rétablir des liaisons et des échanges directs entre les deux rives.³ La même journée que fut envoyé ce message aux compatriotes taiwanais, l'Armée populaire de libération (APL) cessa ses bombardements intermittents des îles de Kinmen et Matsu qui avaient lieu depuis 1949. Ces deux îles sont sous autorité taiwanaise mais elles sont situées tout près de la Chine continentale. Cette volonté chinoise d'une réunification pacifique avec Taiwan marqua une ouverture historique dans ce conflit.

Du côté taiwanais, un événement majeur qui contribua au rapprochement avec Beijing fut sans contredit l'abandon de la loi martiale, officiellement levée par Taipei en 1987. En plus de permettre aux Taiwanais et Taiwanaises de voyager sur le continent et de commercer avec la Chine populaire, cette mesure mit un terme au constant état de guerre contre le régime communiste chinois imposé par Taipei depuis 1948. Conséquemment, à partir de 1991, année où le gouvernement taiwanais supprima les provisions constitutionnelles temporaires qui

² International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I : What's left of 'One China'?*, International Crisis Group Asia Report N° 53, 6 juin, p. 6.

³ Ibid., p. 7.

légitimaient cet état d'hostilité militaire envers la Chine continentale, le conflit sino taiwanais se démilitarisa, pas totalement mais de façon significative.⁴

La période à l'étude dans ce travail de recherche débute en 1989. Cela signifie alors que les relations sino taiwanaises se situaient à cette époque dans un contexte de détente marqué par un début de rapprochement politique entre Beijing et Taipei. L'avenir semblait prometteur pour chacune des deux rives du détroit et la communauté internationale ne pouvait que s'en réjouir. À titre d'exemple de ce climat calme et encourageant, un canal de communication non officiel mais tout de même direct fut instauré entre les deux rives du détroit taiwanais. Ainsi, on mit sur pied la Fondation pour les échanges à travers le détroit, du côté insulaire, et l'Association chargée des relations entre les deux rives, du côté continental.⁵ Ces organisations officieuses, qui étaient toujours en service en date de l'année 2004, année qui marque la fin de la période à l'étude dans ce mémoire, sont connues sous les acronymes anglais de SEF (Strait Exchange Foundation) pour la première et de ARATS (Association for Relations Across the Taiwan Strait) pour la seconde. Ce contexte de détente politique culmina en 1993 lors du sommet de Singapour, là où se réunirent pour la première fois les deux présidents de ces organisations officieuses.

Cependant, à partir de la deuxième moitié des années 1990, l'hostilité s'installa à nouveau dans les relations sino taiwanaises. De ce fait, les communications bilatérales furent coupées et la tension dans le détroit de Taiwan atteignit en deux occasions des niveaux alarmants aux yeux des observateurs internationaux. Lors de la première de ces deux crises militaro-politiques, celle de 1995-96, l'incertitude entourant les réelles intentions militaires chinoises à l'égard de Taiwan, en addition à un climat des plus hostile, convainquirent les États-Unis de la nécessité de dépêcher dans les eaux du détroit deux portes avions dans l'objectif de calmer le jeu.

Il apparaît que les ambitions liées à l'autodétermination nationale affichées par le gouvernement taiwanais, combinées à la démocratisation du régime politique de l'île, firent

⁴ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 7.

⁵ Jean-Pierre Cabestan. 2003. *Chine-Taiwan : la guerre est-elle concevable ?*, Paris : Economica, p. 12.

craindre le pire au gouvernement chinois. La Chine a toujours affirmé au fil des années que jamais elle n'accepterait l'indépendance de Taiwan et qu'une déclaration en ce sens de la part de Taipei justifierait l'utilisation de la force pour stopper définitivement cette démarche vers l'indépendance *de jure*. C'est donc en grande partie en ce sens que doit être comprise la montée des tensions dans le détroit de Taiwan au cours de la période associée au tournant du 21^{ème} siècle. Il importe de préciser que la démarche d'indépendance taiwanaise ne doit pas être perçue comme une intention belliqueuse à l'égard de la Chine continentale. Cette démarche représente plutôt un *casus belli* pour le gouvernement chinois, donc une menace que ce dernier prend très sérieusement.

CHAPITRE I

QUESTIONNEMENT, PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSE

Selon des sondages menés par la Commission des affaires continentales à Taiwan (Mainland Affairs Council, ci-après MAC), une majorité de Taiwanais et de Taiwanaises favorise la recherche d'une meilleure reconnaissance internationale indépendamment de ce que peut en penser Beijing.⁶ De plus, ces mêmes sondages démontrent qu'une forte majorité de la population taiwanaise est opposée à toute réunification avec la Chine populaire, du moins sous l'autorité du Parti communiste de Chine (PCC). Finalement, les sondages de la MAC affirment également qu'un nombre croissant mais non majoritaire de Taiwanais et de Taiwanaises supporte la démarche indépendantiste. Du côté chinois, la sévère répression du mouvement de libéralisation politique de la fin des années 1980 avec l'isolement international qui s'ensuivit ainsi que la chute des régimes communistes d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique, convainquirent le PCC de se faire davantage nationaliste dans le but d'accroître la légitimité de son régime.⁷ De ce fait, se trouvait un Parti communiste en manque de légitimité et donc fortement déterminé à parachever l'unité du pays. La réunification avec Taiwan s'inscrivait alors à l'agenda du gouvernement chinois, au même titre que le retour de Hong Kong et de Macao sous l'égide de Beijing.

Conséquemment, les deux rives du détroit de Taiwan n'auraient difficilement pu paraître aussi éloignées et ce, malgré un début de rapprochement des plus prometteurs à la fin des années 1980. À la montée du sentiment nationaliste en Chine s'opposait le sentiment indépendantiste à Taiwan. Ces sentiments diamétralement opposés menèrent à d'importantes manœuvres militaires chinoises dans le détroit et favorisèrent la réapparition d'un climat particulièrement hostile entre ces deux belligérants. Cependant, en dépit de ce climat de grande hostilité et les actions menaçantes de l'APL, il n'y eut point d'escalade militaire entre

⁶ Commission des affaires continentales (MAC). 2006. *Public Opinion on Cross-Strait Relations in the Republic of China*. Date de consultation : 18 janvier 2006, <http://www.mac.gov.tw/english/index1-e.htm>

⁷ Jean-Pierre Cabestan. 2003. *Chine-Taiwan : la guerre...*, p. 13.

la Chine populaire et Taiwan. C'est précisément sur cette absence de conflit militaire que repose le questionnement à l'origine de ce travail de recherche. Ainsi, ce mémoire de maîtrise cherche à comprendre pourquoi la montée des tensions entre la République populaire de Chine et Taiwan, au tournant du 21^{ème} siècle, n'a pas mené à un conflit armé.

1.2 L'ORIENTATION ET LES LIMITES DE CE MÉMOIRE

Ce travail sera limité à un examen de la position du gouvernement taiwanais. Plus particulièrement, cet ouvrage se limitera à l'influence qu'ont pu avoir eu certains groupes à l'intérieur de la société taiwanaise envers leur gouvernement, lors de la période d'hostilité identifiée dans ce mémoire, en vue de maintenir la stabilité dans le détroit de Taiwan. Ce mémoire ne s'attardera pas à identifier ce même type d'influence du côté chinois parce que la complexité et l'opacité de l'appareil gouvernemental de la République populaire auraient exigé un travail de recherche énorme, trop complexe dans le cadre d'un mémoire de maîtrise.

Outre cette avenue de réponse retenue, d'autres raisons peuvent expliquer la tournure pacifique des événements du tournant du 21^{ème} siècle. Par exemple, les pressions américaines, autant auprès de Taipei que de Beijing, ou encore l'insuffisance militaire chinoise face à l'action d'envahir l'île; sont deux arguments présentés respectivement par Bernice Lee⁸ et Jean-Pierre Cabestan⁹. Par rapport aux capacités militaires chinoises, cette question relève du domaine des études stratégiques tandis que ce travail ambitionne à aborder une question de sécurité à partir d'une perspective d'économie politique internationale. En ce qui concerne l'influence américaine exercée tout particulièrement auprès du gouvernement taiwanais, elle a indéniablement joué un rôle important pour calmer les élans nationalistes et indépendantistes de ce dernier. Cependant, cette explication est insuffisante car elle laisse de côté l'aspect économique de la question sino taiwanaise. S'il est vrai qu'une condition d'interdépendance économique existe entre ces deux belligérants, comme l'avance ce mémoire, cette réalité mérite pleinement que l'on s'y attarde davantage et cela en dépit de

⁸ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications of the New Taiwan*, Adelphi Paper 331, Londres : The International Institute for Strategic Studies

⁹ Jean-Pierre Cabestan. 2003. *Chine-Taiwan : la guerre...*

l'importance cruciale des États-Unis (É-U) au maintien de la stabilité dans cette région du globe.

L'avenue empruntée par ce mémoire n'a pas pour objectif de nier l'importance de la donne états-unienne dans la question sino taiwanaise, mais bien d'apporter de nouveaux éléments encore peu étudiés à ce jour. Le pouvoir de persuasion des États-Unis ne fait aucun doute, néanmoins, il apparaît important de regarder à l'intérieur même de la société taiwanaise pour y identifier quelques unes des forces travaillant à contenir les volontés nationalistes et indépendantistes, considérées dangereuses par certains et particulièrement les Chinois, à la stabilité dans le détroit de Taiwan.

1.3 LA PROBLÉMATIQUE À L'ORIGINE DE CE MÉMOIRE

Ce mémoire vise essentiellement à comprendre ce qui a empêché le gouvernement de Lee Teng-hui de s'aventurer trop loin sur le chemin de l'autodétermination nationale au cours des années 1990 et également ce qui a empêché le président Chen Shui-bian, élu en 2000, à aller encore plus loin dans cette démarche. Ouvertement et fortement indépendantiste, le Président Chen a rapidement adopté des positions plus modérées et conciliantes à l'égard de Beijing et du futur de la société insulaire. Ainsi, les deux présidents, issus de partis politiques différents, n'ont pas poussé leurs volontés et aspirations nationalistes jusqu'au bout et n'ont pas franchi, du même coup, le point de non-retour. Ce point de non-retour étant, bien entendu, une déclaration d'indépendance officielle de la part du gouvernement taiwanais, qui aurait engendré le cas échéant une réaction immédiate de la part de Beijing. Comme mentionné précédemment, les leaders chinois soutiennent depuis longtemps qu'une proclamation d'indépendance *de jure* de Taiwan représenterait une déclaration de guerre à leurs yeux, un *casus belli*. Cette position chinoise est clairement exprimée dans le Discours en huit points de Jiang Zemin annoncé en 1995 ou encore à l'intérieur du Livre blanc sur Taiwan de 2000.¹⁰

¹⁰ Michael D. Swaine. 2001. « Chinese Decision-Making Regarding Taiwan, 1979-2000 », dans David M. Lampton (éd), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform, 1978-2000*, Californie : Stanford University Press, pp. 314 et 330.

Parallèlement à ces évolutions sur les plans politiques et militaro-stratégiques, d'autres dynamiques se sont manifestées entre la Chine et Taiwan. La décennie des années 1990 fut témoin d'une croissance fulgurante des échanges commerciaux entre les deux rives du détroit taiwanais. Ce développement commercial important prit naissance spécialement durant la période de détente sino taiwanaise, mais fait surprenant, la croissance des échanges économiques ne cessa point malgré un retour à un climat hostile et tendu entre les deux rives. Même qu'à l'arrivée du nouveau millénaire, le commerce entre la Chine et Taiwan augmentait encore plus rapidement qu'auparavant et ce, malgré l'absence prolongée de dialogue entre les deux entités politiques.

Étant illégal, selon les règles de Taipei, le commerce bilatéral sino taiwanais était quasiment inexistant au début des années 1980. L'auteur Bernice Lee estime que le commerce sino taiwanais s'élevait à environ 1 milliard de dollars américains (1 G\$ US) en 1985.¹¹ Par contre, les échanges commerciaux connurent une ascension surprenante suite à l'abolition de la loi martiale à Taiwan en 1989, ce qui légalisait du fait même le commerce avec la Chine. Il faut par contre préciser que le commerce direct entre les deux rives demeure interdit, tout comme les liens directs navals et aériens, puisque cela équivaldrait à une reconnaissance mutuelle des deux entités politiques, une position que le gouvernement de Beijing rejette. Ainsi, les échanges commerciaux doivent transiger par l'intermédiaire de tiers partis, habituellement Hong Kong. En date de 1990, toujours selon Lee, les échanges commerciaux atteignaient plus de 4 G\$ US.¹² Malgré l'existence de nombreuses restrictions par Taipei pour freiner le commerce avec la Chine, les gens d'affaires taiwanais s'étaient déjà lancés à l'assaut du continent chinois. Cette croissance se poursuivit tout au long de la décennie 1990 pour atteindre les 24 G\$ US au tournant du 21^{ème} siècle.

Le lancement d'une deuxième vague majeure de libéralisation par le président chinois Deng Xiaoping, suite à son voyage historique dans le sud de la Chine en 1992, contribua grandement au développement des liens économiques entre les deux entités.¹³ Malgré l'opprobe lancé par la communauté internationale suite au massacre de la place Tiananmen

¹¹ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 23.

¹² Ibid.

¹³ Jean-Pierre Cabestan. 2003. *Chine-Taiwan : la guerre...*, p. 13.

de 1989, Deng Xiaoping réussit à convaincre le PCC que pour survivre, le régime devait relancer l'économie, et pour ce faire, briser l'isolement international dans lequel il se trouvait. L'étude proposée ici commence avec la période qui entoure la levée de la loi martiale à Taiwan en 1987, laquelle marque le début de la possibilité pour les Taiwanais et Taiwanaises d'investir en Chine, ainsi qu'avec la période associée au massacre de la Place Tiananmen de 1989, qui précède de quelques années la relance de la libéralisation économique en Chine.

Les observations faites jusqu'ici ont permis de noter que cette période marque l'intensification des échanges économiques sino taiwanais tout comme elle marque un regain important des tensions dans le détroit. Comment expliquer ce paradoxe ? C'est à ce point que doit être introduit le concept de l'interdépendance économique. Une des principales intentions de cette recherche est d'observer les conséquences engendrées par le développement d'importants liens économiques entre l'île taiwanaise et le continent chinois, sur les enjeux sécuritaires qui opposent ces deux rivaux depuis près de 60 ans et qui ont connu une intensification remarquable durant la période associée au tournant du 21^{ème} siècle. Ce mémoire de maîtrise utilisera donc le concept théorique de l'interdépendance économique pour aider à comprendre un cas empirique bien précis, soit les tensions ayant opposé la République de Chine (RdC)¹⁴ à la République populaire de Chine (RPC) entre 1989 et 2004.

Le concept de l'interdépendance économique a été développé par les tenants de l'approche libérale, qui fait du commerce un important vecteur de paix et de stabilité entre les nations. C'est en se référant à des auteurs tels que Richard Rosecrance, Robert O. Keohane et Joseph S. Nye, Eric Gartzke et Quan Li ainsi que Scott L. Kastner que sera abordé ce concept théorique. Viendra ensuite l'examen de la question conflictuelle sino taiwanaise avec pour cadre d'analyse l'approche théorique de l'interdépendance.

Le choix de l'année 2004 comme étant la fin de la période à l'étude se justifie simplement par le fait qu'elle marquait la tenue de nouvelles élections présidentielles à Taiwan ainsi que

¹⁴ La République de Chine est également connue sous le nom de Taiwan même si elle inclue les îlots de Penghu, Jinmen et Matsu situés au large de la province chinoise de Fujian. Ce travail de recherche utilisera principalement l'appellation Taiwan pour faciliter la lecture et la compréhension.

l'arrivée au pouvoir d'un nouveau président en Chine populaire l'année précédente. Incidemment, ce sont des changements majeurs qui pouvaient potentiellement venir modifier la donne dans les relations sino taiwanaises.

1.4 L'HYPOTHÈSE AVANCÉE PAR CE MÉMOIRE

Ce mémoire repose sur un postulat fondamental, soit que le développement des importants liens économiques entre la RPC et Taiwan, autant sur le plan des échanges de biens qu'au niveau des investissements, donna lieu à une condition d'interdépendance économique dyadique. Ce concept d'interdépendance sera exposé, puis suivi par l'analyse proprement dite qui vise à tester l'hypothèse proposée dans ce mémoire. On a noté plus haut qu'au moment même où se développait et s'accroissait une relation d'interdépendance entre la Chine et Taiwan, le climat politique est devenu très tendu, au point de mener aux crises militaro-politiques de 1995-96 et 1999-2000. Le mémoire considère que les deux crises militaro-politiques ayant opposé la RPC et la RdC ne sont pas des exemples de conflits armés, mais au contraire des événements qui semblent faire la démonstration du caractère pacificateur de l'interdépendance économique. La conclusion de ces deux épisodes, de l'avis de l'auteur de ce mémoire, illustre le fait que malgré des circonstances qui semblaient devoir mener inéluctablement à la guerre, c'est la stabilité dans le détroit de Taiwan qui a prévalu. Ces circonstances comprenaient une remilitarisation du conflit sur un fond de course à l'armement ainsi qu'une absence de dialogue bilatéral autant politique que diplomatique. C'est donc dans un contexte à prime abord très défavorable à des relations pacifiques que l'interdépendance économique s'est développée entre la Chine et Taiwan.

Ce mémoire a donc pour objectif de voir quel rôle peut avoir exercé dans le maintien de la stabilité cette condition d'interdépendance économique entre la Chine populaire et Taiwan. Précisons que la stabilité ne signifie pas le maintien de la paix, car même à ce jour, il n'y a pas eu de paix négociée entre les deux partis et en ce qui concerne le PCC, la guerre civile chinoise ne sera pas terminée tant et aussi longtemps que la province insulaire de Taiwan sera dirigée par des 'rebelles'. Ceci représente une précision somme toute subtile mais importante pour ce mémoire.

Les écrits libéraux affirment que le commerce et notamment l'interdépendance qui en résulte, est un excellent vecteur de paix entre les nations. De ce fait, ce travail veut comprendre l'influence pacificatrice, dans le sens du maintien de la stabilité, qu'a exercé l'interdépendance économique, auprès du gouvernement taiwanais, lors de la montée des tensions dans le détroit au tournant du 21^{ème} siècle. De façon plus spécifique, ce mémoire veut tester l'hypothèse que le caractère pacificateur de l'interdépendance économique Chine-Taiwan se serait concrétisé par l'influence des coalitions internationalistes taiwanaises, lesquelles ont contribué à empêcher le Président Lee de s'aventurer trop loin sur le chemin de l'autodétermination nationale et même d'empêcher, dans le cas du Président Chen, de proclamer l'indépendance de l'île.

Le concept de coalitions internationalistes évoque un des arguments ou mécanismes informels communément utilisés à l'intérieur de la littérature libérale sur les conséquences de l'interdépendance sur la paix. Élaboré principalement par l'auteure Etel Solingen, ce concept théorique fait référence aux groupes qui, à l'intérieur d'une société ouverte au commerce international, bénéficient de ce commerce et s'organisent auprès de leur gouvernement pour défendre leurs intérêts.¹⁵ Leur principal intérêt étant de préserver la stabilité politique et économique de leur environnement commercial. La prémisse de ce mémoire est qu'à l'intérieur de la société taiwanaise, de telles coalitions aux intérêts internationalistes y sont présentes et se composeraient de gens d'affaires essentiellement. Du moins, voilà une direction où pointent les écrits de Scott L. Kastner.¹⁶

1.4.1 La position défendue par ce mémoire

En résumé, ce mémoire de maîtrise a pour but de démontrer que, malgré une montée alarmante des tensions dans le détroit de Taiwan, le pire a été évité car le point de non-retour

¹⁵ Erik Gartzke et Quan Li et Charles Boehmer. 2001. « Investing in the Peace : Economic Interdependence and International Conflict », *International Organization*, 55, 2, printemps, p.395.

¹⁶ Scott L. Kastner, 2004(a). *If trade follows the flag, why does commerce flourish across the Taiwan Strait?*, Département de 'Government and Politics' de l'Université du Maryland Working paper, novembre, Date de consultation : 3 mai 2005, <http://www.bsos.umd.edu/gvpt/kastner/KastnerTaiwanCommerceNov04.pdf>

que représente la proclamation de l'indépendance taiwanaise n'a jamais été franchi. Sans nier l'importance des pressions américaines, ce travail de recherche veut faire valoir que ces dernières ont pu être effectives en partie à cause de l'influence pacificatrice de l'interdépendance économique qui s'est manifestée par l'intermédiaire des coalitions internationalistes auprès du gouvernement de Taiwan.

1.5 LA STRUCTURE DE CE MÉMOIRE

Le prochain chapitre aura pour but d'introduire le contexte politique qui régnait dans le détroit de Taiwan entre 1989 et 2004. Le troisième sera consacré à l'étude de l'interdépendance économique et à ses fondements théoriques libéraux. La quatrième partie aura la tâche importante de démontrer l'existence d'une condition d'interdépendance économique Chine-Taiwan. Une fois cette démonstration réussie, le cinquième et dernier chapitre se consacrera à illustrer la présence de coalitions internationalistes à Taiwan ainsi qu'à démontrer l'influence de ces coalitions auprès des leaders gouvernementaux taiwanais.

CHAPITRE II

LE CONTEXTE POLITIQUE DU DÉTROIT TAIWANAIS ENTRE 1989 ET 2004

Ce deuxième chapitre a pour but d'introduire le contexte politique des relations sino-taiwanaises. Cette partie sera davantage à caractère descriptif car il importe de bien identifier les événements majeurs ayant marqué les rapports entre la Chine populaire et Taiwan pour la durée de la période à l'étude. Il sera donc question de dresser un portrait général du contexte politique qui régnait dans le détroit à cette époque. Ce qui devrait principalement en ressortir est l'évolution des relations, c'est-à-dire le rapprochement politique durant la période de détente suivie du retour à la réalité de la 'guerre froide' dans le détroit à partir de 1995. Les principales sources de tensions y seront exposées ainsi que les enjeux au centre du conflit sino-taiwanais. En dépit du fait que ce mémoire porte essentiellement sur l'étude du concept théorique de l'interdépendance économique, il est primordial de présenter le contexte politique sino-taiwanais pour nous permettre de bien saisir les grandes lignes de cette question complexe.

2.1 PÉRIODE DE DÉTENTE DANS LE DÉTROIT DE TAIWAN

Les années allant de 1989 à la première moitié de 1995, représentent une période d'ouverture autant du côté chinois que du côté taiwanais face à la résolution pacifique de cette épineuse question. Certaines analyses identifient plus spécifiquement les années 1991 à 1995 comme représentant l'apogée de la phase de détente dans le détroit de Taiwan.¹⁷ En effet, comme mentionné précédemment, c'est en 1991 que fut mis sur pied le canal de communication officieux entre le continent et l'île avec la création de la SEF et de l'ARATS. En 1992, les premiers contacts entre ces deux organisations ont eu lieu. Bien entendu, les rencontres se voulaient non officielles mais on leur donna tout de même un caractère économique, administratif et fonctionnel.¹⁸ Un premier résultat de ces rencontres se

¹⁷ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 7.

¹⁸ Ibid., p. 8.

concrétisa sous la forme d'un accord sur la reconnaissance mutuelle du principe historique de 'une Chine unique'. Ce principe signifie l'existence d'une seule et même Chine dont Taiwan fait partie intégrante. Le seul point d'interrogation face à cet accord vient de l'interprétation qu'en font chacun des partis. En effet, la SEF et l'ARATS ont toutes les deux convenu de faire fi de l'interprétation du principe d'une Chine unique que se fait l'autre côté, à savoir à quelle capitale reviendrait le contrôle de cette Chine, soit Beijing ou Taipei. Ainsi, les deux partis s'accordaient donc sur l'existence d'une seule Chine incluant Taiwan, tout en reconnaissant qu'ils étaient en désaccord à propos du contrôle de cette Chine.¹⁹ Cette acceptation tacite d'un désaccord deviendra connue sous le nom de 'Consensus de 1992'.

Le Consensus de 1992 a ainsi permis une rencontre au sommet entre les deux présidents de la SEF et de l'ARATS en 1993 à Singapour. De cette rencontre ressortit essentiellement la signature d'une entente conjointe intitulée les 'Pourparlers Koo-Wang' qui ouvrit la porte à des négociations à venir concernant, entre autres choses, des questions économiques, de pêcheries, de courrier et de protection de la propriété intellectuelle.²⁰ Les présidents de ces deux organisations officielles prêtèrent leur nom à cette entente historique; Koo Chen-Fu de la SEF et Wang Daohan de l'ARATS marquèrent ainsi l'histoire et une série de pourparlers eut lieu durant les deux années subséquentes. Mentionnons que Koo était un homme d'affaires taiwanais provenant de l'entourage du Président Lee Teng-hui tandis que Wang, lui aussi homme d'affaires, venait cette fois-ci de Shanghai et de l'entourage du président chinois Jiang Zemin.

Dans la foulée de ces rencontres, le président chinois Zemin émit publiquement en janvier 1995 un 'Discours en huit points' voulant servir de guide aux relations sino taiwanaises ainsi qu'à une éventuelle réunification.²¹ Ce discours fut qualifié par les observateurs de particulièrement conciliant à l'endroit de Taiwan et de ses exigences.²² Le Président Zemin y affirmait qu'aussi longtemps que les leaders taiwanais négocieraient sous le principe de

¹⁹ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 8.

²⁰ Ibid.

²¹ Jean-Pierre Cabestan. 1995. *Taiwan Chine populaire : l'impossible réunification*, coll. Ramses, Paris : Institut français des relations internationales, p. 82.

²² Ibid., p. 82-83.

l'existence d'une seule Chine avec Taiwan comme partie intégrante à la première, Beijing serait disposée à prendre en considération les exigences de Taipei. Des exigences telles qu'une place accrue sur la scène internationale, l'acceptation de Taiwan en tant qu'entité politique égale à la Chine populaire et même ultimement, selon certaines conditions, une renonciation définitive à l'utilisation de la force contre le régime insulaire.²³ De plus, comparativement à la politique de Deng Xiaoping datant du début des années 1980, la nouvelle approche chinoise face à la question taiwanaise faisait preuve de plus de patience en ne fixant aucune date ni délai pour la réunification des deux entités politiques. Néanmoins, le PCC et le Discours en huit points de Jiang Zemin maintenaient la menace de recourir à la force contre Taiwan mais uniquement dans une optique de réelle éventualité sécessionniste ou d'intervention étrangère.²⁴ Tout de même, les autorités chinoises faisaient un pas de plus dans leur rapprochement avec la société taiwanaise.

2.1.1 Démocratisation et identité nationale à Taiwan

À la même époque que se déroulait cette période de détente dans le détroit, la société taiwanaise vivait une réforme démocratique de ses institutions politiques qui, en plus, s'accompagna du développement d'une identité proprement taiwanaise et insulaire.²⁵ Un politicien du nom de Lee Teng-hui, premier président taiwanais à être natif de l'île et non pas du continent, sut déceler ce puissant vent de changement qui se pointait à l'horizon et s'en fit le porte-étendard.²⁶ Un premier événement majeur ayant contribué à la démocratisation du régime, soit la levée de la loi martiale en 1987 qui permit du même coup la pluralité politique, fut tout de même l'œuvre de l'ancien président taiwanais Chiang Ching-kuo. Pour sa part, Lee Teng-hui, membre du Kuomintang (KMT), ancien maire de Taipei et nommé vice-président en 1984, devint président à la mort de Chiang en 1988. À peine un mois après la mort de l'ancien président, le gouvernement taiwanais adopta un programme visant à réformer les deux chambres parlementaires, soit l'Assemblée nationale et le Yuan législatif. Bien que des élections législatives étaient tenues occasionnellement depuis les années 1950

²³ Michael D. Swaine, 2001. « Chinese Decision-Making Regarding Taiwan... », p. 314.

²⁴ Jean-Pierre Cabestan. 1995. *Taiwan Chine populaire : l'impossible...*, p. 83.

²⁵ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 28.

²⁶ Ibid., p. 30.

pour combler les sièges laissés vacants pour cause de décès, une réelle compétition avec une pluralité de partis politiques allait dorénavant être permise.²⁷ À partir de 1986, toutes les élections législatives allaient compter davantage de partis politiques que le seul KMT. Quant au président, son premier mandat sur un maximum de deux débuta en 1992 et une première élection présidentielle au suffrage universel fut planifiée pour 1996.²⁸

Depuis 1945, avec la cession de Taiwan par le Japon à la Chine, la société taiwanaise n'avait été dirigée que par un seul parti, soit le Kuomintang. Suite à la défaite des nationalistes aux mains des communistes, le KMT (le Parti nationaliste) avec Chiang Kai-shek comme chef, s'exila sur l'île de Taiwan et fit ainsi de Taipei la capitale provisoire de la République de Chine. Bien que les élections autorisaient des candidats 'hors-partis', donc hors du KMT, il fallut tout de même attendre le milieu des années 1980 pour que soit permise la formation de partis politiques autre que le KMT. En 1986, celui qui deviendra le principal adversaire du KMT, le Parti démocratique progressiste (PDP) fut officiellement créé et ce dernier se permit d'ajouter à sa charte de parti en 1991, l'objectif de réaliser l'indépendance de Taiwan.²⁹ Cette volonté indépendantiste venait évidemment s'inscrire en opposition avec les volontés historiques du KMT et surtout celles de Beijing.

Cependant, le PDP n'était pas seul à vouloir se faire le défenseur et promoteur de l'identité proprement taiwanaise et insulaire. Une des principales réalisations du Président Lee, autre que les réformes démocratiques, fut la 'taiwanisation' du KMT.³⁰ Précisément, Lee encouragea une plus grande participation des politiciens d'origine insulaire au dépend de la vieille garde de leaders politiques originaires du continent et défenseurs d'une éventuelle réunification avec la Chine. En réalité, Lee corrigea une injustice majeure qui avait longtemps privé les insulaires d'un véritable accès au pouvoir politique malgré que ces derniers représentaient 85 % de la population totale de Taiwan. Évidemment, les autorités chinoises ne voyaient pas les choses ainsi et taxèrent Lee de séparatiste bien que les réelles

²⁷ Larry Diamond. 2001. « Anatomy of an Electoral Earthquake », dans Muthiah Alagappa (éd), *Taiwan's Presidential Politics : Democratization and Cross-Strait Relations in the Twenty-first Century*, États-Unis : East-West Center, p. 52.

²⁸ Ibid.

²⁹ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 29-30.

³⁰ Ibid., p. 31.

intentions du président taiwanais se limitaient à la démocratisation du régime et de la société taiwanaise. Ce n'est qu'après le regrettable incident du Lac des milles-îles de mars 1994 en Chine, que Lee durci le ton à l'endroit de Beijing.³¹

Le Président Lee devint en quelque sorte le porte-étendard du nouveau nationalisme qui reposait sur une identité taiwanaise distincte de l'identité chinoise et combinait un attachement grandissant pour le processus démocratique sans pour autant prôner l'indépendance de Taiwan.³² Finalement, un événement qui illustra bien l'impact des réformes de Lee fut le schisme qui s'opéra à l'intérieur même du KMT. Ouvertement en faveur de la réunification et surtout insatisfait des politiques à caractère nationaliste mises en place par Lee, le Nouveau parti (NP) naquit en 1993.³³

De l'autre côté du détroit, la récente démocratisation à Taiwan, l'apparition du nationalisme taiwanais, le durcissement de ton ainsi que l'arrivée sur la scène politique d'un parti ouvertement indépendantiste provoqua un sérieux questionnement chez les autorités chinoises. Celles-ci regardaient avec inquiétude l'évolution politique rapide de la société taiwanaise.

2.1.2 La diplomatie pragmatique du Président Lee

Le Président Lee n'aida en rien à calmer le jeu auprès de Beijing. Il adopta une approche dite de 'diplomatie pragmatique' qui avait pour but de promouvoir le développement national de Taiwan ainsi que l'amélioration de sa position au sein de la

³¹ Lors de cet incident du 31 mars 1994 en Chine populaire, 24 touristes taiwanais en plus de 6 membres d'équipage et 2 guides chinois furent tués après que le bateau où ils prenaient place fut pillé et incendié. Les suites de cet incident furent surtout marquées par l'absence de transparence, de sympathie et de coopération de la part des autorités chinoises qui mirent tout en œuvre pour camoufler les causes réelles de ces décès. Évidemment, la population taiwanaise s'en scandalisa et l'incident prit une tournure d'affrontement politique entre les deux rives. Pour plus de détails sur l'incident du Lac des milles-îles, veuillez consulter : International Committee for Human Rights in Taiwan. 1994.

Taiwan Communiqué, International Edition, 61, juillet, pp. 1-4.

³² Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 68.

³³ Ibid., p. 31.

communauté internationale.³⁴ Conformément à cette stratégie, Taipei lança une offensive diplomatique principalement en Afrique, en Amérique latine et en Europe de l'Est, à la recherche de pays qui accepteraient d'établir des liens diplomatiques avec les Taiwanais en échange de généreux programmes d'assistance économique. En plus, le Président Lee était aussi à la recherche d'organisations internationales auxquelles pourrait se joindre Taiwan. Alors, après des compromis négociés avec Beijing dans l'esprit de l'accord de Singapour, Taiwan accéda au forum de Coopération économique de l'Asie-Pacifique (Asia-Pacific Economic Cooperation, ci-après APEC) ainsi qu'à la Banque asiatique de développement.³⁵ Cependant, le Président Lee était déterminé à aller plus loin qu'à de simples participations à des organisations économiques. À partir de 1993, Taiwan fit une demande pour être admise au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU).³⁶ Le gouvernement taiwanais offrit même de verser 1 G\$ US pour obtenir un siège à l'Assemblée générale. Cette dernière demande souleva une vive opposition de la part de la Chine populaire et elle fut rejetée par l'ONU. En date de l'année 2007, Taiwan n'avait toujours pas été accueillie au sein des Nations unies.

2.1.3 Une Chine unique ou deux Chines distinctes

Malgré que les relations sino taiwanaises se situaient dans un contexte de détente marqué par une diminution de la tension militaire et par des gestes d'ouverture de part et d'autre, une autre tangente particulièrement différente se dessinait. Cette tangente était celle de l'affirmation de Taiwan, qui comprenait la consolidation de la démocratie, la prise de conscience d'une identité nationale distincte de celle de la Chine chez un nombre grandissant de Taiwanais et Taiwanaises ainsi que la quête d'une reconnaissance internationale. Aux yeux des autorités de la Chine populaire, cette tangente semblait démontrer un éloignement graduel, de la part du gouvernement taiwanais, du principe d'une Chine unique.³⁷

³⁴ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 31-32.

³⁵ Ibid., p. 32.

³⁶ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 12.

³⁷ Ibid., p. 9-10.

La requête de Taiwan pour l'obtention d'un siège à l'ONU illustre ce début d'éloignement de la reconnaissance d'une seule et unique Chine. L'Assemblée générale des Nations unies étant réservée uniquement aux États souverains, le gouvernement taiwanais justifia en partie sa candidature en affirmant que le gouvernement communiste chinois et le gouvernement de la RdC exerçaient chacun une autorité politique dans des régions étant sous leur contrôle *de facto* respectivement.³⁸ Ceci signifiait que Taiwan considérait bénéficier d'un statut politique égal à celui de la Chine populaire. La même année, soit en 1993, le ministre taiwanais de l'économie alla encore plus loin lors d'une conférence de presse dans le cadre d'une réunion de l'APEC. Il affirma que le gouvernement de la RdC poursuivait dorénavant une politique transitionnelle de 'deux Chines' et le ministre ajouta même qu'il y avait maintenant deux nations souveraines dans le détroit de Taiwan.³⁹ En juillet 1994, Taipei publia un Livre blanc qui réitérait sa reconnaissance du principe d'une seule Chine mais comme représentant seulement un principe à caractère historique, géographique, culturel et familial et non pas dans le sens de l'existence présente d'une entité légale unique qui inclurait la Chine populaire et Taiwan.⁴⁰ Quelques gestes et déclarations sans trop de conséquences pour l'instant mais qui illustrent bien la volonté qui se dessinait à Taipei de s'affirmer et de se faire reconnaître en tant qu'entité politique distincte de la Chine continentale bénéficiant d'une souveraineté *de facto*. Tout cela n'avait rien de rassurant pour les leaders du Parti communiste chinois.

Il importe d'insister à nouveau sur le fait que deux courants étaient en train de s'opposer dans les relations sino taiwanaises. Bien que le président taiwanais poursuivait son offensive diplomatique (diplomatie pragmatique) et malgré son attitude jugée téméraire par Beijing, les rencontres faisant suite aux pourparlers Koo-Wang avaient toujours lieu. Il faut toutefois noter une stagnation évidente dans les négociations à partir de 1994. La publication du Discours en huit points du Président Jiang Zemin en 1995 illustra adéquatement cette double tangente dans le détroit de Taiwan. Malgré son apparence conciliatrice, le discours du président chinois avait également pour objectif de contrer le vent nationaliste qui soufflait à Taipei, voire même de servir une sérieuse mise en garde contre cette tendance trop affirmée

³⁸ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 12.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ibid.

aux yeux du PCC. Ainsi, si les autorités chinoises faisaient preuve d'ouverture envers les demandes de Taipei, tel que de lui permettre un degré 'd'espace international raisonnable', le discours contenait également des mises en garde pour dissuader une tentative de séparation de l'île.⁴¹ Il y avait trop d'éléments de preuves qui s'accumulaient au goût de Beijing et qui incriminaient les nationalistes taiwanais pour que les dirigeants du PCC demeurent passifs. Bien entendu, le Président Jiang et son gouvernement ne voulaient pas non plus fermer la porte aux négociations, mais ils se préparaient à toutes éventualités. Incidemment, quelque temps avant la parution du discours en huit points de Jiang Zemin, l'Armée populaire de libération (APL) augmenta graduellement sa présence dans la Région militaire de Nanjing, qui fait face à l'île taiwanaise, inversant du même coup un processus de démilitarisation du détroit débuté il y avait plusieurs années.⁴²

2.1.4 L'année 1995 et la fin de la détente dans le détroit

L'année 1995 fut une année charnière dans les relations sino taiwanaises pour la période à l'étude dans ce mémoire, tandis que le Président Lee poursuivait de plus belle son offensive diplomatique. Ainsi, l'année débuta par la réplique taiwanaise au Discours en huit points. Le Président Lee répondit en affirmant que la condition fondamentale à la tenue de négociations sur la fin définitive des hostilités et sur une éventuelle réunification devait être *a priori* la renonciation officielle par Beijing à l'utilisation de la force contre l'île.⁴³ Pour les leaders chinois, la demande taiwanaise était inacceptable, elle fut perçue tel un rejet catégorique du discours. Du point de vue du PCC, renoncer définitivement à l'utilisation de la force minerait grandement la crédibilité associée à la détermination chinoise de réaliser la réunification et ce, à n'importe quel prix.

En juin 1995, le président taiwanais Lee Teng-hui atterrit en sol états-unien pour visiter son alma mater, l'Université Cornell, où il devait y faire une allocution dans le cadre des cérémonies de graduations.⁴⁴ La visite du Président Lee avait soulevé un débat intense au

⁴¹ Michael D. Swaine, 2001. « Chinese Decision-Making Regarding Taiwan... », p. 314.

⁴² Ibid., p. 319.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Ibid.

Congrès américain après que le Département d'État eut préalablement refusé d'accorder un permis de séjour à Lee. Suite à ce refus, le dossier fut repris par les Congressistes et par les médias et une autorisation de séjour en tant qu'individu privé et non comme un chef d'État fut finalement accordé à Lee. Il apparaît cependant que, selon l'auteur Bernice Lee, le Président Lee avait l'intention de rendre cette visite la plus officielle possible question de capitaliser sur l'attention qui lui serait accordée en cette année électorale taiwanaise.⁴⁵ Le simple fait que le président taiwanais eut obtenu la permission de se rendre aux États-Unis choqua le gouvernement chinois. Ce dernier y voyait là un encouragement états-unien envers la diplomatie pragmatique de Lee considérée en Chine comme une volonté 'd'indépendance voilée'.⁴⁶

Une fois en territoire américain, Lee Teng-hui fut véritablement traité en chef d'État par les médias, ce qui déranga encore davantage les autorités chinoises. Bien que les médias ne soient pas sous le contrôle du gouvernement américain, la trop grande attention médiatique portée à Lee confirma aux yeux de Beijing comment inappropriée était cette visite. Les choses ne s'arrêtèrent pas là. Lors de son allocution à Cornell, Lee se permit d'utiliser l'expression la 'République de Chine à Taiwan', une formulation considérée particulièrement provocatrice à Beijing, surtout parce que Lee ne fit jamais référence à une éventuelle réunification avec la Chine continentale. Il agissait comme si cette éventualité ne figurait plus à l'ordre du jour. En même temps, Lee en rajouta en abordant un autre sujet provocateur, soit celui de la souveraineté populaire.⁴⁷ Beijing en eut assez et en signe de protestation, (bien qu'une autre raison officielle fut invoquée) l'ambassadeur chinois à Washington fut rappelé quelques jours après la visite de Lee aux États-Unis. Évidemment, un tel geste déclencha un profond malaise entre Beijing et le gouvernement américain. La même journée, soit le 16 juin 1995, l'ARATS informa le SEF que les pourparlers bilatéraux prévus pour le mois suivant venaient d'être annulés, ce qui suspendait indéfiniment tous contacts entre les rives du détroit taiwanais. Une importante crise venait de s'enclencher et son dénouement pacifique était bien loin d'en être garanti.

⁴⁵ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 33.

⁴⁶ Ibid., p. 45.

⁴⁷ Ibid.

2.2 RETOUR À LA GUERRE FROIDE DANS LE DÉTROIT DE TAIWAN

Convaincu des intentions indépendantistes du Président Lee et irrité par sa diplomatie pragmatique, le gouvernement chinois annonça que l'Armée populaire de libération procéderait à des tests de missiles à environ 150 kilomètres des côtes taiwanaises. Le PCC voulait ainsi envoyer un message clair quant à sa détermination à utiliser la force pour assurer la 'défense' de Taiwan contre toute menace à sa sécurité autant intérieure qu'extérieure.⁴⁸ Ainsi, en plus des cinq jours de tirs de missiles de la fin du mois de juillet, six autres missiles furent testés dans le détroit au cours de la deuxième moitié du mois d'août. Pour leur part, les États-Unis, impliqués dans le maintien de la stabilité dans le détroit depuis les années 1950 et protecteur de la petite société insulaire, se gardèrent de condamner les actions chinoises dans l'espoir de ne pas attiser davantage les frustrations existantes à Beijing.

Cependant, avec les élections législatives prévues à Taiwan le 2 décembre 1995, la montée du nationalisme et la popularité grandissante du PDP, Beijing décida de tenir d'importantes manœuvres militaires amphibies dans le détroit. Il est de l'avis de l'auteur Robert L. Suettinger, que le PCC était dorénavant pleinement et volontairement engagé dans une approche se voulant menaçante, coercitive et ayant pour objectif d'influencer autant les électeurs taiwanais que leurs leaders politiques.⁴⁹ De ce fait, des dizaines de milliers de militaires, accompagnés de centaines de navires de guerre et soutenus par l'armée de l'air, participèrent à diverses manœuvres militaires, dont une imposante simulation de l'invasion de l'île chinoise de Dongshan située dans le détroit de Taiwan. De tels exercices à saveur coercitive furent tenus à plusieurs reprises entre le 15 novembre et le jour des élections.

Les États-Unis attendirent la fin de la période électorale pour faire savoir leur mécontentement et leur opposition face aux méthodes utilisées par la Chine populaire envers Taiwan. Ainsi, le 19 décembre, le porte-avion états-unien *Nimitz* navigua dans les eaux du détroit taiwanais, une première depuis 17 ans. Bien entendu, Washington prétextait que c'était dû à des raisons climatiques que le *Nimitz* emprunta cette route. Certes, cela envoya le signal

⁴⁸ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 45-46.

⁴⁹ Robert L. Suettinger. 2003. *Beyond Tiananmen – The Politics of U.S.-China Relations, 1989-2000*, Washington, D.C. : Brookings Institution Press, p. 245.

à Beijing que les États-Unis considéraient les eaux du détroit de Taiwan comme étant des eaux internationales et que de telles actions coercitives chinoises étaient inacceptables.⁵⁰ Par contre, les leaders chinois n'entendaient pas en rester là et ils planifièrent donc, pour les élections présidentielles du 23 mars 1996, d'autres manœuvres militaires de plus grande envergure encore que celles qu'ils avaient lancées lors des législatives. Des missiles furent lancés à moins de 80 kilomètres des côtes taiwanaises et on assista à des exercices militaires avec plus de 150 000 soldats chinois accompagnés par des navires et avions de guerre, en plus grand nombre que quelques mois auparavant.⁵¹

Cette fois, les États-Unis ne tardèrent pas à signaler leur opposition face au comportement chinois et insistèrent auprès de Beijing sur les graves risques d'escalade associés à des actions militaires semblables. Conséquemment, le porte-avion américain *Independence* fut déployé au large de Taiwan le 9 mars et deux jours plus tard, le *Nimitz*, accompagné de toute sa flotte de navires, rejoignit son confrère dans la région et se posta dans les eaux de la Mer de Chine du Sud.⁵² Un tel déploiement militaire états-unien envoya un message, cette fois sans équivoque, à la Chine, et illustra clairement la gravité de la situation.

Les élections législatives et présidentielles taiwanaises se déroulèrent comme prévu malgré la menace militaire chinoise. L'approche coercitive de la part de Beijing n'a pas donné les résultats escomptés car Lee Teng-hui fut réélu à la présidence, le candidat pro-indépendance termina au deuxième rang tandis que les candidats pro-Beijing durent se contenter des troisième et quatrième rangs.⁵³ À l'Assemblée nationale, le KMT remporta 49,7 % des votes, comparativement à 29,9 % pour le PDP et un maigre 13,7 % pour le NP. Une conséquence directe de cette épisode de confrontation dans le détroit, épisode qui devint connu sous le nom de 'crise des missiles', fut la remilitarisation du conflit sino taiwanais.⁵⁴ La Chine continentale venait d'abandonner, temporairement, son approche pacifiste envers la question taiwanaise et la menace militaire remplaçait dorénavant le dialogue. Tout de même, après les

⁵⁰ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 48.

⁵¹ Ibid., p. 49.

⁵² Robert L. Suettinger. 2003. *Beyond Tiananmen...*, p. 255.

⁵³ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 51.

⁵⁴ Jean-Pierre Cabestan. 2003. *Chine-Taiwan : la guerre...*, p. 15.

élections à Taiwan et la fin des manœuvres militaires chinoises, la tension diminua d'un cran dans le détroit.

2.2.1 Retour au calme... avant une autre tempête

La crise des missiles n'était cependant qu'un court épisode dangereux d'un long conflit qui semblait ne pas vouloir se terminer.⁵⁵ L'hostilité entre les deux rives demeurait présente et bien réelle car le cœur du problème était toujours le même. Les contacts bilatéraux, même officieux, entre l'ARATS et la SEF, n'avaient pas repris. La démocratisation taiwanaise s'était consolidée encore davantage et elle avait même renforcé la position des politiciens qui favorisent l'indépendance et ceux qui rejettent l'unification. Lee était élu comme président et favorisait le statu quo d'une indépendance *de facto* tandis que Beijing maintenait fermement sa position sur son droit à la réunification avec sa province dite rebelle. Le fossé entre les deux belligérants semblait continuer à se creuser car leur société respective évoluait dans des directions opposées.

Au cours des années suivantes, l'administration Clinton s'efforça de faire redémarrer les pourparlers non-officiels entre la Chine et Taiwan.⁵⁶ Toutefois, ces tentatives de Washington ne donnèrent guère de résultats satisfaisants malgré une ouverture chinoise en ce sens. Les contacts entre la SEF et l'ARATS furent bel et bien rétablis en 1998 lors d'une rencontre à Beijing. Néanmoins, aucune entente ou déclaration commune n'y émergea et la rencontre demeura en réalité un exercice de relations publiques, spécialement pour Taipei.⁵⁷ Cette réouverture du dialogue bilatéral ne donna donc pas lieu à une série de rencontres comme cela s'était produit lors des Pourparlers Koo-Wang. Au contraire, en juillet 1999, Taipei fit connaître clairement quelles étaient réellement ses intentions face à la tenue de séances de négociations avec Beijing. Lors d'une entrevue donnée à une radio allemande, le Président Lee affirma que Taiwan considérerait dorénavant les relations sino taiwanaises comme étant à tout le moins des 'relations spéciales d'État à État'.⁵⁸ Il ajouta qu'avec de telles relations

⁵⁵ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 53.

⁵⁶ Jean-Pierre Cabestan. 2003. *Chine-Taiwan : la guerre...*, p. 15.

⁵⁷ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 58.

⁵⁸ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 13.

spéciales d'État à État, il n'y avait plus aucune nécessité de proclamer officiellement l'indépendance de Taiwan.⁵⁹ Quelques jours après les déclarations de Lee en Allemagne, la MAC de Taiwan confirma que le gouvernement avait officiellement abandonné la formule directrice des relations sino taiwanaises, celle de l'existence d'une seule Chine.⁶⁰

Suite à cette nouvelle position taiwanaise, qui s'apparentait de plus en plus à l'achèvement d'une déclaration d'indépendance divisée par étape, le gouvernement chinois répliqua en tenant encore une fois des manœuvres militaires dans le détroit.⁶¹ Ces actions coercitives ne prirent pas la même ampleur que les précédentes de 1995-96. En particulier, l'APL se garda d'effectuer des tests de missiles, question d'éviter une intervention américaine dans la région.⁶² Cependant, cet épisode ne peut être pris à la légère car il fit réapparaître à nouveau le spectre d'une possible action armée chinoise à l'égard de la société insulaire. Ensuite, au début de l'année 2000, le gouvernement chinois poursuivit sur son approche coercitive et menaçante à l'égard de Taipei en publiant son Livre blanc sur Taiwan. Ce document prit quelque peu le même sens que le Discours en huit points de Zemin de 1995, soit celui de la carotte et du bâton, seulement le bâton y occupait une place prépondérante.⁶³ De ce fait, Beijing réitéra sa volonté de poursuivre les pourparlers sur une éventuelle réunification. Par contre, pour la première fois, le gouvernement chinois affirma que si Taiwan continuait indéfiniment à refuser de tenir des pourparlers sur la réunification, cela justifierait l'utilisation de la force contre l'île. Beijing ne mettait plus tant l'emphase sur l'utilisation de la force uniquement en cas de proclamation indépendantiste taiwanaise mais bien en cas de refus prolongé et indéfini à négocier une réunification future.⁶⁴ Ainsi, Taiwan et son président poursuivaient leur démarche nationaliste tandis que la Chine populaire durcissait le ton en se faisant de plus en plus menaçante.

⁵⁹ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 13.

⁶⁰ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 63.

⁶¹ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 20.

⁶² Yasuhiro Matsuda. 2004. « PRC-Taiwan Relations under Chen Shui-bian's Government : Continuity and Change between the First and Second Terms », The National Institute for Defense Studies, Japan Defense Agency, août, Communication présentée à la conférence Brookings-FICS à Taipei le 23 mai 2004, p. 4, Date de consultation : 3 mai 2005, <http://www.brookings.edu/fp/cnaps/events/matsuda20040523.pdf>

⁶³ Michael D. Swaine, 2001. « Chinese Decision-Making Regarding Taiwan... », p. 330.

⁶⁴ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 20.

Des élections présidentielles étaient au calendrier pour le mois de mars 2000 et celles-ci revêtaient un caractère particulièrement incertain aux yeux du PCC. Le premier candidat, Lien Chan, l'ex Vice-président de Lee, représentait le KMT car Lee avait atteint la limite des deux mandats.⁶⁵ Chen Shui-bian, du Parti démocratique progressiste, défendait un programme politique ouvertement indépendantiste.⁶⁶ Le troisième candidat, l'indépendant James Soong, venait de faire défection du KMT suite à son insatisfaction face aux récentes politiques qu'il jugeait trop près des indépendantistes.⁶⁷ L'ancien Président Lee était ainsi perçu parce qu'il avait toujours refusé de réprimer ceux qui faisaient la promotion de l'indépendance. En somme, Soong affichait des positions plus favorables à la réunification que Chen ou Lien. Ces élections présidentielles représentaient une grande interrogation en Chine populaire et c'est ce qui incita donc, en bout de ligne, le gouvernement chinois à lancer des mesures coercitives ayant pour objectif d'intimider à nouveau le peuple taiwanais. Faisant suite au Livre blanc sur Taiwan publié quelques semaines avant les présidentielles, le premier ministre chinois Zhu Rongji, lança un avertissement public sérieux aux Taiwanais et Taiwanaises de ne pas voter pour le candidat indépendantiste Chen car cela pourrait engendrer des conséquences désastreuses.⁶⁸ Malheureusement pour les leaders chinois, Chen remporta la présidence avec une pluralité des voix. Une victoire pour Chen Shui-bian, certes, mais par un mince résultat de 39 % contre 37 % pour Soong tandis que le représentant du KMT, Lien Chan, termina troisième avec 23 % des voix.⁶⁹

Les élections présidentielles à Taiwan étaient suivies, en 2001, par des élections législatives. Le PDP en sortit gagnant mais ne remporta qu'une pluralité de sièges au Yuan législatif, ce qui allait l'empêcher de déterminer l'ordre du jour. Entre-temps, l'Armée populaire de libération était demeurée tranquille de l'autre côté du détroit. Les dirigeants chinois, de toute évidence, avaient décidé de mettre de côté les pratiques militaires et se contentèrent

⁶⁵ Larry Diamond. 2001. « Anatomy of an Electoral..., p. 55-56.

⁶⁶ Ibid., p. 68-69.

⁶⁷ Ibid., p. 65-66.

⁶⁸ Yasuhiro Matsuda. 2004. « PRC-Taiwan Relations under Chen Shui-bian's..., p. 4.

⁶⁹ Larry Diamond. 2001. « Anatomy of an Electoral..., p. 49.

dorénavant d'utiliser la propagande et les menaces verbales.⁷⁰ Le gouvernement chinois fut sans doute forcé de constater que son intimidation militaire ne l'avait pas si bien servi, en plus de soulever la critique internationale.

En 2004, des élections présidentielles étaient prévues à Taiwan mais cette fois la tension ne grimpa point à des niveaux alarmants comme lors des crises précédentes de 1995-96 et 1999-2000. Ainsi, en dépit de l'importante controverse soulevée par le Président Chen lorsqu'il a promis, en 2003, la tenue d'un référendum sur l'adoption d'une nouvelle constitution pour l'année 2006, la campagne présidentielle se déroula sans action militaire chinoise.⁷¹ Le calme était en quelque sorte revenu dans le détroit mais les causes premières de l'hostilité y étaient toujours présentes. C'est à ce point que la période à l'étude dans ce mémoire se termine, c'est-à-dire à la campagne électorale de 2004. Ce travail ne s'attardera pas aux résultats de ces présidentielles et à leurs conséquences sur les relations sino taiwanaises mais on notera tout de même la réélection du Président Chen.

2.3 CONCLUSION

Ce qu'il faut retenir du contexte politique des relations sino taiwanaises pour la période qui concerne ce travail de recherche, c'est qu'il y a bel et bien eu une période de détente accompagnée de pourparlers bilatéraux. Par contre, une importante brèche se produisit, ce qui replongea à nouveau le détroit de Taiwan, à partir de 1995, dans une logique de guerre froide. Cette logique sévissait encore en 2004. Le sujet de ce mémoire s'intéresse à la montée de la tension dans le détroit sur l'ensemble de la période visée. Ainsi, bien que les deux crises militaro-politiques de 1995-96 et 1999-2000 symbolisèrent les points culminants des tensions qui régnaient à cette époque dans le détroit, elles ne représentent pas à elles seules la montée des tensions bilatérales. Ce travail cherche à comprendre ce qui a empêché ou prévenu la tension et l'hostilité existante entre les deux rives de dégénérer en un vrai conflit armé, pas seulement lors des crises militaro-politiques mais à n'importe quel instant entre 1989 et 2004.

⁷⁰ Yasuhiro Matsuda. 2004. « PRC-Taiwan Relations under Chen Shui-bian's... », p. 4.

⁷¹ International Crisis Group. 2004. *Taiwan Strait IV : How an Ultimate Political Settlement Might Look*, International Crisis Group Asia Report N° 75, 26 février, p. 28.

La question de recherche de ce mémoire vise à expliquer pourquoi la montée des tensions entre la République populaire de Chine et Taiwan, au tournant du 21^{ème} siècle, n'a pas mené à un réel conflit armé ? À la lumière des informations contenues dans ce premier chapitre, il est donc question de comprendre pourquoi, malgré l'existence de circonstances idéales pour mener à une véritable guerre sino taiwanaise, une telle éventualité n'a pas eu lieu ? On se rappellera que ces circonstances s'exprimaient entre autre par l'existence de volontés politiques et sociétales diamétralement opposées de chaque côté du détroit, avec comme toile de fond une absence de dialogue bilatéral additionnée à une menace militaire des plus crédibles. Sur le plan militaire, en plus de la remilitarisation du conflit, notons qu'une mini course à l'armement entre la Chine et Taiwan s'est enclenchée au courant des années 1990 et ajoutant du même coup, à la liste d'ingrédients conflictuels, un élément de paranoïa non négligeable.⁷² Malgré une baisse de la tension à l'arrivée du 21^{ème} siècle, le cœur du problème sino taiwanais n'avait pas changé car le contexte politique était loin de celui de la détente de la première moitié de la décennie 1990.

On aurait même pu s'attendre au pire avec la prise du pouvoir à Taiwan par Chen Shui-bian et de son parti indépendantiste le PDP. Toutefois, le pire ne se produisit pas car Chen adopta une position officielle plus conciliatrice et modérée envers Beijing suite à son élection comme président. Lors de son allocution inaugurale, le nouveau président déclara que son gouvernement ne proclamerait pas l'indépendance de Taiwan si Beijing ne tentait pas d'utiliser la force contre Taiwan, qu'il ne changerait pas le nom de la République de Chine pour celui de la République de Taiwan, qu'il ne tiendrait pas de référendum sur la question de la réunification versus l'indépendance et enfin, qu'il se garderait de procéder à des modifications constitutionnelles controversées. Bref, une position plus prudente qui, dans le contexte des relations sino taiwanaises, s'avérera particulièrement importante pour contribuer au maintien de la stabilité dans le détroit.

⁷² Ce sujet de course à l'armement ne sera pas discuté plus amplement car ce travail ne tient pas à aborder en détail l'aspect stratégique de la question sino taiwanaise. Pour plus d'information sur ce point, l'auteur vous propose de consulter Jean-Pierre Cabestan *Taiwan Chine populaire : l'impossible réunification* ou Bernice Lee *The Security Implications of the New Taiwan* dont vous trouverez les références complètes dans la bibliographie.

Afin d'entreprendre l'explication de l'absence de conflit armé dans le détroit, le chapitre suivant a pour objectif d'introduire le concept théorique de l'interdépendance tel que défini par l'école de pensée libérale et de faire ressortir l'impact de cette interdépendance sur la situation militaire.

CHAPITRE III

L'APPROCHE LIBÉRALE DE L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET SES ARGUMENTS PACIFICATEURS

Depuis longtemps, le commerce international est perçu par certains auteurs et théoriciens comme étant un important facteur de paix entre nations. Adam Smith, au 18^{ème} siècle, suggéra que les relations entre sociétés deviendraient pacifiques si ces dernières venaient à réaliser à quel point une guerre pouvait s'avérer si peu rentable.⁷³ Ainsi, les écrits classiques de Smith sur le libre-échange économique représentent une des bases fondamentales de l'approche libérale de 'la paix par le commerce' à laquelle s'intéresse ce travail. Smith affirmait que l'adoption d'un système économique libre-échangiste à l'échelle planétaire s'avérerait un moyen beaucoup plus pacifique et efficace de prospérité pour chaque État que de recourir au protectionnisme et au nationalisme par exemple.⁷⁴ Ainsi, le commerce international deviendrait un vecteur de paix entre les nations car la crainte associée à la perte des bénéfices provenant du commerce interétatique l'emporterait sur le désir de mener une guerre.⁷⁵ De plus, tandis que l'érection de barrières artificielles visant à entraver le libre cours du commerce est perçue comme une source de tensions entre nations, l'élimination de telles barrières ne pourrait être que bénéfique pour contribuer à créer un environnement international pacifique. Conséquemment, toujours selon Smith, il irait de l'intérêt national même d'un État de commercer avec son voisin plutôt que de lui faire la guerre.⁷⁶ Les États se retrouveraient donc dans un contexte où l'intérêt commun, tel que promu par le commerce, convergerait vers la coopération autant à l'échelle régionale qu'internationale.

⁷³ Michael W. Doyle. 1997. *Ways of War and Peace*, New York : W.W. Norton & Company, p. 241.

⁷⁴ Scott Burchill. 2001. « Liberalism », dans Scott Burchill et al, *Theories of International Relations*, 2^e édition, New York : St. Martin's Press, p. 38.

⁷⁵ Katherine Barbieri et Jack S. Levy. 1999. « Sleeping with the Enemy : The Impact of War on Trade », *Journal of Peace Research*, Vol. 36, No. 4, juillet, p. 465.

⁷⁶ Scott Burchill. 2001. « Liberalism »..., p. 37.

Aux écrits de Smith sur les bienfaits du commerce, doivent s'ajouter ceux d'Immanuel Kant qui portent plus spécifiquement sur l'interdépendance autant politique qu'économique. C'est à l'intérieur de sa théorie sur une 'paix perpétuelle' internationale que Kant a élaboré sur la nécessité de créer des marchés communs comme étant un des éléments importants à la réalisation d'une 'fédération pacifique' composée de républiques libérales.⁷⁷ L'idée de cette fédération représente, selon Kant, un des trois piliers fondamentaux au maintien de la paix entre les nations et donc l'avènement d'une paix perpétuelle.⁷⁸ Selon la classification de l'auteur Michael W. Doyle, la tradition d'Adam Smith se reconnaît sous l'appellation de pacifisme commercial tandis que celle de Kant se dit du courant internationaliste.⁷⁹ Tous les deux s'insèrent à l'intérieur de l'école de pensée libérale. Leur principale distinction réside cependant dans la croyance de Kant que les républiques libérales sont pacifistes entre elles mais demeurent pleinement disposées à provoquer des guerres contre des sociétés non libérales.⁸⁰ En conséquence, l'avènement d'une paix mondiale repose donc sur des conditions d'ordre autant politique qu'économique contrairement à Smith qui voit les bénéfices commerciaux comme l'élément central de la paix entre les États.

À ces deux courants classiques doit s'en ajouter un plus récent, soit celui de l'école du libéralisme institutionnaliste tel qu'initié entre autre par Robert O. Keohane et Joseph S. Nye dans leur ouvrage *Power and Interdependence*.⁸¹ Le débat actuel ne repose plus seulement sur les qualités pacificatrices du commerce à lui seul, mais inclut aussi l'interdépendance économique qui résulte de cette activité commerciale. On s'intéresse donc aux conséquences de l'interdépendance, tout particulièrement celle contribuant à freiner les ardeurs guerrières des États. Le débat théorique est ainsi passé à une autre étape et ce mémoire entend se référer à la littérature actuelle. Pour les fins de ce travail, les termes libéral commercial ou simplement libéral seront utilisés pour désigner l'ensemble des traditions à l'intérieur de ce paradigme oeuvrant autour du concept de l'interdépendance.

⁷⁷ Erik Gartzke, Quan Li et Charles Boehmer. 2001. « Investing in the Peace... », pp.393-394.

⁷⁸ Michael W. Doyle. 1997. *Ways of War and...*, p. 257.

⁷⁹ Ibid., p. 205-206.

⁸⁰ Ibid., p. 206.

⁸¹ Robert O. Keohane et Joseph S. Nye. 1989. *Power and Interdependence*, 2^e édition, États-Unis : Scott, Foresman and Company

Ce deuxième chapitre a pour but de définir ce qu'est l'interdépendance économique telle qu'ordinairement entendue chez les libéraux et d'y exposer les arguments théoriques relatifs à son caractère pacificateur. Bien entendu, à l'intérieur même du courant libéral se trouve un questionnement constant autour de l'interdépendance. En conséquence, ce chapitre n'ambitionne pas à exposer dans son entier ce questionnement théorique. Simplement, l'objectif recherché est d'illustrer en quoi consiste l'interdépendance selon la théorie libérale et de comprendre de quelle façon elle influence le maintien de la paix et de la stabilité, pour ensuite être en mesure de l'appliquer, dans le prochain chapitre, au cas sino taiwanais.

L'idée que le commerce engendre la paix et la stabilité demeure une approche théorique et ne représente évidemment pas une loi. Ainsi, il existe des positions contraires tel que le réalisme politique qui voit le commerce comme un outil, certes important, mais servant uniquement l'objectif ultime recherché de tout État soit la quête constante de puissance et de sécurité.⁸² Ce travail n'élaborera pas davantage sur les positions théoriques s'inscrivant en opposition à la théorie libérale commerciale. Il importe de garder à l'esprit que ce mémoire cherche à démontrer la pertinence de l'approche libérale de l'interdépendance économique lorsque appliquée à la question sino taiwanaise pour la période à l'étude. Il ne s'agit donc pas de démontrer laquelle des théories des Relations internationales décrit le mieux la montée des tensions dans le détroit au tournant du 21^{ème} siècle. On s'intéresse à la pertinence, toujours sous un angle théorique, d'une approche précise appliquée à un cas précis.

3.1 L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET SA DÉFINITION

Outre Kant qui traitait l'interdépendance comme un simple élément d'un ensemble de conditions, l'idée de concevoir spécifiquement l'interdépendance économique comme étant une source de paix entre les nations remonte à particulièrement loin. Au 18^{ème} siècle, Baron de Montesquieu affirmait, au sujet de l'interdépendance des capitaux, que la richesse provenant des bénéfices du commerce avait forcé les souverains à gouverner avec plus de sagesse car les capitaux nécessaires au financement des guerres étaient dorénavant devenus

⁸² Katherine Barbieri. 1996. « Economic Interdependence : A Path to Peace or a Source of Interstate Conflict? », *Journal of Peace Research*, Vol. 33, No. 1, février, p. 33.

en grande partie invisibles et mobiles internationalement.⁸³ Alors, en limitant financièrement les souverains dans leurs volontés militaires, les chances de paix augmentèrent. Au milieu du 19^{ième} siècle, John Stuart Mill écrivit que le commerce créerait des relations de dépendance mutuelle qui amélioreraient la compréhension entre les peuples et donc, du même coup, contribuerait à la paix et à la stabilité.⁸⁴ L'idée d'une dépendance mutuelle entre les peuples a continué à faire son chemin jusqu'au 20^{ième} siècle, si bien qu'elle sera en partie à l'origine de la définition moderne de l'interdépendance économique.

Robert O. Keohane et Joseph S. Nye sont deux auteurs ayant grandement contribué à l'approche libérale, à son courant institutionnaliste et tout particulièrement au thème de l'interdépendance. Conséquemment, ce travail de recherche s'appuiera en partie sur leurs écrits et s'articulera autour de leur définition de l'interdépendance. Keohane et Nye définissent le concept de l'interdépendance comme étant une situation de « dépendance mutuelle ».⁸⁵ Appliquée au niveau de la politique internationale, l'interdépendance se traduit par des effets réciproques à l'intérieur d'une relation de groupe de pays ou d'acteurs internationaux pour une situation donnée.⁸⁶ L'auteur Katherine Barbieri résume et complète cette définition en affirmant que l'interdépendance économique est une 'relation de dépendance mutuelle qui engendre une vulnérabilité mutuelle'.⁸⁷ Voilà donc la définition entière que retiendra ce travail.

3.1.1 Interdépendance ou interconnexion

Les auteurs Keohane et Nye affirment qu'il est important de différencier une situation d'interdépendance d'une situation d'interconnexion ('interconnectedness') entre deux ou plusieurs États.⁸⁸ Ainsi, si l'on utilise l'exemple d'un groupe d'États qui doivent importer un bien quelconque pour satisfaire leur demande nationale, il s'agit d'une interconnexion lorsque le bien en question n'est pas nécessaire au bien-être économique d'une société

⁸³ Erik Gartzke, Quan Li et Charles Boehmer. 2001. « Investing in the Peace... », p. 396.

⁸⁴ Scott Burchill. 2001. « Liberalism »..., p. 38.

⁸⁵ Robert O. Keohane et Joseph S. Nye. 1989. *Power and...*, p. 8.

⁸⁶ Ibid.

⁸⁷ Katherine Barbieri. 1996. « Economic Interdependence : A Path to Peace or... », p. 33.

⁸⁸ Robert O. Keohane et Joseph S. Nye. 1989. *Power and...*, p. 9.

comme par exemple, les objets de luxe. Par contre, lorsque ce bien est essentiel, soit à l'essor économique ou à la sécurité d'une société, cela représente une situation d'interdépendance si, bien entendu, elle est mutuelle et non unilatérale. Il y a interdépendance entre des partenaires lorsqu'une interruption des échanges commerciaux entraîne des conséquences coûteuses pour ces mêmes partenaires.⁸⁹ Si les conséquences d'une interruption ne sont pas coûteuses parce qu'une société peut se permettre de s'en priver pour un certain temps, il s'agit alors d'une situation d'interconnexion. Donc, en termes monétaires, si un pays importe autant de pierres précieuses que de produits pétroliers, seul le caractère essentiel du pétrole place ce pays dans une condition de réelle dépendance.

Deux États se retrouveront dans une relation d'interdépendance si deux conditions sont respectées.⁹⁰ Premièrement, leurs deux économies doivent dépendre à tout le moins partiellement l'une de l'autre et deuxièmement, une partie de ce que leur apporte leur partenaire doit être essentielle à leur bien-être économique et ou à leur sécurité nationale. Si ces deux conditions sont respectées, il s'agira d'une relation d'interdépendance économique. Sinon, il s'agira soit d'une condition d'interconnexion entre les deux qui n'engendre pas de réelle vulnérabilité, soit il sera question d'une simple dépendance d'un État envers l'autre mais qui, dans ce cas-ci, n'amène pas de vulnérabilité mutuelle mais seulement une vulnérabilité à dimension unidirectionnelle.

3.1.2 Interdépendance sensible ou vulnérable

La littérature libérale actuelle insiste sur une autre distinction importante à faire au sujet de l'interdépendance économique. De ce fait, des auteurs tels que Edwards D. Mansfield et Brian M. Pollins identifient deux types d'interdépendances, soit l'interdépendance sensible et l'interdépendance vulnérable.⁹¹ Contrairement à ce qu'il a été

⁸⁹ Robert O. Keohane et Joseph S. Nye. 1989. *Power and...*, p. 9.

⁹⁰ Ibid.

⁹¹ Edwards D. Mansfield et Brian M. Pollins. 2001. « The Study of Interdependence and Conflict : Recent Advances, Open Questions, and Directions for Future Research », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 45, No. 6, décembre, pp. 847.

mentionné au sujet de l'interconnexion versus l'interdépendance, la sensibilité et la vulnérabilité supposent a priori l'existence d'une condition d'interdépendance.

Ainsi, les deux termes évoquent des conséquences coûteuses en cas d'interruption des échanges entre des partenaires commerciaux. Par contre, la distinction réside dans la capacité de substituer rapidement les biens transigés, soit par d'autres biens de remplacement ou par d'autres sources d'approvisionnement.⁹² Par exemple, un pays importateur de pétrole est sensible face à d'éventuelles augmentations majeures des prix ou face à des interruptions d'approvisionnement. Cet exemple évoque une dépendance sensible. Alors, advenant une interruption, si ce pays est en mesure de substituer rapidement la part de pétrole importé, soit par une augmentation de sa production domestique à un coût raisonnable et dans un bref délai ou soit par un approvisionnement par un nouveau producteur, cette dépendance sensible n'engendrera pas de vulnérabilité. Toutefois, dans l'éventualité où un pays n'a aucun moyen rapide de substituer sa part de pétrole importé, les conséquences d'une interruption seront très coûteuses, signifiant ainsi une dépendance vulnérable.

En d'autres termes, lorsqu'un État aux prises avec des problèmes d'interruptions commerciales n'a que pour solution la modification ou l'adoption de nouvelles politiques, ce qui relèvera du long terme, cela évoquera alors une situation de vulnérabilité.⁹³ Si tel n'est pas le cas et que ce même État est en mesure de substituer cet échange interrompu ou qu'il se contente d'encaisser les contrecoups, il s'agira d'une situation de sensibilité. Mentionnons en terminant qu'étant donné le fait que l'analyse de la condition d'interdépendance économique entre la Chine populaire et Taiwan se référera à la définition de Keohane et Nye, c'est uniquement vers la version vulnérable de l'interdépendance que sera portée l'attention de ce mémoire. De plus, tel qu'il le sera décrit un plus loin dans ce chapitre, la vulnérabilité s'avère du même coup un outil de mesure plus approprié pour l'étude de cas présente.

⁹² Robert O. Keohane et Joseph S. Nye. 1989. *Power and...*, pp. 12-13.

⁹³ Jean-Marc F. Blanchard et Norrin M. Ripsman. 2001. « Rethinking Sensitivity Interdependence : Assessing the Trade, Financial, and Monetary Links Between States », *International Interactions*, Vol. 27, No. 2, p. 97.

3.2 L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET SA MESURE

Jusqu'à maintenant, le deuxième chapitre a servi à introduire, préciser et définir le concept de l'interdépendance. Cependant, comme postulé d'entrée de jeu, ce mémoire doit démontrer qu'il existe une condition d'interdépendance vulnérable entre la Chine populaire et Taiwan. Pour se faire, ce travail se référera à la définition de l'interdépendance telle qu'exposé précédemment. Toutefois, il sera nécessaire d'y ajouter un outil de mesure supplémentaire. De ce fait, il existe dans la littérature sur l'interdépendance deux indicateurs généralement employés pour déterminer si un pays se trouve dans une condition d'interdépendance économique.⁹⁴ Il s'agit de l'ouverture et de la vulnérabilité.

3.2.1 L'ouverture

L'ouverture économique représente le thème le plus répandu pour mesurer une condition d'interdépendance.⁹⁵ Outil fort simple à utiliser, il consiste à établir le ratio entre la part que prend l'activité commerciale internationale d'un pays sur le total de son activité économique nationale.⁹⁶ L'idée est que plus le commerce international occupe une partie importante du produit intérieur brut (PIB) ou du produit national brut (PNB) d'un État ou de tout autre indicateur de revenu national, plus cela indique une ouverture proportionnelle à la scène économique globale et par extension, une plus grande interdépendance avec le système économique dans son ensemble. Donc, plus l'ouverture est grande, la logique veut que plus les coûts engendrés par une interruption des échanges économiques soient importants.⁹⁷

Cette mesure d'ouverture s'applique également à un cas d'interdépendance entre deux pays, soit à un niveau dyadique. Plus ils commercent entre eux, plus leur PIB ou PNB respectif dépend du commerce avec l'autre, plus ces deux États sont interdépendants. Cependant, une telle situation s'apparente davantage à une interdépendance de type sensible car l'ouverture

⁹⁴ Edwards D. Mansfield et Brian M. Pollins. 2001. « The Study of Interdependence and..., pp. 847-848.

⁹⁵ Ibid., p. 848.

⁹⁶ Jean-Marc F. Blanchard et Norrin M. Ripsman. 2001. « Rethinking Sensitivity Interdependence..., pp. 100-101.

⁹⁷ Ibid., p. 101.

mesure seulement la quantité de biens transigés et non la qualité, voire la nature des biens transigés.⁹⁸ On calcule en dollar l'importance du commerce avec son voisin mais on néglige un autre aspect tout aussi important, soit le côté stratégique associé aux biens que fournit le partenaire économique.

Le thème de l'ouverture économique fait référence aux coûts potentiels que pourrait engendrer une interruption des échanges commerciaux entre deux partenaires. Toutefois, ce thème ne tient pas compte de la capacité de ces deux mêmes États à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement pour satisfaire leur demande nationale. Lorsque l'interdépendance a été définie dans la section précédente, il a été mentionné que non seulement l'ampleur des échanges devait être considérée, mais la nature de ces échanges ainsi que la possibilité d'être approvisionné rapidement par une autre source, en cas d'interruption des échanges, devaient également être examinées. L'ouverture rencontre seulement la première condition posée, c'est-à-dire qu'elle analyse si deux économies nationales dépendent mutuellement, en partie ou en totalité, l'une de l'autre mais elle ignore l'aspect de la vulnérabilité.

3.2.2 La vulnérabilité

Le thème de la vulnérabilité, comme présenté dans la partie précédente, s'attarde précisément à la nature des échanges économiques entre deux ou plusieurs partenaires commerciaux. L'emphase de cet indicateur est ainsi mise sur la qualité des biens transigés et non seulement sur la quantité. S'agit-il de biens essentiels au bon fonctionnement d'une économie ou encore s'agit-il de biens stratégiques nécessaires à la sécurité nationale ? Voilà à quoi s'intéresse la vulnérabilité en tant qu'outil de mesure de l'interdépendance, c'est-à-dire aux composantes des échanges entre les partenaires. Le volume des échanges économiques a évidemment une importance mais demeure subordonné à la nature de ceux-ci. De ce fait, cet indicateur mesure la capacité ou la possibilité de remplacer rapidement ou non un bien transigé jugé essentiel, en cas d'interruption des échanges, soit par une autre source

⁹⁸ Edwards D. Mansfield et Brian M. Pollins. 2001. « The Study of Interdependence and... », pp. 848.

d'approvisionnement ou par un autre bien.⁹⁹ La logique veut qu'une dépendance mutuelle qui n'engendre pas de vulnérabilité ne soit pas considérée comme une relation d'interdépendance mais bien comme une d'interconnexion.¹⁰⁰ Tel que mentionné précédemment, cette même logique mettant l'emphase sur le thème de la vulnérabilité sera mise de l'avant lorsque viendra le moment d'analyser les relations économiques sino taiwanaises.

Prenons l'exemple du commerce du pétrole entre deux pays. Cette ressource naturelle est à la fois essentielle au bon fonctionnement d'une économie tout comme elle l'est au niveau sécuritaire. Le pays importateur est dépendant en partie ou en totalité de cette source d'approvisionnement spécifique tandis que le pays exportateur est dépendant sur le plan économique des revenus tirés du pétrole vendu. Il s'agit donc, dans un premier temps, d'une dépendance mutuelle. Dans un deuxième temps, pour comprendre s'il est question d'interdépendance, il faut être en mesure de confirmer si une vulnérabilité mutuelle se dégage de cette condition de dépendance mutuelle. Dans l'éventualité où le pays importateur n'est pas capable de substituer rapidement le pétrole importé par une autre source d'alimentation interne ou externe, par une autre forme d'énergie ou encore par d'imposantes politiques de conservation énergétique et dans l'éventualité où le pays exportateur n'est pas en mesure d'écouler ses stocks pétroliers dans d'autres marchés alternatifs, il serait alors permis d'affirmer que ces deux pays se retrouvent dans une condition de dépendance qui engendre une vulnérabilité mutuelle. En d'autres termes, ils seraient interdépendants.

De plus en plus d'auteurs affirment que l'étude du concept théorique de l'interdépendance ne doit plus se limiter au seul contenu matériel des échanges internationaux mais devrait également s'attarder au contenu financier et de ceux-ci. Les transactions de biens sont et demeureront toujours importantes mais le volet financier du commerce global et plus particulièrement au niveau des investissements directs et indirects étrangers, doit être étudié. Les auteurs Norrin M. Ripsman et Jean-Marc F. Blanchard sont de ce nombre qui croient que

⁹⁹ Jean-Marc F. Blanchard et Norrin M. Ripsman. 2003. « Qualitative Research on Economic Interdependence and Conflict: Overcoming Methodological Hurdles », dans Edwards D. Mansfield et Brian M. Pollins (éds), *Economic Interdependence and International Conflict: New Perspectives on an Enduring Debate*, États-Unis: The University of Michigan Press, pp. 310-323.

¹⁰⁰ Robert O. Keohane et Joseph S. Nye. 1989. *Power and...*, p. 13.

l'analyse de la nature des échanges économiques entre pays est une façon adéquate de mesurer l'interdépendance vulnérable mais qu'on ne doit pas non plus se limiter au contenu matériel.¹⁰¹ Conséquemment, l'aspect financier des échanges économiques entre deux ou plusieurs pays devient aussi important que d'évaluer le caractère essentiel des biens échangés pour mesurer l'existence d'une interdépendance. Par exemple, une fuite des capitaux peut potentiellement être aussi dévastatrice qu'une interruption pétrolière. Pour les fins de ce travail de recherche et en complémentarité au thème de la vulnérabilité, les contenus financiers et commerciaux seront tous les deux mis à contribution pour mesurer si les échanges économiques entre les deux rives du détroit de Taiwan amènent une vulnérabilité mutuelle.

Dans un autre ordre d'idée, l'avantage à utiliser la vulnérabilité comme indicateur est que celle-ci n'a pas à être quantifiée ou chiffrée, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de déterminer si la Chine et Taiwan sont très interdépendantes, moyennement ou un peu. Ce qui importe est de confirmer qu'une interdépendance économique existe réellement. La théorie libérale affirme que l'interdépendance contribue au maintien de la paix et de la stabilité. On ne recherche donc pas un degré ou un niveau mais bel et bien si une telle condition prévaut ou non entre les deux rives.

3.3 L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET SES TROIS ARGUMENTS PACIFICATEURS

Il est possible d'identifier dans les écrits libéraux trois arguments par lesquels les conséquences pacificatrices de l'interdépendance se manifestent.¹⁰² Ainsi, après avoir défini ce qu'est l'interdépendance économique et y avoir présenté ses deux principaux indicateurs, la dernière partie de ce chapitre servira à exposer les arguments théoriques sur lesquels repose le caractère pacificateur de l'interdépendance. Pour deux des trois mécanismes informels, le caractère pacificateur prend la forme d'effets dissuasifs visant à freiner les ardeurs guerrières des États tandis que le troisième se veut une façon de limiter les erreurs de calculs

¹⁰¹ Jean-Marc F. Blanchard et Norrin M. Ripsman. 2003. « Qualitative Research on Economic..., pp. 313-314.

¹⁰² Erik Gartzke, Quan Li et Charles Boehmer. 2001. « Investing in the Peace...

stratégiques souvent à l'origine des conflits armés. Ainsi, un premier mécanisme est celui des 'transactions coûteuses' tandis qu'un autre s'intitule 'effets de signalement'.¹⁰³ Finalement, le troisième fait référence aux coalitions internationalistes. Il sera utilisé pour étudier la question sino taiwanaise plus loin dans ce mémoire.

Il est important de spécifier que le choix de présenter ces trois arguments théoriques a pour but de refléter ce qui ressort le plus couramment de la littérature sur le sujet de l'interdépendance et le maintien de la paix et de la stabilité. Il ne faut donc pas y voir une liste exhaustive de tous les arguments potentiels ayant la prétention d'expliquer comment se traduisent les conséquences de l'interdépendance économique en vecteurs de paix. À la lumière des recherches et lectures exécutées dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, il apparaît que les trois mécanismes informels présentés dans cette partie synthétisent adéquatement et honnêtement l'ensemble de l'argumentation que l'on retrouve dans la littérature libérale commerciale.

3.3.1 Transactions coûteuses

Cet argument représente celui qui est le plus souvent cité et utilisé dans les écrits théoriques du libéralisme commercial. Le mécanisme des transactions coûteuses s'apparente de près à ce que prescrivait Adam Smith avec son pacifisme commercial au 18^{ème} siècle. Brièvement, ce mécanisme consiste à dissuader des belligérants d'entrer en guerre par crainte que les coûts engendrés par cette action, autant ceux matériels que ceux causés par les pertes de bénéfices économiques tirés du commerce, dépassent largement les gains qui sont générés par une victoire militaire.¹⁰⁴ Voilà donc le premier effet dissuasif travaillant en faveur de la paix qui est considéré comme une conséquence directe de l'interdépendance économique.

Richard Rosecrance est un des auteurs ayant grandement contribué à ce débat théorique et tout particulièrement à cet argument des transactions coûteuses. Les écrits de Rosecrance

¹⁰³ Les deux expressions sont des traductions libres des expressions anglaises 'costly contests' pour la première et 'signaling effects' pour la deuxième.

¹⁰⁴ Edwards D. Mansfield et Brian M. Pollins. 2001. « The Study of Interdependence and..., pp. 835-836.

seront utilisés pour résumer les grandes lignes de ce mécanisme. Évidemment, il n'est pas le seul auteur à y avoir contribué mais comme il représente une référence incontestable pour plusieurs auteurs actuels, une présentation de son argumentaire suffira pour illustrer en quoi consiste le mécanisme des transactions coûteuses.

De ce fait, Rosecrance appartient à la grande école de pensée libérale et d'entrée de jeu, dans son livre intitulé 'The Rise of the Trading State' écrit en 1986, il y exprime clairement son hypothèse. Il affirme que les bénéfices associés au commerce et à la coopération internationale surpassent dorénavant grandement ceux provenant de la compétition militaire et des conquêtes territoriales.¹⁰⁵ La raison centrale évoquée par l'auteur est que la période suivant la Deuxième Guerre Mondiale a vu l'apparition de l'État de type commerçant en remplacement de l'État de type militaire.¹⁰⁶ Ceci étant principalement dû aux coûts exorbitants et toujours croissants sur le plan matériel et humain liés à l'action de mener une guerre. À l'ère de l'armement nucléaire, les tentatives de conquêtes territoriales peuvent s'avérer très destructrices en plus d'être dispendieuses. C'est alors que le commerce et les investissements étrangers sont devenus le moteur de la croissance économique d'une société, venant en conséquence remplacer l'acquisition de nouveaux territoires longtemps considérée comme la meilleure façon de croître.¹⁰⁷

L'avènement de l'État commerçant a eu pour effet dominant de favoriser l'établissement d'une condition d'interdépendance économique internationale.¹⁰⁸ La réalité des États autosuffisants est ainsi devenue révolue pour un grand nombre d'entre eux. Avec l'instauration après 1945 d'un ordre économique libéral à l'échelle quasi mondiale, supportée par la création du système de Bretton Woods ainsi que par la signature du General Agreement on Tariffs and Trade de 1947, les grandes puissances industrielles ont accepté l'existence d'une condition d'interdépendance comme une des prémisses de la nouvelle réalité économique.¹⁰⁹ Aux pays industrialisés se sont joints une grande partie des pays en

¹⁰⁵ Richard Rosecrance. 1986. *The Rise of the Trading State*, New York : Basic Books, p. ix.

¹⁰⁶ Ibid., p. 139.

¹⁰⁷ Scott Burchill. 2001. « Liberalism »,..., p. 40.

¹⁰⁸ Ibid., p. 40-41.

¹⁰⁹ Richard Rosecrance. 1986. *The Rise of the...*, p. 141.

développement. La décolonisation des années 1950 et 1960 aura grandement accru le nombre d'États mondialement, tout en réduisant la taille moyenne de ces derniers. De ce fait, la décolonisation favorisa l'abandon des régimes autarciques tout en contribuant à l'adoption graduelle des prémisses du nouvel ordre mondial parmi les nouveaux États souverains.¹¹⁰ Voilà donc plusieurs éléments qui favorisèrent l'instauration d'une condition d'interdépendance économique globale et qui, par extension, favorisèrent l'apparition d'un ordre international davantage pacifique.

Richard Rosecrance aborda une autre notion intéressante, soit celle de l'interpénétration des économies nationales entre-elles. Pour l'auteur, l'ampleur que prend l'aspect financier de l'interdépendance actuelle, soit au niveau des investissements directs et indirects en capital, est une première historique, bien au-delà de ce qu'a connu le monde occidental à la fin du 19^{ième} siècle.¹¹¹ L'interpénétration des investissements entre partenaires et rivaux commerciaux crée une situation où tous et chacun sont influencés par le succès et les échecs des autres.¹¹² De ce point de vue, tous les États, ou presque, participant au commerce global deviennent des partenaires économiques et donc, la seule volonté de faire la guerre ne fait plus tellement de sens si l'on considère que les marchés et investissements des uns sont garants de la croissance économique des autres.

Il importe cependant de préciser que l'idée de l'interpénétration économique internationale ne répond pas à la définition de l'interdépendance retenue par ce travail. Cette idée va de pair avec l'interdépendance sensible telle que présentée précédemment. Néanmoins, un élément important s'en dégage, soit l'aspect financier des échanges économiques qui occupe une place grandissante au sein du commerce international. Plus que jamais, les auteurs accordent un rôle de premier plan à cet aspect de l'interdépendance économique actuelle et son rôle avec le maintien de la stabilité. Nous y reviendrons un peu plus loin dans cette section.

L'argumentaire de Rosecrance se résumerait en affirmant que la peur de perdre les bénéfices qu'engendre le commerce, les coûts élevés reliés à l'action de mener une guerre et la

¹¹⁰ Richard Rosecrance. 1986. *The Rise of the...*, p. 140.

¹¹¹ Ibid., p. 148.

¹¹² Ibid.

possibilité de créer de la richesse par des moyens pacifiques et efficaces, représentent trois puissants incitatifs pour dissuader un État d'utiliser la voie militaire pour arriver à ses fins. La position défendue par l'auteur est intéressante mais elle n'est évidemment pas absolue. Il faut garder à l'esprit que les écrits de Rosecrance représentent une position théorique. Par contre, ce qui rend cette approche particulièrement intéressante est le fait qu'elle illustre bien en quoi consiste l'argument des transactions coûteuses ainsi que la logique la plus répandue derrière la théorie de l'interdépendance et le maintien de la paix, soit l'élément dissuasif que cette première engendre.

3.3.2 Effets de signalement

Pour présenter ce deuxième mécanisme intitulé 'effets de signalement', qui vise à diminuer les risques de mauvais calculs stratégiques entre deux belligérants, ce travail utilisera les auteurs néo-institutionnalistes Erik Gartzke, Quan Li et Charles Boehmer avec leur important article écrit en 2001.¹¹³ Fidèle à l'approche libérale, ce texte des trois auteurs reprend en quelque sorte là où celui de Rosecrance nous laisse, c'est-à-dire sur l'importance à accorder au contenu financier d'une situation d'interdépendance mais en lui donnant une toute autre utilité. Illustrant tout d'abord les limites de l'argument des transactions coûteuses en tant que vecteur de paix, les trois néo-institutionnalistes partent de ce constat et introduisent la logique argumentaire de l'effet de signalement comme représentant le mécanisme véritablement capable de contribuer au maintien de la stabilité. Ainsi, leurs écrits démontrent adéquatement en quoi consiste ce mécanisme tout en reflétant l'idée que le débat actuel ne repose plus tant sur le commerce et la paix mais bien sur l'interdépendance économique engendré par le commerce et sur les conséquences pacificatrices de cette même interdépendance. Aux auteurs Gartzke et al s'ajoutera l'auteur spécialiste de la question sino taiwanaise, Scott L. Kastner, dans l'objectif de compléter et d'exemplifier les écrits théoriques des premiers.

Conséquemment, les auteurs Gartzke et al affirment dès le départ que le commerce à lui seul, donc le simple échange de biens entre États, ne suffit généralement pas à créer l'incitatif

¹¹³ Erik Gartzke, Quan Li et Charles Boehmer. 2001. « Investing in the Peace : Economic Interdependence and International Conflict », *International Organization*, 55, 2, printemps, pp. 391-438

nécessaire pour dissuader l'utilisation de la force dans des situations conflictuelles.¹¹⁴ Dans l'optique de synthétiser leur position, il faut d'abord comprendre qu'au simple échange de biens entre États, donc le commerce dans le sens le plus strict du terme, doivent s'ajouter les secteurs financiers et/ou monétaires. Ainsi, le terme commerce prend le sens large de relations économiques composées des secteurs financiers, monétaires et bien entendu celui des échanges de biens et de services entre deux ou plusieurs États. Les auteurs présument que, par opposition à un régime autarcique, tout État entretenant des relations financières ou monétaires en plus de relations commerciales sur la scène internationale, se retrouve dans une situation d'interdépendance économique au niveau systémique.¹¹⁵ Évidemment, le degré d'interdépendance varie d'un État à l'autre et doit être compris d'un point de vue qualitatif.

Il faut donc comprendre que cette approche théorique est basée sur l'existence hypothétique d'une situation d'interdépendance économique bilatérale entre deux États en situation conflictuelle. Ensuite, en plus de cette interdépendance bilatérale, vient s'en juxtaposer une autre aux dimensions multilatérales, c'est-à-dire entre chacun de ces deux États pris individuellement et la scène internationale. Sur ce point, nous pouvons nous référer aux affirmations précédentes de Richard Rosecrance sur l'existence d'une condition d'interdépendance économique internationale. Plutôt que d'étudier les conséquences de l'interdépendance au niveau systémique comme Rosecrance, Gartzke et al abordent la question au niveau dyadique, c'est-à-dire entre deux États interdépendants et actifs internationalement.

Les auteurs affirment que l'argument des transactions coûteuses a certaines limitations dans sa capacité à dissuader deux belligérants à entrer en guerre.¹¹⁶ Gartzke et al ne discréditent pas totalement les transactions coûteuses, leur but visé est plutôt de remédier aux lacunes de cet argument. C'est dans cette optique que doit être introduit l'argument des effets de signalement. La limitation principale du premier argument est bien simple. Prenons une situation conflictuelle donnée où deux États interdépendants n'arrivent pas à s'entendre sur une solution pacifique pouvant potentiellement mettre fin à leurs différends. Admettons que

¹¹⁴ Erik Gartzke, Quan Li et Charles Boehmer. 2001. « Investing in the Peace... », p. 392.

¹¹⁵ Ibid., p. 402.

¹¹⁶ Ibid., p. 401.

l'un des deux camps devient convaincu que son opposant n'osera pas ultimement utiliser la force militaire pour atteindre ses fins car il craint une fuite des capitaux étrangers en cas de grande instabilité géopolitique. Quel pouvoir de négociation resterait-il à ce parti craintif face à son adversaire déterminé ? C'est ainsi, comme l'affirme l'auteur spécialiste des questions de guerre et de paix James D. Fearon, que chaque parti d'un conflit tend fortement à mentir ou à exagérer face à ses réelles intentions ainsi que sur ses capacités militaires dans l'objectif d'ajouter de la crédibilité à ses demandes.¹¹⁷ Alors, le risque d'erreur de calcul stratégique augmente grandement ainsi que les risques de guerre. Ceci soulève un problème important, celui du besoin d'information privée concernant les réelles intentions de l'autre camp. Le besoin d'information privée se veut un moyen d'éliminer le plus possible les erreurs de calcul dues à une mauvaise évaluation de la détermination de l'autre parti à tout mettre en œuvre pour atteindre ses fins.¹¹⁸

C'est ainsi que le mécanisme des effets de signalement entre en jeu et vient compléter l'approche des transactions coûteuses. L'élément principal de ce mécanisme consiste à utiliser les composantes des transactions coûteuses comme effets de signalement pour démontrer à l'adversaire sa détermination et son sérieux lors d'une situation conflictuelle.¹¹⁹ Il ne s'agit donc plus de voir l'interdépendance économique comme une source de dissuasion à entrer en guerre mais plutôt de l'utiliser à des fins de transmission d'information privée à son adversaire et aux observateurs étrangers sur ses véritables intentions.

Pour mieux comprendre ce concept d'information privée, utilisons le cas sino taiwanais. Dans l'éventualité d'une guerre opposant la République populaire de Chine et à la République de Chine, les coûts engendrés seraient assurément très grands. Si l'on présume qu'il existe une situation d'interdépendance économique entre les deux rives du détroit de Taiwan, il est possible d'affirmer que les deux camps préféreraient éviter de recourir à la voie

¹¹⁷ James D. Fearon. 1995. « Rationalist explanations for war », *International Organization*, 49, 3, été, p. 390.

¹¹⁸ Ibid., p. 391.

¹¹⁹ Erik Gartzke, Quan Li et Charles Boehmer. 2001. « Investing in the Peace... », p. 404.

militaire car les coûts y étant rattachés ne feraient qu'augmenter exponentiellement.¹²⁰ Par contre, comment trouver une entente satisfaisante pour tous lorsque les deux côtés adoptent des positions intransigeantes ayant pour objectif de démontrer qu'ils sont définitivement résolus à tout faire pour atteindre leurs fins ? De plus, comme les deux adversaires n'entretiennent aucune relation diplomatique, la capacité de Taipei à évaluer correctement la détermination de Beijing à utiliser la force au besoin est diminuée. Le risque d'erreurs de calcul augmente grandement, contribuant ainsi à l'accroissement des risques de guerre.

Supposons, dans un premier temps, que Taipei ait la ferme conviction que Beijing n'oserait pas recourir à la force en réaction à une proclamation d'indépendance *de jure* taiwanaise. Les dirigeants taiwanais pensant à tort ou à raison que les menaces verbales, la propagande chinoise et même les manœuvres militaires dans le détroit ne sont que du bluff. En conséquence, rien n'empêcherait les Taiwanais et Taiwanaises de proclamer leur indépendance si, bien entendu, tel était leur désir. Par contre, supposons dans un deuxième temps, que le gouvernement taiwanais se serait trompé et qu'à la suite de la déclaration d'indépendance, Beijing déclenche une invasion insulaire. Ainsi, la guerre serait au rendez-vous car Taipei aurait mal interprété la véritable détermination de Beijing à utiliser la force pour contrer l'indépendance taiwanaise. Une erreur de calcul stratégique serait alors à l'origine du conflit armé, bien qu'en réalité, les deux camps auraient préféré *à priori* une solution pacifique. Malgré la simplicité de cet exemple, il est important de comprendre qu'une erreur de calcul causée par l'incertitude et par l'absence de communication bilatérale serait en bonne partie à l'origine d'une guerre.

Conséquemment, le mécanisme des effets de signalement se veut un moyen de communiquer et de démontrer sa détermination à son adversaire plus efficacement qu'avec de simples menaces verbales.¹²¹ De ce fait, l'interdépendance économique procure un plus vaste choix de moyens non militaires visant à informer son adversaire de notre aptitude et détermination

¹²⁰ Scott L. Kastner. 2005. *Does economic interdependence constrain, inform, or transform? Preliminary evidence from the relationship across the Taiwan Strait*, Département de 'Government and Politics' de l'Université du Maryland, Papier préparé pour la rencontre annuelle de International Studies Association à Honolulu en mars 2005, p.4. Date de consultation : 3 mai 2005, <http://www.bsos.umd.edu/gvpt/kastner/KastnerISA2005.pdf>

¹²¹ Ibid.

à mener une guerre, si besoin il y a. La logique argumentaire affirme que, si, par exemple, Beijing utilisait des sanctions économiques envers Taiwan dans l'optique de démontrer à cette dernière son opposition à sa volonté indépendantiste, l'interdépendance économique bilatérale apporterait beaucoup plus de poids et de crédibilité aux sanctions. Selon l'auteur Scott L. Kastner, cela provient du fait que non seulement les Taiwanais seraient éprouvés par les sanctions mais les Chinois le seraient aussi.¹²² La Chine subirait les contrecoups de ses actions, soit au niveau de ses relations économiques bilatérales avec Taiwan, soit au niveau multilatéral en effrayant ou freinant les investissements étrangers sur son territoire. Ainsi, les dirigeants chinois communiqueraient efficacement leur degré de détermination en démontrant aux leaders taiwanais et observateurs internationaux qu'ils sont résolus à assumer les conséquences de leurs actions et cela, bien entendu, sans emprunter le sentier de la guerre. L'ambiguïté, source potentielle d'erreur de calcul stratégique, serait ainsi réduite de beaucoup.

Les auteurs Gartzke, Li et Boehmer affirment que le recours à la guerre devient beaucoup moins nécessaire lorsque les États possèdent des moyens non violents d'informer avec crédibilité leurs adversaires de leurs intentions.¹²³ Un contexte d'interdépendance économique, autant bilatérale que multilatérale, procure un vaste choix de méthodes pacifiques d'information.¹²⁴ Les marchés internationaux du commerce et de la finance se transforment en quelque sorte en canaux de communication. C'est la composante financière de l'interdépendance qui est très importante car c'est dans la volatilité des capitaux associée au risque politique que réside l'élément pacificateur du mécanisme des effets de signalement.

En résumé, dans un contexte conflictuel où l'on retrouve une interdépendance économique entre deux belligérants, cette interdépendance possède une capacité, somme toute limitée, de jouer le rôle de transmetteur d'information privée entre les adversaires.

¹²² Scott L. Kastner. 2005. *Does economic interdependence...*, p. 4.

¹²³ Erik Gartzke, Quan Li et Charles Boehmer. 2001. « Investing in the Peace... », p. 401.

¹²⁴ Ibid.

3.3.3 Coalitions internationalistes

Le concept théorique des coalitions internationalistes représente vraisemblablement l'argument pacificateur de l'interdépendance le moins étudié au sein de la littérature libérale commerciale. L'auteure Etel Solingen représente sa principale théoricienne. Similairement à l'argument des transactions coûteuses, la propriété pacificatrice des coalitions repose sur un caractère dissuasif quant aux volontés guerrières d'un État. Cependant, la dissuasion s'opère différemment. Les conséquences de l'interdépendance économique se font sentir au niveau sub-national, c'est-à-dire en modifiant ou influençant les préférences et priorités d'un gouvernement. Ainsi, pour une situation conflictuelle donnée, l'interdépendance influencera le maintien de la paix en transformant les préférences nationales des États d'une telle manière que ceux-ci ne désireront plus, dans une certaine mesure, emprunter la voie militaire pour régler leurs différends ou pour simplement arriver à leurs fins.¹²⁵ Évidemment, en ce qui concerne le cas sino taiwanais, il n'est pas question que les Taiwanais utilisent la force pour atteindre l'objectif d'indépendance nationale qu'une certaine portion de la population partage. Il s'agit plutôt d'influencer le gouvernement taiwanais à ne pas adopter de politiques qui donneraient prétexte, un *casus belli*, à la Chine populaire de faire usage de la force envers l'île. C'est donc aux coalitions internationalistes que revient la fonction dissuasive d'influencer les instances gouvernementales dans l'adoption de leurs préférences nationales.

Présenté autrement, ce concept théorique affirme que le commerce international engendre une condition d'interdépendance qui elle, amène la création de coalitions internationalistes à l'intérieur des États interdépendants. À leur tour, ces coalitions influenceront le choix des politiques de leur gouvernement respectif en leur rappelant les bénéfices du commerce et les contraintes qu'impose l'interdépendance sur leur comportement à adopter face aux autres États.

Précisément, le concept des coalitions internationalistes signifie qu'il existe un ou plusieurs groupes à l'intérieur d'une société ouverte au commerce international qui bénéficient de ce

¹²⁵ Erik Gartzke, Quan Li et Charles Boehmer. 2001. « Investing in the Peace... », p. 395.

commerce et qui s'organisent pour promouvoir et protéger leurs intérêts.¹²⁶ Plus un pays est ouvert et actif sur le plan commercial, plus cela laisse présager une coalition internationaliste influente à l'intérieur de ce pays. Plus cette coalition est importante, plus elle influencera les préférences nationales d'un gouvernement et donc, en bout de ligne, cette influence se reflètera dans l'élaboration des politiques spécialement en matières d'affaires étrangères, de défense et de commerce international. Il importe d'abord et avant tout à ces coalitions de préserver un environnement régional propice à favoriser les échanges économiques. Conséquemment, les coalitions internationalistes possèdent un intérêt certain à la stabilité politique et économique donc, par extension, à la préservation de la paix au sein de leur environnement commercial.¹²⁷ Alors, étant une conséquence de l'interdépendance économique, l'existence de coalitions internationalistes contribue ainsi au maintien de la paix et de la stabilité.

L'élément dissuasif de l'argument des transactions coûteuses tel que présenté précédemment, reposait sur la crainte de perdre les bénéfices tirés du commerce et sur les coûts potentiels qu'une guerre pourrait engendrer pour un État. Selon cette approche, l'État était considéré comme un acteur unitaire, une boîte noire, qui était influencé par la condition d'interdépendance économique dans laquelle il se trouvait. Pour le mécanisme des coalitions internationalistes, l'élément relatif à la crainte de perdre les bénéfices du commerce s'applique, toutefois, ce mécanisme observe comment s'opère à l'intérieur de l'État cette influence causée par la condition d'interdépendance économique. Il s'agit ainsi d'ouvrir la boîte noire que représente l'État et d'adopter une approche sub-nationale qui focalise sur qui repose le rôle de dissuasion ayant pour but de freiner les ardeurs guerrières d'un gouvernement et de l'État qu'il représente.¹²⁸ L'ouvrage présent s'intéresse au frein appliqué non pas aux ardeurs guerrières mais bien aux élans nationalistes des dirigeants taiwanais.

¹²⁶ Etel Solingen. 1998. *Regional Orders at Century's Dawn : Global and Domestic Influences on Grand Strategy*, Princeton N.J. : Princeton University Press, p. 19.

¹²⁷ Ibid., p. 20.

¹²⁸ Etel Solingen. 2003. « Internationalization, Coalitions, and Regional Conflict and Cooperation », dans Edward D. Mansfield et Brian M. Pollins (éds), *Economic Interdependence and International Conflict : New Perspectives on an Enduring Debate*, États-Unis : The University of Michigan Press, p. 60.

L'auteure Etel Solingen avec son concept théorique de coalitions internationalistes, s'intéresse avant tout au processus d'internationalisation de l'État. De ce fait, elle définit l'internationalisation comme étant une ouverture aux marchés internationaux, aux capitaux, aux investissements et à la technologie ainsi que par l'adhésion à un ensemble de régimes, valeurs et institutions politiques et sécuritaires internationales.¹²⁹ Cette internationalisation produit deux grands types de coalitions, celles dites internationalistes qui supportent cette ouverture et celles dites nationalistes-étatiques-confessionnelles qui s'y opposent.¹³⁰ Ces deux types de coalitions doivent être comprises davantage sous l'angle de groupes ou regroupements informels parfois sans réelles structures organisationnelles. Leur principale différence étant celle de supporter ou de s'opposer au commerce international et à une intégration sur le plan politique de leur État avec le système global de régimes et d'institutions.

Il est important de préciser que l'ouverture internationale n'a pas que des impacts au plan économique. En effet, un tel processus s'accompagne de conséquences au niveau culturel, au niveau des valeurs sociétales ainsi que dans l'identité d'un peuple.¹³¹ Cela explique pourquoi d'autres groupes à caractère non économique peuvent opposer l'internationalisation ou la supporter. Conséquemment, des portions de ces coalitions peuvent être trouvées dans n'importe quel segment d'une société, soit dans la société civile en général, au sein d'institutions religieuses, de groupes syndicaux ou ethniques et bien entendu au sein des communautés de gens d'affaires, des partis politiques et de l'appareil gouvernemental d'un État.¹³² L'internationalisation tend à opposer, par exemple, l'industrie de l'exportation versus un complexe militaro-industriel ou une main d'œuvre spécialisée en opposition à celle non spécialisée. Bien entendu, certains de ces segments sont très bien organisés, voire par exemple les communautés de gens d'affaires, qui, parfois, possèdent leurs propres points d'entrée à l'intérieur même des partis politiques. Cela leur permet évidemment d'influencer ou même à l'extrême de dicter certaines des préférences nationales d'un gouvernement.

¹²⁹ Etel Solingen. 2003. « Internationalization, Coalitions, and Regional... », p. 61.

¹³⁰ Etel Solingen. 1998. *Regional Orders at...*, p. 19.

¹³¹ Ibid., p. 22.

¹³² Etel Solingen. 2003. « Internationalization, Coalitions, and Regional... », p. 61-62.

Il est à retenir que plus une société s'internationalise, c'est-à-dire que plus elle est active sur les marchés globaux, plus on devrait y retrouver une coalition internationaliste influente.¹³³ La logique inverse est également vraie. Plus une coalition est puissante et plus elle fera pression en faveur d'une internationalisation accrue, rendant alors le processus de moins en moins réversible. Il se crée donc un effet d'entraînement entre l'internationalisation et la croissance de groupes aux intérêts internationalistes et vice versa. Cela a pour résultat de rendre un État, son économie, son gouvernement et le parti politique au pouvoir de plus en plus redevable face à ces groupes et aux intérêts internationalistes en général.¹³⁴ Bien entendu, une coalition internationaliste ne pourra contrôler totalement et pour toujours un appareil d'État. Par contre, même avec le retour au pouvoir d'un gouvernement de type nationaliste-étatique-confessionnel, celui-ci ne pourra ignorer indéfiniment les intérêts internationalistes de sa société ainsi que les réalités contraignantes que lui impose sa condition d'interdépendance dans laquelle l'internationalisation a plongé son économie. Les coalitions internationalistes se feront un devoir de lui rappeler cette réalité. De plus, dans le système économique global libéral et interdépendant du 21^{ème} siècle, inverser un processus d'internationalisation d'une économie nationale, qui est à la fois encouragé et soutenu par la scène internationale et par des acteurs domestiques, pourrait s'avérer une tâche complexe et potentiellement dommageable pour un État.

LES COALITIONS INTERNATIONALISTES ET LE CAS SINO TAIWANAIS

Les écrits théoriques de l'auteure Solingen portent sur une condition d'interdépendance économique qui peut exister entre un quelconque État dit internationalisé et le système en général. Elle n'élabore pas sur un cas bien précis d'interdépendance dyadique entre deux États. L'approche de Solingen aide à acquérir des indicateurs permettant d'identifier la présence ou non de coalitions internationalistes à l'intérieur d'une société et d'anticiper le comportement type de ces coalitions ainsi que leurs principaux objectifs. De ce fait, ce travail de recherche ne s'intéresse pas à l'ouverture économique de Taiwan avec l'ensemble des pays avec lesquels elle commerce mais bien aux liens économiques sino

¹³³ Etel Solingen. 1998. *Regional Orders at...*, p. 4.

¹³⁴ Ibid., p. 10.

taiwanais. L'internationalisation d'un État sert d'indicateur pour déterminer l'existence ou non de coalitions internationalistes à l'intérieur de ce même État. Alors, peu importe l'angle adopté, soit celui de Solingen ou celui de ce mémoire, l'objectif principal demeure le même, c'est-à-dire d'illustrer au niveau sub-national les conséquences pacificatrices de l'interdépendance économique. Qui plus est, dans les deux approches, le caractère pacificateur de l'interdépendance s'exprime par l'argument des coalitions internationalistes.

Le principal élément distinctif entre les écrits de Solingen et l'intention de ce mémoire se situe dans l'identification des groupes aux intérêts internationalistes à l'intérieur de l'État. Etel Solingen identifie le mécanisme qui, précisément, influence les préférences nationales mais s'arrête à ce point. Pour sa part, ce travail ambitionne d'aller une étape plus loin soit en identifiant certains des groupes qui influencent le maintien de la stabilité dans le détroit de Taiwan.

Si l'on se réfère à la première partie de la définition de l'internationalisation présentée précédemment, soit une ouverture aux marchés internationaux, aux capitaux, aux investissements et à la technologie, le chapitre suivant, qui focalisera sur l'interdépendance économique sino taiwanaise, devrait être plus que suffisant pour illustrer la place centrale occupée par le commerce international dans l'économie taiwanaise. La Chine revêt une grande importance pour l'économie de l'île et la démonstration d'une condition d'interdépendance entre les deux rives démontrera du même coup l'internationalisation de Taiwan. À titre d'exemple, mentionnons simplement qu'avec l'arrivée du 21^{ème} siècle, la Chine est devenue pour Taiwan sa première partenaire économique. En 2004, le commerce sino taiwanais représentait environ 1/5 de tout le commerce effectué par les Taiwanais sur la scène mondiale et générait à lui seul près de 9 % du produit intérieur brut de l'île.

En terminant, n'oublions pas que peu importe qu'il s'agisse de commerce sino taiwanais, taiwanais américain ou nippon taiwanais, cela demeure avant tout du commerce international. Les bénéficiaires de ces échanges économiques possèdent un intérêt certain à la stabilité de leur zone commerciale et dans ce cas-ci, cette zone inclut évidemment le détroit de Taiwan. En ce qui a trait à la deuxième partie de la définition de l'internationalisation, l'adhésion à un

ensemble de régimes, valeurs et institutions politiques et sécuritaires internationales, elle sera traitée dans le cinquième chapitre.

3.4 CONCLUSION

Il est premièrement à retenir de ce second chapitre la définition de l'interdépendance présentée, soit une dépendance mutuelle qui engendre une vulnérabilité mutuelle. Cette définition servira de guide pour l'analyse à venir des relations économiques sino taiwanaises. Se faisant, la clé pour démontrer la validité du postulat concernant l'existence d'une interdépendance économique entre la Chine et Taiwan, réside justement dans l'utilisation de la définition de l'interdépendance. L'analyse cherchera à démontrer que les liens économiques sino taiwanais ne se limitent point qu'à une seule condition d'interconnexion mais plutôt qu'il s'agit bel et bien d'une réelle dépendance mutuelle. Ensuite, le thème de la vulnérabilité fournira l'indicateur nécessaire pour confirmer que le commerce entre les deux rives engendre une vulnérabilité mutuelle et place donc les deux rivaux dans un contexte d'interdépendance économique.

Une fois ce postulat d'interdépendance dyadique confirmé et en s'appuyant par la suite sur la logique argumentaire du libéralisme commercial qui prête à l'interdépendance économique des caractéristiques pacificatrices, l'argument des coalitions internationalistes entrera en jeu. Rappelons-nous l'hypothèse centrale de cette étude empirique, soit que le caractère pacificateur de l'interdépendance économique aurait freiné les élans nationalistes et indépendantistes des leaders taiwanais. Alors, l'argument des coalitions internationalistes cherchera à illustrer que celles-ci furent cette source d'influence qui contribua à maintenir la stabilité dans le détroit en dissuadant le gouvernement taiwanais de s'aventurer trop loin sur le chemin de l'autodétermination nationale au tournant du 21^{ième} siècle. La démonstration entourant cette hypothèse ne viendra toutefois qu'au cinquième et dernier chapitre. Avant d'y parvenir, le prochain chapitre s'efforcera tout d'abord de démontrer la validité du postulat d'interdépendance sino taiwanaise, ce qui, du même coup, confirmera le caractère internationaliste de Taiwan.

CHAPITRE IV

L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE SINO TAIWANAISE

Ce quatrième chapitre a pour objectif d'étudier les liens économiques entre la Chine populaire et Taiwan dans la perspective de confirmer la validité du postulat énoncé précédemment concernant l'existence d'une condition d'interdépendance économique entre les deux rives du détroit taiwanais. L'étude s'étendra de 1989 à 2004 et s'efforcera de faire ressortir l'évolution rapide du commerce, son ampleur et son importance stratégique pour chacun des deux protagonistes. Précisément, ce mémoire veut démontrer qu'entre 1995 et 2004, période de regain de la tension dans le détroit, la RPC et la RdC se trouvaient dans un contexte d'interdépendance économique. L'élément important avec cette affirmation n'est pas de déterminer l'instant précis à partir duquel les relations sino taiwanaises furent plongées dans un contexte d'interdépendance. Il s'agit simplement de démontrer qu'au même moment où il y a eu montée de la tension dans le détroit, donc la période associée au tournant du 21^{ème} siècle, une condition d'interdépendance économique existait entre la Chine et Taiwan.

L'étude des échanges économiques Chine-Taiwan mettra de l'avant la définition de l'interdépendance présentée dans le chapitre précédent. Ainsi, dans un premier temps, l'étude focalisera sur les statistiques économiques entre les deux rives dans le but d'y illustrer l'existence d'une dépendance mutuelle. Pour y parvenir, ce travail utilisera en partie le thème de l'ouverture pour guider cette première tranche d'analyse mais uniquement dans le but d'illustrer l'ampleur de ce commerce et non d'en arriver à un constat final relatif à l'interdépendance. Rappelons-nous que le thème de l'ouverture est adaptée pour évaluer une dépendance mutuelle, ce qui, pour les fins de ce travail, représente la première étape nécessaire à la mesure d'une condition d'interdépendance vulnérable.

Dans un deuxième temps, l'analyse portera sur la nature générale du commerce sino taiwanais et focalisera sur le caractère essentiel de ses composantes économiques. Le thème

de la vulnérabilité sera donc utilisé pour déterminer si véritablement une condition d'interdépendance économique existait à cette époque entre la Chine et Taiwan. Alors, après avoir préalablement déterminé si les deux rives étaient mutuellement dépendantes, ce thème de mesure sera utilisé pour évaluer l'aspect vulnérable de cette relation de dépendance pour ainsi en arriver au constat final d'une dépendance et d'une vulnérabilité mutuelle pour la Chine populaire et Taiwan.

4.1 UNE DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE MUTUELLE SINO TAIWANAISE

D'entrée de jeu, il importe de se rappeler qu'avant la levée de la loi martiale en 1987, le commerce avec la Chine continentale était interdit pour les gens d'affaires taiwanais. Malgré cette interdiction, il y avait tout de même des échanges commerciaux avec le continent mais ceux-ci se déroulaient sans que les autorités de Taipei n'interviennent et donc ne soient obligées d'accorder implicitement une reconnaissance au gouvernement de Beijing. Les échanges s'effectuaient donc par le biais de destinations tierces telles que Hong Kong. Cependant, suite à l'abolition de la loi martiale, les nombreuses restrictions imposées par le gouvernement taiwanais, qui avaient pour objectif de limiter le commerce avec les Chinois, sont devenues plutôt symboliques tandis que les gens d'affaires taiwanais se lancèrent à pleine vitesse à l'assaut du marché continental. Que ce soit pour y exporter ou y investir et de façon légale ou illégale, les gens d'affaires de l'île s'imposèrent rapidement comme un nouveau partenaire commercial majeur pour la République populaire de Chine et son imposante croissance économique.

4.1.1 L'étude du contenu matériel du commerce sino taiwanais

Selon des statistiques de la Commission des affaires continentales, le commerce sino taiwanais s'élevait à environ 300 M\$ US (million de dollars américains) en 1980.¹³⁵ En 1986, année qui précédait l'abolition officielle de la loi martiale à Taiwan, le commerce entre les deux rives était estimé à 960 M\$ US. En 1988, un an après l'abolition, une explosion commerciale survint et le commerce sino taiwanais s'éleva à plus de 2,7 G\$ US. À la fin des

¹³⁵ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 23.

années 1990, ce même commerce avoisinait les 24 G\$ US.¹³⁶ Finalement, le International Crisis Group (ICG) a évalué, pour 2002, le commerce entre Taiwan et la République populaire de Chine à tout près de 40 milliards de dollars américains.¹³⁷ Ces chiffres impressionnants cachent cependant un important déséquilibre commercial entre les deux partenaires économiques. En effet, Taiwan profite d'un large surplus commercial qui ne cesse d'augmenter année après année. Pour la seule année 2002, le surplus commercial de Taiwan atteignait 25 G\$ US.¹³⁸ Ce déséquilibre majeur n'est pas sans conséquence en ce qui a trait à l'évaluation d'une potentielle dépendance mutuelle sur le plan économique entre les deux rives.

Au tournant du 21^{ème} siècle, c'était près de 20 % des exportations taiwanaises qui aboutirent sur le continent.¹³⁹ Pour l'année 2002, c'était tout près du quart, soit exactement 24,9 % des exportations insulaires qui trouvèrent preneur en Chine.¹⁴⁰ Ce pourcentage d'exportations taiwanaises en Chine populaire croît à très fort rythme si bien que, par exemple, entre 2001 et 2002, la progression fut de 36 %. Historiquement, les États-Unis ont toujours été, depuis les années 1950, le principal partenaire économique de Taiwan. Par contre, en 2003, cette réalité changea et les É-U furent relégués au second rang derrière la RPC qui devint par le fait même la première partenaire économique des Taiwanais.¹⁴¹ En 1991, on évaluait à environ 9 % le ratio de dépendance par rapport aux exportations en destination de la Chine sur le total des exportations taiwanaises. En 10 ans, ce taux de dépendance a grimpé à 17,9 % pour finalement atteindre 25 % en 2004.¹⁴² Au niveau des importations de produits chinois, le taux

¹³⁶ Bernice Lee. 1999. *The Security Implications...*, p. 23.

¹³⁷ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III : The Chance of Peace*, International Crisis Group Asia Report N° 55, 6 juin, p. 9.

¹³⁸ Chen-yuan Tung. 2003. *China's Economic Leverage and Taiwan's Security Concerns with Respect to Cross-Strait Economic Relations*, Institute of International Relations National Chengchi University Taiwan, Papier présenté au Taiwan Studies Workshop à l'Université Harvard, 1^{er} mai 2004, p. 1, Date de consultation : 7 mai 2005, <http://www.fas.harvard.edu/~fairbank/tsw/text/Tung.htm>

¹³⁹ Bernice Lee. « The Security Implications... », p. 25.

¹⁴⁰ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III...*, p. 9.

¹⁴¹ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied? The Economic and Political Implications of the Flow of Information Technology and Investment Across the Taiwan Strait*, États-Unis : Rand Corporation, p. 43.

¹⁴² Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *The Share of Cross-Straits Trade in Taiwan Total Foreign Trade*, Date de consultation : 21 juin 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/8.pdf>

de dépendance de Taiwan demeure nettement plus bas, soit 5,5 % en 2001 comparativement 1,8 % en 1991.¹⁴³ Par contre, ce ratio associé aux importations de biens chinois ne cesse de croître, si bien qu'il frôla 10 % en 2004 à Taiwan.¹⁴⁴

De ce fait, en ce qui regarde le ratio de dépendance en lien avec l'activité commerciale totale taiwanaise, le commerce sino taiwanais ne représentait en 1989 qu'un maigre 3,3 %.¹⁴⁵ Au début du 21^{ème} siècle, la dépendance commerciale de Taiwan envers la Chine atteignait 10,8 % tandis qu'en 2004, ce ratio de dépendance avait presque doublé en seulement trois ans puisqu'il atteignait les 18 %.¹⁴⁶ La dépendance commerciale taiwanaise par rapport au commerce sino taiwanais prend des proportions relativement importantes surtout que cette dépendance augmente inmanquablement année après année et que rien ne laisse présager une modification quelconque de cette lourde tendance.

Du côté chinois, les ratios de dépendance en matière commerciale à l'égard du marché taiwanais ne sont pas aussi éloquentes. La dépendance chinoise en matière d'exportation en sol taiwanais ne se situait qu'à 2,2 % pour l'année 2001, une légère augmentation depuis le ratio de 1,6 % de 1991.¹⁴⁷ En ce qui a trait au ratio de dépendance relatif aux importations chinoises de biens taiwanais, le pourcentage a fluctué entre 10 % et 14 % entre 1991 et 2001, sans toutefois afficher de réelle tendance à la hausse ou à la baisse.¹⁴⁸ Pour ce qui est du ratio de dépendance commerciale de la Chine par rapport au commerce sino taiwanais sur l'ensemble de son commerce international, le résultat de 5,88 % de l'année 2001 comparé au 5,94 % de 1991 n'a rien pour impressionner.¹⁴⁹ Il faut cependant noter un sommet de 7,7 % de dépendance commerciale chinoise à l'égard de Taiwan pour l'année 1996, soit la même année que la crise des missiles.

¹⁴³ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III...*, p. 10.

¹⁴⁴ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *The Share of Cross-Straits Trade in Taiwan...*

¹⁴⁵ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III...*, p. 10.

¹⁴⁶ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *The Share of Cross-Straits Trade in Taiwan...*

¹⁴⁷ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III...*, p. 10.

¹⁴⁸ Ibid.

¹⁴⁹ Ibid.

Ces statistiques commerciales indiquent qu'il y a un déséquilibre entre la Chine populaire et Taiwan en ce qui concerne l'importance du marché de l'un pour l'économie de l'autre. En effet, prenons, par exemple, l'année 2003 où Taiwan a affiché un produit intérieur brut d'environ 528,6 G\$ US.¹⁵⁰ Les statistiques de la Commission des affaires continentales indiquent que le commerce sino taiwanais a atteint un total de 46,3 G\$ US en 2003.¹⁵¹ Ainsi, à lui seul, le commerce entre les deux rives du détroit a contribué à 8,8 % du PIB taiwanais pour cette même année. Par contre, un examen limité au niveau des exportations, en 2003, révèle que les Taiwanais ont exporté sur la scène mondiale approximativement 143 G\$ US.¹⁵² Le secteur des exportations a donc représenté 27 % du PIB taiwanais pour cette seule année. Et, de ce 27 %, environ le quart fut destiné à l'unique marché chinois. En conséquence, l'important secteur des exportations taiwanaises en Chine populaire a représenté 6,7 % du PIB de Taiwan pour l'année 2003. Illustré autrement, le commerce sino taiwanais a représenté 8,8 % du PIB de Taiwan et de ce nombre, 73 % fut redevable aux seules exportations sur le continent.

Toutefois, le commerce entre les deux rives du détroit taiwanais ne représenta qu'un faible pourcentage de l'immense produit intérieur brut chinois. La Chine a affiché un PIB, pour 2003, de plus de 6 449 G\$ US, soit 6,5 trillions de dollars américains.¹⁵³ De ce fait, le commerce Chine-Taiwan qui a totalisé 46,3 G\$ US en 2003, n'a représenté que 0,07 % du PIB chinois. Quant aux exportations chinoises à Taiwan, elles ont atteint une proportion de 2,5 % des 436 G\$ US en exportations à l'échelle planétaire.¹⁵⁴ Par contre, en ce qui a trait aux importations chinoises de biens taiwanais, les données sont moins négligeables. Il a été mentionné précédemment que le ratio de dépendance relatif aux importations chinoises de biens taiwanais avait fluctué entre 10 % et 14 % entre 1991 et 2001. Lorsque l'on considère la forte croissance économique de la Chine durant cette même période, combinée à sa forte

¹⁵⁰ Central Intelligence Agency. 2004. *The World Factbook – Taiwan*, Date de consultation : 26 juin 2006, <http://www.umsl.edu/services/govdocs/wofact2004/geos/tw.html>

¹⁵¹ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Estimation of Trade between Taiwan and Mainland China*, Date de consultation : 21 juin 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/6.pdf>

¹⁵² Central Intelligence Agency. 2004. *The World Factbook – Taiwan...*

¹⁵³ Central Intelligence Agency. 2004. *The World Factbook – China*, Date de consultation : 26 juin 2006, <http://www.umsl.edu/services/govdocs/wofact2004/geos/ch.html>

¹⁵⁴ Ibid.

demande incessante de biens étrangers nécessaires à alimenter cette croissance, la stabilité affichée par son ratio de dépendance à l'égard des produits taiwanais révèle en réalité une forte augmentation en nombre absolu.

En effet, selon le CIA World Factbook, en 1994, la Chine a importé pour 115,7 G\$ US de biens étrangers.¹⁵⁵ De ce total, 12,7 % venaient de Taiwan, soit un montant en dollars américains de 14,7 G.¹⁵⁶ Pour l'année 1999, les Chinois importaient pour plus de 165,8 G\$ US en produits internationaux et de cela, 12,8 % venaient de l'île taiwanaise pour un total de 21,2 G\$ US.¹⁵⁷ Finalement, en 2003, la portion des importations chinoises de biens taiwanais a même baissé sous la barre des 10 % pour atteindre 8,6 %.¹⁵⁸ Néanmoins, 8,6 % de 397,4 G\$ US en importations totales chinoises donne un résultat de 34,1 milliards de dollars américains de biens taiwanais importés.¹⁵⁹

Les données en pourcentage ne sont peut-être pas tellement significatives dans le cas présent mais les chiffres en dollars indiquent clairement que les produits taiwanais envahissent le marché chinois toujours en plus grand nombre année après année. Ces produits importés sont effectivement non négligeables quant à leur apport à l'économie chinoise. Par contre, cela nous ramène ainsi à l'importance du marché chinois pour les exportations taiwanaises et pour l'économie insulaire en général. Un fait demeure néanmoins, qu'il soit question d'importations chinoises de biens en provenance de Taiwan ou d'exportations taiwanaises en Chine continentale, il s'agit des mêmes biens produits à la même place et contribuant à la fois aux deux économies rivales. Toutefois, l'apport économique de ces mêmes biens est nettement supérieur du côté taiwanais. Il a été mentionné que les exportations taiwanaises en sol chinois ont représenté 6,7 % du PIB de Taiwan en 2003. À l'opposé, les importations

¹⁵⁵ Central Intelligence Agency. 1995. *The World Factbook – China*, Date de consultation : 26 juin 2006, <http://www.umsl.edu/services/govdocs/wofact95/wf950051.html>

¹⁵⁶ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III...*, p. 10.

¹⁵⁷ Central Intelligence Agency. 2000. *The World Factbook – China*, Date de consultation : 26 juin 2006, <http://www.umsl.edu/services/govdocs/wofact2000/geos/ch.html#econ>

¹⁵⁸ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *The Share of Cross-Straits Trade in Mainland China Total Foreign Trade*, Date de consultation : 21 juin 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/9.pdf>

¹⁵⁹ Central Intelligence Agency. 2004. *The World Factbook – China...*

chinoises de biens taiwanais n'ont représenté que 0,53 % du PIB de la Chine populaire pour cette même année. Il y a donc un déséquilibre économique important.

Il peut alors être affirmé que Taiwan accuse une dépendance face à la contribution que génère le commerce sino taiwanais à son économie. Les Taiwanais dépendent du marché chinois pour y exporter une partie grandissante de leur production domestique. On ne peut en dire autant pour l'économie chinoise vis-à-vis Taiwan. En dépit du fait qu'on y retrouve des produits taiwanais en grande quantité, la Chine populaire ne souffre pas d'une dépendance à l'égard des ces mêmes produits. Avec une part nettement inférieure à 1 %, le commerce entre les deux rives du détroit apparaît comme une goutte d'eau dans l'immensité de l'activité économique chinoise. Conséquemment, l'étude des liens commerciaux entre la Chine et Taiwan, uniquement en terme d'échanges de biens, ne permet pas de conclure à une dépendance mutuelle, seulement une dépendance à dimension unidirectionnelle. L'étude de l'aspect financier du commerce sino taiwanais permettra de voir si cette donne est présente à tous les niveaux.

4.1.2 L'étude du contenu financier du commerce sino taiwanais

Depuis la légalisation du commerce avec la Chine continentale, les Taiwanais ne se sont pas seulement contentés d'y exporter leur production domestique. En effet, les gens d'affaires de l'île voulurent très rapidement tirer profit de l'immense bassin de main d'œuvre chinoise à bon marché ainsi que de l'énorme potentiel économique que représentait la RPC. Alors, que ce soit en délocalisant leurs moyens de production sur le continent ou que ce soit sous la forme de partenariats avec des intérêts locaux ou simplement en décidant de s'y établir dans l'espoir d'y poursuivre leur expansion économique, les hommes d'affaires de Taiwan ont investi massivement en Chine populaire depuis la fin des années 1980. Leurs investissements y atteignent un tel point que, selon les statistiques officielles chinoises, les Taiwanais y sont devenus les cinquièmes plus grands investisseurs de la planète.¹⁶⁰ De ce fait, contrairement à l'analyse précédente sur la dépendance de Taiwan engendrée par ses

¹⁶⁰ Ministère du Commerce (MOFCOM). 2003. *China Foreign Investment Report 2003*, Section III : Taiwanese Investment in the Mainland, Date de consultation : 2 février 2006, <http://english.mofcom.gov.cn/bizchina/3.pdf>

exportations en Chine, il semblerait que l'analyse des investissements en provenance de l'île ne résultera pas en un tel constat à sens unique.

La littérature sur le commerce sino taiwanais est unanime sur le fait que les statistiques officielles provenant des deux côtés du détroit sous-estiment la valeur totale des investissements taiwanais en Chine.¹⁶¹ D'un côté, dans l'objectif de contrer les restrictions imposées par Taipei, un nombre important d'investissements auraient transigé par des paradis fiscaux tels que les Îles vierges britanniques ou encore par l'intermédiaire de Hong Kong. De ce fait, en cherchant constamment à minimiser l'ampleur des investissements en sol chinois, Taipei continue toujours à ignorer, statistiquement parlant, les investissements qui gravitent par des destinations tierces pour atteindre indirectement le continent chinois. De l'autre côté, Beijing ignore en grande partie les investissements taiwanais qui transitent par Hong Kong et ce, même s'il est estimé que plus de la moitié des investissements à Hong Kong par Taiwan, aboutissent en réalité sur le continent.¹⁶²

Les données taiwanaises fournies par la MAC indiquent des investissements taiwanais totaux en Chine populaire de l'ordre de 41 G\$ US pour la période entre 1991 et 2004.¹⁶³ À Beijing, les chiffres publiés par le Ministère du commerce extérieur (Ministry of Foreign Commerce, ci-après MOFCOM) font état d'investissements taiwanais totaux avoisinant les 61 G\$ US à la fin de l'année 2002.¹⁶⁴ Selon les estimations du gouverneur de la Banque centrale de Taiwan, les investissements en sol chinois totaliseraient environ 60 G\$ US également en date de 2002.¹⁶⁵ Selon d'autres estimations non officielles provenant de divers analystes et économistes taiwanais, les investissements en Chine en provenance de Taiwan pourraient même avoir atteint un grand total variant entre 80 G\$ et 100 G\$ US depuis le début du

¹⁶¹ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 53.

¹⁶² Ibid.

¹⁶³ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Taiwan Approved Investment in Mainland China by Area*, Date de consultation : 21 juin 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/11.pdf>

¹⁶⁴ Ministère du Commerce (MOFCOM). 2003. *China Foreign Investment Report 2003...*

¹⁶⁵ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 54.

commerce sino taiwanais au cours des années 1980.¹⁶⁶ Finalement, selon les auteurs Michael S. Chase et al, suite à de nombreuses entrevues réalisées avec des représentants gouvernementaux et corporatifs ainsi que divers analystes sur le sujet, un nombre variant entre 65 G\$ et 75 G\$ US en investissements taiwanais totaux en Chine continentale serait probablement l'estimation la plus juste.¹⁶⁷

Peu importe la source des données, qu'elle soit chinoise, taiwanaise ou internationale, les statistiques illustrent un ordre de grandeur qui permet d'apprécier l'ampleur avec laquelle les Taiwanais ont investi en Chine depuis les années 1980. Il y a, de plus, un point sur lequel les sources statistiques sont unanimes, c'est-à-dire que la tendance à long terme est à la hausse en ce qui a trait aux investissements taiwanais en territoire chinois et l'augmentation annuelle est particulièrement prononcée depuis le début du 21^{ème} siècle.

Supposons que les Taiwanais aient investi en Chine entre 65 G\$ et 75 G\$ US depuis les années 1980, un tel montant semble évidemment énorme mais que représente-il réellement pour l'immense économie chinoise ? Ce nombre est-il suffisamment élevé pour confirmer l'existence d'une dépendance chinoise à l'égard des investissements taiwanais ? Dans le chapitre précédent ayant porté sur l'interdépendance, il a été mentionné que pour qu'un pays soit dépendant économiquement vis-à-vis d'un autre, les liens commerciaux qui les unissent doivent engendrer des coûts, donc des pertes significatives, en cas d'interruption des échanges. Alors, dans le cas présent, la question est de savoir si les investissements taiwanais effectués en Chine populaire sont assez importants pour que, en cas d'arrêt ou de retrait de ces investissements, des conséquences négatives sur l'économie chinoise soient engendrées. Il n'est cependant pas encore question d'évaluer la capacité de substitution du pays touché par l'interruption, donc le côté vulnérable de l'interdépendance. Il importe simplement d'évaluer si les échanges sont suffisamment significatifs pour causer des pertes économiques non négligeables dans l'éventualité d'une d'interruption. De plus, étant donné que dans le cas présent l'étude porte sur des investissements et non pas sur de simples échanges de biens, il y

¹⁶⁶ Hwan C. Lin. 2002. « Taiwan has overinvested in China », *Taipei Times*, jeudi, 31 octobre, p. 8, Date de consultation : 7 février,

<http://www.taipetimes.com/News/editorials/archives/2002/10/31/177788>

¹⁶⁷ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 55.

a, à prime abord, un caractère essentiel non négligeable. Les investissements directs étrangers (IDE) revêtent, pour la sécurité économique d'un État, un aspect essentiel comparable à un approvisionnement pétrolier adéquat.

Selon les données publiées par le Ministère chinois du commerce extérieur, les investissements taiwanais sur le continent ont représenté 7,7 % du total des investissements étrangers accueillis par la Chine en 1989.¹⁶⁸ En 2001, cette portion a atteint un total de 9,9 % pour finalement redescendre à 8,1 % en date de 2002. Les statistiques du International Crisis Group confirment ces chiffres avancés par le MOFCOM quant aux pourcentages qu'ont représentés les investissements taiwanais sur la somme des investissements étrangers reçus annuellement par la RPC.¹⁶⁹

La part taiwanaise en investissement a affiché, tout au long des années entre 1989 et 2002, une surprenante stabilité. Il faut savoir qu'en 2002, la Chine populaire a devancé les États-Unis pour ainsi devenir le pays ayant accueilli le plus grand nombre d'investissements directs étrangers à l'échelle planétaire. Un grand cumulatif de 52 G\$ US en IDE ont été comptabilisés pour le seul territoire chinois, une augmentation de 12,5 % comparativement à l'année précédente.¹⁷⁰ De ce fait, 8,1 % de ces 52 G\$, soit 4,2 G\$ US, provenait uniquement de Taiwan.¹⁷¹ Il importe de mentionner que cette proportion n'inclut pas les investissements taiwanais effectués par l'intermédiaire de Hong Kong et des Îles vierges britanniques. En fait, le MOFCOM a classé Taiwan en tant que 5^e investisseur en importance pour la Chine en 2002.¹⁷² Par contre, parmi les cinq premiers investisseurs, on retrouvait Hong Kong et les Îles vierges britanniques. Il est réaliste de croire en se référant aux écrits de Michael S. Chase et al, qu'un 'fort pourcentage' des investissements provenant de ces deux destinations seraient d'origine taiwanaise, faisant alors de Taiwan un investisseur en sol chinois aussi majeur que le Japon et les États-Unis.¹⁷³

¹⁶⁸ Ministère du Commerce (MOFCOM). 2003. *China Foreign Investment Report 2003...*

¹⁶⁹ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III...*, p. 12.

¹⁷⁰ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 44.

¹⁷¹ Ministère du Commerce (MOFCOM). 2003. *China Foreign Investment Report 2003...*

¹⁷² Ibid.

¹⁷³ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 53.

Malgré son poids économique relativement inférieur aux grandes puissances mondiales – Taiwan représente la 14^{ième} plus grande économie mondiale – et malgré l’engouement certain que représente la Chine pour tous les investisseurs internationaux, Taiwan, avec ses 23 millions d’habitants seulement, s’impose clairement comme un des plus importants investisseurs et acteurs du développement économique chinois.¹⁷⁴ Toujours selon les publications du MOFCOM, les autorités chinoises estimaient, pour la fin de l’année 2002, à 55 691 le nombre total d’entreprises d’origines taiwanaises établies sur le continent.¹⁷⁵ Ces entreprises d’origines taiwanaises représentaient l’équivalent de 13 % de toutes les entreprises étrangères en Chine. De plus, à la même époque, le gouvernement chinois évaluait à 7,4 % la part de Taiwan à la quantité totale d’IDE reçue par les Chinois depuis leur ouverture économique datant de la fin des années 1970. En définitive, Taiwan contribuait, au tournant du 21^{ième} siècle, de façon significative à l’économie chinoise et à sa fulgurante croissance.

Conséquemment, il peut être affirmé que, pour la période à l’étude, la Chine populaire affichait une dépendance face à Taiwan en regard à l’apport en investissement généré par la communauté des affaires taiwanaise. Cela étant dit, il n’est pas encore possible de se prononcer sur l’existence d’une interdépendance économique Chine-Taiwan. Seulement, il est dorénavant permis d’affirmer qu’une dépendance mutuelle existait entre les deux rives du détroit.

En ce qui concerne les investissements chinois à Taiwan, une analyse approfondie de ce sujet ne sera pas nécessaire car ces derniers sont, à toute fin pratique, inexistant. En dépit de l’ampleur prise par le commerce sino taiwanais, les investissements chinois à Taiwan étaient encore, en date de l’année 2004, interdits ou à tout le moins très restreints par le gouvernement de Taipei.¹⁷⁶ L’admission du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Jinmen et Matsu à l’Organisation mondiale du commerce en janvier 2002 devrait, en principe, changer cette réalité en forçant le gouvernement taiwanais à libéraliser ses

¹⁷⁴ Jane Skanderup. 2004. « Taiwan’s Cross-Strait Economic Strategy and the WTO », *Issues & Insights*, Vol. 04-01, janvier, p. 6.

¹⁷⁵ Ministère du Commerce (MOFCOM). 2003. *China Foreign Investment Report 2003...*

¹⁷⁶ Jean-Pierre Cabestan. 2003. *Chine-Taiwan : la guerre...*, p. 243.

politiques économiques à l'endroit de la RPC.¹⁷⁷ Toutefois, un tel processus peut prendre plusieurs années avant de donner des résultats concrets car Taiwan est particulièrement soucieuse de sa sécurité nationale lorsqu'il est question de commerce avec la Chine communiste. Conséquemment, ce travail ne s'attardera pas davantage à cet autre côté de l'étude du contenu financier du commerce sino taiwanais.

Par contre, si l'on en revient à Taiwan et à sa forte présence industrielle à l'intérieur du marché chinois, il semblerait, qu'encore une fois, une forme de dépendance en découle. Ainsi, il a été démontré précédemment que les Taiwanais dépendaient d'un accès au marché continental pour y exporter. Tout indique que ces derniers souffrent également d'une dépendance envers l'immense bassin de main d'œuvre chinoise à bon marché. Une importante portion de l'activité industrielle taiwanaise a été transférée en Chine populaire depuis les années 1980 et ce phénomène s'est même accéléré à l'arrivée des années 2000. L'économie taiwanaise est alors devenue et continue ainsi à être de plus en plus liée au succès de l'économie chinoise.

La Commission des affaires continentales estime que, depuis le début des années 1950, soit depuis la relocalisation du régime de la République de Chine sur l'île de Taiwan, jusqu'à l'année 2004, 49,5 % des investissements approuvés par Taipei ont été exécutés en Chine populaire.¹⁷⁸ Évidemment, Taipei n'a commencé à permettre les investissements sur le continent qu'en 1987. Cela indique donc que le pourcentage est encore plus élevé pour la période suivant cette date. En 1991, 9,5 % des tous les investissements taiwanais furent destinés au marché chinois.¹⁷⁹ En 1996, ce ratio atteignit 36,2 % tandis qu'en 1999, ce même ratio afficha 39 %. Finalement, la MAC indique qu'un sommet fut atteint en 2004 avec plus

¹⁷⁷ Nom officiel donné à la République de Chine (Taiwan) pour son entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Site Internet officiel de l'OMC, date de consultation : 19 juillet 2006, http://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/chinese_taipei_f.htm

¹⁷⁸ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Taiwan Approved Outward Investment by Country (Area)*, Date de consultation : 10 juillet 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/13.pdf>

¹⁷⁹ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III...*, p. 12.

de 67,2 % des investissements étrangers taiwanais destinés à l'unique marché chinois.¹⁸⁰ Pour les Taiwanais, l'attrait économique de la Chine n'est comparable en rien à aucun autre de leurs partenaires commerciaux, ni même avec les États-Unis. En nombre absolu, Taiwan a investi légalement, selon les règles de Taipei, dans plus de 33 155 projets de l'autre côté du détroit depuis les années 1980.¹⁸¹ L'historique des investissements taiwanais à l'étranger indique que les gens d'affaires de l'île ont investi dans un grand total de 43 657 projets autour de la planète depuis 1952. Les projets d'investissements en Chine populaire ont donc représenté 76 % de tous les projets d'investissements directs étrangers de Taiwan. Pour leur part, les É-U, deuxième plus grand récipiendaire des capitaux taiwanais, ont reçu 4 516 projets, soit 10 % du total historique des Taiwanais.

Qui plus est, force est de constater que la forte progression des exportations taiwanaises en Chine au cours des années 1990 et 2000, semble étroitement liée à l'établissement toujours grandissant d'entreprises d'origine taiwanaise en territoire chinois durant cette même période. Il est de l'avis de l'auteur Jean-Pierre Cabestan, spécialiste du conflit sino taiwanais, qu'une 'bonne part' des importations chinoises de produits insulaires servent en réalité à alimenter les entreprises d'origines taiwanaises établies en RPC.¹⁸² Les statistiques appuient cette relation entre exportations et investissements taiwanais. Les données du MOFCOM indiquent que les gens d'affaires taiwanais ont investi environ 155 M\$ US en 1989 comparativement à plus de 4 G\$ US en 2002.¹⁸³ Pendant ce temps, les exportations taiwanaises en Chine passèrent de 3,3 G\$ US en 1989 à 29 G\$ US en 2002.¹⁸⁴ Rappelons-nous que le nombre d'entreprises d'origines taiwanaises présentes en Chine populaire en 2002 était de 55 691.

¹⁸⁰ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Taiwan Approved Outward Investment by Country (Area)*, Date de consultation : 10 juillet 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/146/13.pdf>

¹⁸¹ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Taiwan Approved Outward Investment by Country (Area)*, Date de consultation : 10 juillet 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/13.pdf>

¹⁸² Jean-Pierre Cabestan. 2003. *Chine-Taiwan : la guerre...*, p. 246.

¹⁸³ Ministère du Commerce (MOFCOM). 2003. *China Foreign Investment Report 2003...*

¹⁸⁴ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Estimation of Trade between Taiwan and Mainland China*, Date de consultation : 21 juin 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/6.pdf>

Ce lien très étroit entre les investissements et les exportations taiwanaises en Chine laisse croire à l'existence d'une double dépendance économique dont souffre Taiwan à l'égard du marché chinois et de sa main d'œuvre abondante et bon marché. Toutefois, ce travail ne considérera pas cette dépendance économique comme ayant une double facette mais bien comme une dépendance de Taiwan face à l'accès au marché de la RPC, précisément pour y exporter. Démontrer la dépendance des entreprises taiwanaises à l'égard de la main d'œuvre chinoise nécessiterait une analyse encore plus approfondie tandis que l'objectif de la présente section, soit celle de confirmer la dépendance économique insulaire envers le continent, a été conformément atteint. Par contre, cela n'empêche pas de garder à l'esprit le fait que les exportations des Taiwanais en Chine populaire sont liées de très près aux investissements que ceux-ci y effectuent.

Pour résumer cette première partie du quatrième chapitre, il a été démontré que la Chine populaire accusait une dépendance envers les investissements taiwanais tandis que, comme il vient d'être mentionné, Taiwan accusait une dépendance envers l'accès au marché chinois. Ainsi, la première étape nécessaire pour déterminer si une interdépendance économique sino-taiwanaise existait au moment de la montée des tensions dans le détroit entre 1995 et 2004 a été franchie. De ce fait, la Chine et Taiwan étaient mutuellement dépendantes sur le plan économique au tournant du 21^{ème} siècle. La deuxième étape consiste à évaluer si cette dépendance mutuelle engendrait une vulnérabilité économique pour chacune des deux rives.

4.2 UNE VULNÉRABILITÉ ÉCONOMIQUE MUTUELLE SINO TAIWANAISE

Cette deuxième portion de chapitre a l'intention de démontrer que la dépendance de Taiwan face à l'accès au marché chinois lui engendrait une condition de vulnérabilité et ce, au même moment où, de l'autre côté du détroit, la dépendance de la Chine populaire face aux investissements taiwanais créait aussi un contexte de vulnérabilité pour les Chinois. Il importe de rappeler que l'aspect de la vulnérabilité contenu dans la définition de l'interdépendance se résume à la capacité d'un État dépendant à substituer rapidement et sans conséquence majeure un lien économique qui compose cette dépendance et qui se retrouve interrompu. S'il s'avère impossible à ce même État de substituer ce lien dans un laps de

temps relativement court sans engendrer de secousse économique, la dépendance de cet État le place donc dans une condition de vulnérabilité. Appliqué dans un contexte bilatéral où deux États sont mutuellement vulnérables suite aux échanges économiques qui les unissent, cette logique donne alors deux pays interdépendants. Débutons par l'analyse de la dépendance taiwanaise au marché chinois.

4.2.1 La dépendance de Taiwan face au marché chinois; source de vulnérabilité

À première vue, il semblerait aisé d'argumenter qu'avec environ 25 % de ses exportations destinées à l'intérieur d'un seul marché, ces mêmes exportations qui représentent 6,7 % de son PIB annuel, la dépendance de Taiwan face à l'accès au marché de la Chine engendre presque inévitablement de la vulnérabilité. Il apparaît comme étant une tâche ardue que celle de trouver, à brève échéance, de nouveaux marchés pour écouler annuellement au-delà de 34 milliards de dollars de biens. Admettons que Beijing décide, du jour au lendemain, de fermer son marché aux produits taiwanais. Les conséquences immédiates pour l'économie de Taiwan seraient plus que néfastes et ce, malgré la possibilité que les Taiwanais puissent réussir à trouver, dans un délai raisonnable, de nouveaux preneurs. Ainsi, cette argumentation, bien qu'un peu simple, est cohérente et pourrait être suffisante pour affirmer que la dépendance de Taiwan envers l'accès au marché chinois la place dans une situation de vulnérabilité.

Toutefois, il est nécessaire pour les fins de ce travail de recherche d'illustrer de façon plus approfondie la difficulté pour Taiwan à substituer le marché de la Chine populaire par un ou plusieurs nouveaux marchés. Ainsi, il existe un exemple clair dans l'histoire taiwanaise récente, une volonté gouvernementale infructueuse de diversification des partenaires commerciaux. Cette volonté de Taipei illustre adéquatement la lourdeur d'une telle tâche que celle de substituer un marché bien connu de ses entreprises par un ou plusieurs nouveaux marchés.

Avant de poursuivre, il a été mentionné préalablement que les exportations étaient étroitement liées aux investissements taiwanais sur le continent chinois. De ce fait, l'exemple

qui suit reposera essentiellement sur la question des investissements mais ce même exemple s'associe également à la situation des exportations car dans le cas taiwanais présent, ces deux composantes commerciales vont de pair. Qui plus est, que ce soit pour y exporter ou y investir, la difficulté à trouver de nouveaux marchés demeure entière.

En 1994, le président Lee Teng-hui, soucieux de la dépendance grandissante de Taiwan à l'égard du marché chinois, adopta une politique intitulée 'allez au sud' (Go South).¹⁸⁵ Cette mesure économique avait pour but d'inciter les entrepreneurs taiwanais à aller investir dans les pays membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) tout en tentant de les dissuader d'investir en Chine populaire. Les résultats de cette politique furent plutôt modestes. Entre 1995 et 2000, les gens d'affaires de l'île investirent 4,4 G\$ US au sein de l'ASEAN comparativement à plus de 12,5 G\$ US en Chine populaire.¹⁸⁶ Bien que les investissements destinés aux pays du Sud-Est asiatique atteignirent un montant intéressant, la politique du 'allez au sud' ne freina pas les investissements taiwanais de l'autre côté du détroit. Cela était évidemment le véritable objectif recherché par Taipei.

Alors, devant l'insuccès de cette mesure, le gouvernement taiwanais adopta une nouvelle politique dite de 'non-empressement et de patience' (No Haste, Be Patient) en septembre 1996.¹⁸⁷ Cette mesure exigeait des entrepreneurs taiwanais de faire approuver préalablement par le gouvernement chacun de leurs projets d'investissements en Chine qui touchaient les secteurs des hautes technologies et des infrastructures. Le gouvernement imposa également un plafond de 50 M\$ US par projet individuel d'investissement. Cependant, après quelques années, Taipei fut contraint de réaliser à la fois l'insuccès de cette politique de 'non-empressement et de patience' et surtout son aspect non représentatif des réalités économiques du commerce sino taiwanais.¹⁸⁸ À titre d'exemple, les données économiques démontrent qu'en 2000, les Chinois dépassèrent les Taiwanais pour ainsi accéder au troisième rang des producteurs mondiaux de composantes relatives aux technologies de l'information, tout juste

¹⁸⁵ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 7.

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ Jean-Pierre Cabestan. 2003. *Chine-Taiwan : la guerre...*, p. 243.

¹⁸⁸ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 8.

derrière le Japon et les États-Unis.¹⁸⁹ Il importe ici de noter que s'il fut possible pour la Chine de développer sa production de technologies de l'information, elle le doit en très grande partie aux investissements taiwanais.¹⁹⁰ Il est estimé qu'en date de l'année 2001, 37 % de la production relative aux technologies de l'information émanant de l'industrie taiwanaise fut produite en Chine. Cette portion de la production de l'industrie taiwanaise réalisée sur le continent a représenté approximativement 16 G\$ US pour la même année tandis qu'elle a atteint 22,5 G\$ US en 2002, indiquant alors que la portion produite en Chine avait grimpée jusqu'à 49 %.

Taipei fut forcée encore une fois de reconnaître son incapacité à freiner le flot d'investissements taiwanais en Chine populaire, surtout dans le secteur des hautes technologies. Il faut préciser que la littérature sur le commerce sino taiwanais insiste généralement sur le fait que les gens d'affaires taiwanais sont passés maîtres dans l'art de contourner les restrictions d'investissements imposées par Taipei. Il en va ainsi de l'opinion des auteurs Michael S. Chase et al, qui affirment que « much of Taiwan's investments [dans le secteur de l'électronique] are allegedly funneled through third countries [...] to avoid government restrictions ».¹⁹¹ Conséquemment, avec l'arrivée au pouvoir en 2000 du nouveau gouvernement de Chen Shui-bien, on remplaça l'ancienne politique de non-empressement par une approche dite de 'ouverture active et gestion efficiente'¹⁹² (Active Opening, Effective management). L'objectif recherché ne visait plus à freiner les investissements sur le continent mais bien de s'assurer que le cœur des opérations industrielles ainsi que les étapes clés de la chaîne de production, telle que la recherche et le développement, demeurent à Taiwan.¹⁹³ Cette nouvelle politique était en réalité une reconnaissance *de facto* de l'incapacité du gouvernement d'empêcher les investissements insulaires sur le continent.¹⁹⁴ De plus, en 2001, Chen et son gouvernement levèrent même l'interdiction sur les investissements de plus de 50 M\$ US en RPC.

¹⁸⁹ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 63.

¹⁹⁰ Ibid.

¹⁹¹ Ibid., p. 8.

¹⁹² Traduction libre de l'auteur.

¹⁹³ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III...*, p. 13.

¹⁹⁴ Ibid.

Bien entendu, cet exemple relate une volonté du gouvernement taiwanais de freiner le flot d'investissements sur le continent, il ne s'agit pas d'une circonstance où les entreprises insulaires auraient été expulsées de la Chine et alors forcées de trouver de nouveaux marchés. Néanmoins, cela illustre la difficulté de substituer au commerce sino taiwanais de nouveaux échanges commerciaux avec de nouveaux partenaires. Les mesures adoptées par Taipei bénéficièrent de plusieurs années pour tenter d'atteindre leurs objectifs, pourrait-on réellement penser relever un tel défi à court terme et sans grande conséquence économique ? Il faut se rappeler que l'île de Taiwan n'est située qu'à environ 150 kilomètres des côtes chinoises et qu'il existe également une affinité culturelle et linguistique indéniable entre les deux rives. Que dire en plus du marché chinois, potentiellement le plus grand de la planète et en pleine expansion tandis que le marché taiwanais tend à stagner. Pour l'ensemble des raisons énumérées précédemment, il peut être affirmé que la dépendance de Taiwan envers le marché de la RPC, au tournant du 21^{ème} siècle, engendrait une condition de vulnérabilité.

4.2.2 La dépendance de la Chine face aux investissements taiwanais; source de vulnérabilité

Il est maintenant question de démontrer que la dépendance de la Chine populaire envers les investissements en provenance de Taiwan plaçait également cette première dans une condition de vulnérabilité. Il importe de savoir si les Chinois seraient en mesure de, potentiellement, réussir à remplacer les capitaux investis par les gens d'affaires taiwanais et ce, dans un délai suffisamment court pour ne pas causer de choc à l'économie continentale. D'entrée de jeu, il peut être avancé que les sommes d'argent investies par les Taiwanais pourraient effectivement être substituées par de nouveaux investissements, qu'ils soient états-uniens, japonais, européens, etc. Cela semble particulièrement vrai lorsque l'on considère l'attrait économique mondial que représente l'immense marché chinois. Il y aurait certainement de nombreux investisseurs internationaux prêts à prendre la relève. Toutefois, ce travail de recherche affirme que cette substitution ne pourrait se réaliser à court terme et sans causer de secousses à l'économie chinoise. Les gens d'affaires taiwanais sont très bien intégrés au marché chinois et leurs capitaux représentent un maillon non négligeable de l'économie continentale.

Pareillement à ce qu'il a été mentionné précédemment, entre 65 G\$ US et 75 G\$ US auraient été investis en Chine par les Taiwanais depuis l'ouverture commerciale entre les deux rives. Il a également été mentionné que, selon le Ministère chinois du commerce, il y a eu un grand total de 55 691 entreprises d'origines taiwanaises qui se sont installées en RPC depuis les années 1980. Il est estimé qu'à l'arrivée du 21^{ième} siècle, plus de 8 millions de Chinois et Chinoises travaillaient pour l'une d'entre-elles.¹⁹⁵ Ces 8 millions d'employés représentaient 3,9 % de la main d'œuvre urbaine ainsi que 4,6 % de la production industrielle totale de la Chine.¹⁹⁶ Près de 5 % de toute la production industrielle chinoise serait redevable aux seuls capitaux taiwanais, une telle part ne peut être considérée comme étant négligeable sur le plan économique.

Il est dit que 90 % des investissements taiwanais ont été exécutés dans seulement 6 provinces côtières, provinces qui représentent le cœur du secteur des exportations chinoises sur la scène internationale.¹⁹⁷ Deux de ces provinces ont particulièrement été visées par les entrepreneurs taiwanais, soient le Guangdong et le Jiangsu. La province du Guangdong et plus spécifiquement la région du Delta de la rivière des Perles située à proximité de Hong Kong, représente la première destination visée par les Taishangs¹⁹⁸ au cours des années 1980. Le Guangdong est l'endroit en Chine qui compte le plus grand nombre d'entreprises d'origine taiwanaise, soit plus de 14 000. Celles-ci ont nécessité un grand total de 12 G\$ US en investissements.¹⁹⁹ Ces entreprises employaient, au début du 21^{ième} siècle, 2,9 millions de personnes, généraient annuellement 25 G\$ US en chiffre d'affaires et contribuaient pour plus de 19 % de l'activité industrielle de la province.²⁰⁰ Spécifiquement, c'est la ville de Dongguan, située dans le Delta de la rivière des Perles, qui retient l'attention quant à la forte présence des Taishangs. On évaluait, pour l'année 2004, à 100 000 le nombre d'entrepreneurs taiwanais et à plus de 400 000 le nombre de Taiwanais et Taiwanaises vivant dans cette seule

¹⁹⁵ Jane Skanderup. 2004. « Taiwan's Cross-Strait Economic Strategy..., p. 9.

¹⁹⁶ Ibid.

¹⁹⁷ Ibid.

¹⁹⁸ Nom donné aux gens d'affaires taiwanais actifs en Chine continentale.

¹⁹⁹ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 57.

²⁰⁰ Jane Skanderup. 2004. « Taiwan's Cross-Strait Economic Strategy..., p. 9.

ville.²⁰¹ De tous les investissements jamais reçus par cette ville, 45 % provenaient uniquement des firmes taiwanaises, ce qui représentait un cumulatif d'au-delà trois milliards de dollars américains.²⁰² Bien que la majeure partie des investissements aient surtout été reliés au secteur manufacturier, on retrouvait de plus en plus, au tournant du troisième millénaire, de nombreux capitaux taiwanais investis dans le secteur des services et dans l'immobilier.²⁰³ En 2004, les Taishangs planifiaient même la construction d'un hôpital à Dongguan.

La province de Jiangsu et sa voisine, la municipalité de Shanghai, illustrent un exemple tout aussi patent de la profonde implication des entreprises taiwanaises dans l'économie chinoise. La nouvelle vague d'investissements insulaires ayant débuté à la fin des années 1990 et qui touche principalement le secteur de l'électronique et des hautes technologies, se concentre majoritairement dans cette région connue sous le nom du Delta de la rivière Yangtze²⁰⁴. Les capitaux taiwanais faisaient travailler environ 2,6 millions d'employés répartis dans près de 12 000 usines, générant en chiffre d'affaires 22,5 G\$ US par année et occupant 13 % de l'activité industrielle de cette région.²⁰⁵ Le Jiangsu et Shanghai représentent la région de la RPC qui a reçu, en date de 2004, le plus grand nombre d'investissements en valeur monétaire, soit plus 17,8 G\$ US.²⁰⁶ Encore une fois, une ville en particulier retient l'attention, soit celle de Kunshan que certains surnomment 'Little Taipei' ou 'Taiwan Town'.²⁰⁷ En 2001 seulement, cette ville avait reçu pour 2,8 G\$ US en investissements de Taiwan.²⁰⁸ Cette somme représentait 42 % de tous les investissements étrangers reçus par cette ville. Les firmes d'origine insulaire employaient approximativement 200 000 Chinois et Chinoises,

²⁰¹ Vito Lee. 2004. « Time to Move on? Taiwanese Firms in the Pearl River Delta », *Taiwan Panorama*, du Magazine SINORAMA, décembre, Date de consultation : 14 février 2006, http://www.sinorama.com.tw/en/print_issue.php3?id=2004129312006e.txt&mag=past

²⁰² Ibid.

²⁰³ Ibid.

²⁰⁴ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 55-56.

²⁰⁵ Jane Skanderup. 2004. « Taiwan's Cross-Strait Economic Strategy... », p. 9.

²⁰⁶ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Taiwan Approved Investment in Mainland China by Area...*

²⁰⁷ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 57.

²⁰⁸ Jane Skanderup. 2004. « Taiwan's Cross-Strait Economic Strategy... », p. 9.

produisaient des biens pour une valeur d'environ 20 G\$ US, ce qui représentaient entre 60 % à 70 % des toutes les exportations de cette unique ville.²⁰⁹

D'autres villes telles que Guangzhou, Shenzhen, Pudong et Suzhou pourraient également être citées en guise d'exemple de la forte présence taiwanaise dans certaines régions chinoises. L'élément important à retenir est que les milliards de dollars en capitaux investis en Chine par les gens d'affaires taiwanais sont surtout concentrés dans seulement quelques régions, augmentant ainsi considérablement leur poids et leur importance pour l'économie de ces régions. Il a été mentionné que 90 % des investissements de Taiwan étaient concentrés dans six provinces. De ces six provinces, le Guangdong et le Jiangsu, incluant Shanghai, en ont accueilli à elles seules pour plus de 70 %.²¹⁰ Alors, comme l'ont démontré les statistiques précédentes pour ces deux provinces, les firmes taiwanaises faisaient travailler des millions de Chinois et Chinoises et contribuaient respectivement à 19 % et 13 % de l'activité industrielle de ces zones. Ces statistiques sont particulièrement impressionnantes et significatives sur le plan économique.

Depuis le tournant du 21^{ème} siècle, il y a deux grandes tendances qui se dégagent des investissements taiwanais en Chine populaire.²¹¹ La première est l'attrait toujours grandissant de Shanghai et du Delta de la rivière Yangtze, attrait qui se fait surtout au dépend de l'autre delta, celui de la rivière des Perles et de Hong Kong. La deuxième tendance est celle du flot d'investissements, également toujours grandissant, dans le secteur de l'électronique, secteur qui inclut le domaine des hautes technologies dont celles de l'information. Ce qui est intéressant est que ces deux tendances vont de pair, c'est-à-dire que les entreprises oeuvrant dans l'électronique se concentrent surtout dans la grande région métropolitaine de Shanghai. Nul besoin d'expliquer de long en large ce que représente Shanghai au niveau économique. Ce n'est ni plus ni moins que la capitale économique de la Chine, le nouveau centre mondial du capitalisme pour le 21^{ème} siècle, une métropole qui, entre 1996 et 2002, a reçu des IDE pour un total de 34,4 G\$ US. Les Taiwanais étaient, en 2001, les cinquièmes plus importants

²⁰⁹ Jane Skanderup. 2004. « Taiwan's Cross-Strait Economic Strategy... », p. 9.

²¹⁰ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Taiwan Approved Investment in Mainland China by Area...*

²¹¹ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghai'd?...*, p. 55.

investisseurs à Shanghai en termes monétaires mais ils étaient deuxièmes par rapport au nombre de projets d'investissements avec plus de 3000.²¹²

Au niveau de l'industrie de l'électronique et des technologies de l'information, Taiwan, troisième producteur mondial à la fin des années 1990, déclassée en 2000 par la Chine grâce justement aux investissements taiwanais, vint combler un important vide technologique sur le continent. Il est de l'avis des auteurs Michael S. Chase et al de la *Rand Corporation*, que les entrepreneurs taiwanais forment, en quelque sorte, la colonne vertébrale de l'industrie chinoise des hautes technologies.²¹³ Ces mêmes auteurs affirment que, suite à des entrevues avec des analystes du *Market Intelligence Center* de Taiwan, on évaluait à 70 %, pour l'année 2002, la part de production chinoise de biens électroniques qui proviendrait en réalité uniquement des firmes d'origine taiwanaise établies sur le continent.²¹⁴

Il y a suffisamment eu de données diverses décrites précédemment pour démontrer que la dépendance affichée par la République populaire de Chine face aux investissements taiwanais engendrait, au tournant du 21^{ème} siècle, une condition de vulnérabilité. Les capitaux taiwanais sont très présents au sein du marché chinois et ils y sont surtout fortement concentrés dans des régions et des secteurs cruciaux à l'économie chinoise. Il y a la province de Guangdong et son industrie manufacturière, mais il y a surtout le centre économique shanghaien et son importante industrie de l'électronique et des hautes technologies. La présence taiwanaise en Chine n'est pas que quantité, elle est aussi d'une grande qualité.

Ainsi, comme il a été avancé dans la partie introductive de cette section, il est vrai qu'il serait potentiellement possible pour les dirigeants de la Chine de remplacer l'apport économique généré par les Taishangs. Par contre, cela serait certainement une tâche ardue et elle ne pourrait définitivement pas se concrétiser du jour au lendemain et ce, sans laisser de cicatrices à l'économie chinoise et tout spécialement à sa vigoureuse croissance. En définitive, les Chinois étaient à la fois dépendants et vulnérables envers les Taiwanais et leurs investissements.

²¹² Michael S. Chase et al. *Shanghaied? ...*, p. 81.

²¹³ Ibid., p. 144.

²¹⁴ Ibid., p. 64.

4.3 UNE RELATION D'INTERDÉPENDANCE SYMÉTRIQUE OU ASYMÉTRIQUE

Un dernier élément demeure cependant à être éclairci avant de conclure ce chapitre. Cet élément porte sur l'aspect de la symétrie d'une relation d'interdépendance. À première vue, il apparaît que l'important déséquilibre existant entre la taille de l'économie chinoise par rapport à sa contrepartie taiwanaise pourrait venir fausser l'influence pacificatrice escomptée de l'interdépendance économique. De plus, les données économiques précédentes ont illustré une plus forte dépendance pour Taiwan quant à l'apport de commerce sino taiwanais pour son produit intérieur brut que pour la Chine. Cependant, ce travail affirme que, malgré une apparente asymétrie dans la relation, l'influence pacificatrice n'en est pas pour autant faussée.

L'approche libérale, par opposition à une approche réaliste, met l'emphase sur les gains absolus que peut générer une condition d'interdépendance pour chacun des partis. Ceci signifie qu'en bout de ligne, l'important est de tirer profit de cette condition économique et non pas d'y gagner davantage que son opposant, voire ici un gain relatif. C'est ainsi que les auteurs Keohane et Nye affirment qu'une relation d'interdépendance ne doit pas être définie comme une situation nécessairement équilibrée de chaque côté.²¹⁵ Deux pays asymétriquement dépendants l'un de l'autre, seront néanmoins interdépendants.²¹⁶ Il se peut que dans certains cas le plus puissant des deux ou celui qui profite le plus de la relation y gagne davantage au niveau de l'influence et de son pouvoir de négociation par rapport à l'autre. Toutefois, comme il a été démontré dans ce chapitre, la clé réside dans la vulnérabilité mutuelle que l'on retrouve dans l'interdépendance et non pas dans l'influence potentielle qu'un parti pourrait tirer au dépend de l'autre. Dans le cas sino taiwanais, malgré l'important déséquilibre que cause l'immensité de la Chine, de sa population et de son économie, la vulnérabilité dont souffrent les Chinois à l'égard de Taiwan pourrait éventuellement leur faire mal. En cas d'interruption des échanges économiques, les Taiwanais pourraient souffrir davantage mais cela n'importe peu. Ce qui importe est le fait que les deux rives puissent souffrir, donc qu'elles doivent tous les deux assumer les éventuels contrecoûts économiques de leur interdépendance en cas de conflit par exemple.

²¹⁵ Robert O. Keohane et Joseph S. Nye. 1989. *Power and...*, p. 10.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 11.

Le meilleur exemple de l'impact de cette double vulnérabilité nous provient de la crise des missiles de 1995-96. Plusieurs auteurs tels que Chen-yuan Tung de l'Université nationale Chengchi de Taipei et Scott L. Kastner de l'Université du Maryland affirment, qu'au même instant où l'Armée populaire de libération procédait à des tirs de missiles et autres manœuvres militaires dans le détroit, des représentants du gouvernement chinois se sont vivement efforcés de rassurer les gens d'affaires taiwanais quant à la sécurité de leurs investissements sur le continent.²¹⁷ Les deux spécialistes du conflit sino taiwanais défendent l'idée que ni Beijing ni Taipei n'ont réussi à tirer profit de leur condition d'interdépendance lors des deux crises militaro politiques de 1995-96 et 1999-2000. La principale raison étant que tous les deux avaient trop à perdre à utiliser l'arme économique au dépend de l'autre et cela fut particulièrement vrai du côté chinois.²¹⁸

Le thème de la symétrie est certes associé au concept de l'interdépendance. Cependant, lorsque l'on considère l'orientation libérale de ce travail et surtout l'exemple concret que procure le cas sino taiwanais tel qu'illustré précédemment, la question de la symétrie ne vient en rien changer la donne quant aux conséquences pacificatrices et stabilisatrices de l'interdépendance économique. Conséquemment, asymétrie ou non, la Chine et Taiwan étaient, pour la période à l'étude, interdépendantes.

4.4 CONCLUSION

Ce quatrième chapitre a permis de démontrer que la République populaire de Chine et Taiwan étaient mutuellement dépendantes et vulnérables. Cela vient donc confirmer un postulat essentiel à ce travail tel qu'il a été présenté précédemment. Il a été établi que la dépendance de Taiwan envers l'accès au marché chinois la plaçait dans une condition de vulnérabilité. De l'autre côté, la dépendance de la RPC à l'égard des investissements en provenance de la communauté taiwanaise des affaires plaçait également les Chinois dans un contexte de vulnérabilité. Il est maintenant temps de passer à l'étape finale et d'illustrer comment l'interdépendance entre les deux rives du détroit de Taiwan a contribué au maintien

²¹⁷ Scott L. Kastner. 2005. *Does economic interdependence...*, p. 14.

²¹⁸ Chen-yuan Tung. 2003. *China's Economic Leverage and Taiwan's Security Concerns...*

de la stabilité lors de l'important regain de tensions entre Beijing et Taipei au tournant du 21^{ème} siècle.

CHAPITRE V

L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE, LES COALITIONS INTERNATIONALISTES ET LE MAINTIEN DE LA STABILITÉ

Suite à la démonstration du chapitre précédent, il a été établi que les deux rives du détroit de Taiwan se trouvaient dans une relation d'interdépendance économique. Cela nous permet donc de faire un rapprochement entre les écrits théoriques libéraux présentés dans le troisième chapitre et le cas empirique auquel s'intéresse ce travail de recherche. Ainsi, il a été mentionné que l'interdépendance économique a le potentiel d'agir comme vecteur de paix entre les nations. De ce fait, entre 1995 et 2004, période associée à la montée des tensions dans le détroit, une interdépendance sino taiwanaise y avait court, ce qui a donc contribué à maintenir la stabilité entre les deux belligérants. Les coalitions internationalistes représentent ce vecteur par lequel le caractère pacificateur de l'interdépendance s'est exprimé. Dans le cas spécifique des relations Chine-Taiwan, l'influence des coalitions internationalistes taiwanaises s'est manifestée lorsque celles-ci contribuèrent à empêcher le Président Lee de s'aventurer trop loin sur le chemin de l'autodétermination nationale et même d'empêcher, dans le cas du Président Chen, de proclamer l'indépendance de l'île. Ce cinquième et dernier chapitre a pour objectif d'exposer les évidences soutenant cette hypothèse.

Présenté autrement, cette section a pour rôle d'opérationnaliser les concepts théoriques quelque peu abstraits du libéralisme commercial et celui des coalitions internationalistes en les appliquant à un cas empirique concret, soit le conflit entre la République populaire de Chine et la République de Chine.

5.1 LES COALITIONS INTERNATIONALISTES À TAIWAN

La première étape à franchir est celle de confirmer l'existence de coalitions internationalistes à Taiwan. De ce fait, l'internationalisation d'un État a été définie comme étant une ouverture aux marchés internationaux, aux capitaux, aux investissements et à la

technologie ainsi que par l'adhésion à un ensemble de régimes, valeurs et institutions politiques et sécuritaires internationaux. La démonstration du chapitre précédent a permis de confirmer la première et plus importante partie de la définition qui porte sur l'aspect économique de l'internationalisation d'un État. L'étude des liens économiques qui unissent la Chine et Taiwan a clairement démontré l'ouverture de Taiwan au commerce global. Nous pourrions ajouter à cela une dernière donnée significative de cette ouverture taiwanaise qui ne se limite pas seulement au commerce sino taiwanais. Pour l'année 2003, le commerce international a représenté pour Taiwan 49,7 % de son PIB.²¹⁹ Avec environ la moitié de son activité économique reliée au commerce international, Taiwan est définitivement ouverte à l'économie planétaire. Son adhésion en tant que 144^{ième} membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en janvier 2002, après avoir préalablement déposé sa candidature aussi tôt qu'en 1990, est une excellente preuve de cette intégration au système du commerce international.

En ce qui a trait à une intégration à caractère davantage politique, soit la deuxième partie de la définition de l'internationalisation, il apparaît que Taiwan était également bien ouverte à la scène mondiale. Il faut noter que l'implication de Taiwan dans diverses organisations internationales est, depuis longtemps, contestée et contrée par les autorités chinoises. Tout de même, avec ou sans l'approbation de Beijing, Taiwan était partie intégrante, en date de 2004, de 22 organisations intergouvernementales.²²⁰ Celles-ci incluaient évidemment l'OMC mais aussi d'autres organisations importantes, comme APEC ainsi que la Banque asiatique de développement. De plus, Taiwan possède un statut d'observateur ou de membre associé dans 14 autres organisations, telle que la très influente Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ou encore la Banque interaméricaine de développement.²²¹ Le gouvernement taiwanais essaie depuis 1993, avec acharnement mais en vain, de faire son entrée à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies. Notez que, de 1949 à 1971, c'est à la République de Chine (Taiwan) que fut confié le rôle de siéger

²¹⁹ Central Intelligence Agency. 2004. *The World Factbook – Taiwan...*

²²⁰ Taiwan Yearbook. 2004. *Foreign Relations – Multilateral Relations*, Date de consultation : 15 septembre 2006,

<http://english.www.gov.tw/Yearbook/index.jsp?print=1&catid=156&recordid=83294>

²²¹ Ibid.

en tant que représentante chinoise au Conseil de sécurité de l'ONU. Cela dit, il ne fait aucun doute que, tant sur le plan économique que politique, l'ouverture internationale affichée par Taiwan lui confère une position dite internationalisée.

Mis à part la définition de l'internationalisation de Solingen, d'autres indicateurs peuvent fournir d'excellents éléments de preuve quant à la présence de coalitions internationalistes à Taiwan. Scott L. Kastner s'est penché sur le cas sino taiwanais et tout spécialement sur l'influence des intérêts internationalistes dans ce conflit. De ce fait, ses écrits énoncent un indicateur très concret de la présence de coalitions internationalistes à Taiwan. Avant de présenter plus amplement cet indicateur, une brève mise en contexte s'impose. Ainsi, il existe une croyance fortement partagée aussi bien par les réalistes que par les libéraux qui affirme que le commerce et les conflits armés ne font pas bon ménage.²²² L'argument prétend qu'un conflit armé possède la capacité de faire cesser, ou à tout le moins de réduire sévèrement, tous types d'échanges économiques entre des partenaires commerciaux ayant emprunté le chemin de la guerre. En principe, lorsque le spectre d'une guerre plane au-dessus d'une région depuis une longue période de temps, tel que cela se produit dans la région du détroit de Taiwan, ce contexte devient particulièrement nocif au développement de liens commerciaux entre les partis.

Il est de l'avis de nombreux auteurs, dont Scott L. Kastner, que les acteurs économiques privés, voire des firmes transnationales, anticipent les effets négatifs d'un conflit potentiel entre des belligérants et s'organisent donc, dans la mesure du possible, pour ne pas s'y exposer.²²³ Il apparaîtrait tout à fait normal que des firmes taiwanaises ne veulent point commercer avec la Chine populaire et surtout ne pas y investir puisqu'il existe des risques de conflits armés entre les deux rives du détroit. Même en laissant de côté l'éventualité d'une guerre sino taiwanaise, les risques de sanctions économiques chinoises ou de nationalisation forcée envers les firmes insulaires présentes sur le continent ou encore la possibilité d'un embargo commercial contre Taiwan représentent de grands risques que tout acteur économique rationnel tenterait d'éviter. Les firmes privées ont pour raison fondamentale la

²²² Katherine Barbieri et Jack S. Levy. 1999. « Sleeping with the Enemy... », p. 464.

²²³ Scott L. Kastner. 2004(a). *If trade follows the flag, why...*, p. 5.

réalisation de profits; si tel n'est pas le cas, une firme ne peut subsister. Alors, comment expliquer que, malgré plus de cinquante années de conflit potentiel, d'incertitude et d'un récent regain de tensions, le commerce sino taiwanais s'accroît sans cesse ? Malgré la remilitarisation du conflit et une grande hostilité présente dans le détroit, les firmes taiwanaises investissaient massivement en Chine populaire au tournant du 21^{ème} siècle.

À première vue, il ne semble pas logique que des entreprises privées autant petites que moyennes ainsi que de grands groupes industriels soient prêts à risquer des millions et mêmes des milliards de dollars en investissant dans un pays en conflit avec leur propre État. Ce phénomène presque unique au détroit taiwanais se révèle être en fait un important indicateur de la présence de coalitions internationalistes à Taiwan et même en Chine populaire mais nous ne nous attarderons point à cette autre rive.

Nécessairement, le fait que les firmes taiwanaises décidèrent de faire fi des risques associés à l'action d'investir en Chine continentale signifie qu'elles avaient un certain degré de confiance quant au maintien de la paix dans le détroit. Le climat de stabilité et de certitude recherché par les investisseurs devait certainement être présent, du moins en partie. Par contre, cela ne signifie pas que les risques de conflit n'existaient plus et que la tension entre Beijing et Taipei avait disparu. En fait, malgré l'interdépendance économique présente entre les deux rives, les problèmes de fond du conflit sino taiwanais n'avaient toujours pas changé et demeuraient entiers.

Conséquemment, la présence à Taiwan de coalitions internationalistes particulièrement influentes et donc d'un gouvernement imputable face à ces coalitions représente une explication très intéressante. En ayant la possibilité d'influencer à tout le moins un des deux partis du conflit, les intérêts internationalistes à Taiwan, voire ici spécialement les firmes privées, en dégageaient un niveau de certitude minimum qui leur permettait de prendre ce risque calculé que celui d'investir en Chine. Il en va ainsi de l'opinion de Kastner, qui affirme que plus des leaders gouvernementaux sont imputables aux intérêts économiques internationalistes, plus le prix politique à payer sera grand en cas d'adoption de politiques et

de prises de positions dommageables au commerce international.²²⁴ Il importe d'insister sur le fait qu'au plus fort de l'hostilité sino taiwanaise, soit entre 1995 et 2004, le commerce entre les deux rives florissait comme jamais. L'arrivée du 21^{ème} siècle vit, à la fois, la fulgurante progression des investissements taiwanais sur le continent dans le domaine des technologies de l'information, la crise militaro-politique de 1999-2000 et l'entrée au pouvoir du PDP. Ces événements sont contradictoires et il est clair que l'incertitude régnait dans le détroit à cette époque. Cependant, l'argument des coalitions internationalistes est très intéressant car il contribue à donner un sens à ces événements contradictoires.

De ce fait, ce travail accorde une grande importance à l'exemple fourni par Kastner sur l'influence internationaliste à Taiwan et tout spécialement sur le rôle joué par les firmes privées. Conformément à l'hypothèse défendue, il peut être dorénavant affirmé que Taiwan avait, pour la période à l'étude, une orientation internationaliste et qu'alors, de telles coalitions y étaient présentes. En se référant aux pistes de recherche fournies par Kastner, l'analyse suivante, qui portera sur l'influence des intérêts internationalistes auprès du gouvernement taiwanais, focalisera uniquement sur la communauté des gens d'affaires de l'île.

5.2 RETOUR SUR LA PROBLÉMATIQUE ET LA POSITION DÉFENDUE PAR CE MÉMOIRE

5.2.1 Problématique et faits marquants

Au risque de se répéter, introduisons à nouveau la problématique au cœur de ce travail ainsi que les principaux faits marquants de la période de temps à laquelle s'intéresse ce mémoire, soit de 1989 à 2004. Tout d'abord, mentionnons que cette période se divise en deux segments, de 1989 à la première moitié de l'année 1995 et de la deuxième moitié de cette même année jusqu'à 2004. Ainsi, le premier segment fut associé à une période de détente dans le détroit, où l'ouverture affichée par Beijing et Taipei avait permis l'établissement d'un dialogue certes non officiel mais tout de même sans précédent dans

²²⁴ Scott L. Kastner. 2004(a). *If trade follows the flag, why...*, p. 2.

l'histoire de ce conflit. À partir de la fin de l'année 1995, l'hostilité s'empara à nouveau des relations sino taiwanaises et les deux camps replongèrent dans une logique de guerre froide. Le dialogue fit place aux menaces ainsi qu'à la propagande et le conflit se remilitarisa après un certain nombre d'années durant lesquelles les armes avaient été reléguées au second rang.

De ce fait, une série d'éléments contribua à éloigner de plus en plus les deux rives. La profonde et rapide transformation de la société taiwanaise sema l'incertitude, l'incompréhension et l'impatience à Beijing tandis que le désir d'autodétermination des Taiwanais et des Taiwanaises grandissait. Voilà que, plus que jamais, l'ultime symbole du succès de la révolution communiste chinoise se trouvait menacé, soit l'unification de l'immense territoire historique chinois. Bien entendu, un morceau manquait toujours à cette unité nationale, selon les dires du PCC, il n'était donc certainement pas question de le laisser partir à tout jamais. Sur ce point, la très ferme position chinoise ne faisait aucun doute. L'indépendance taiwanaise était inacceptable et une déclaration en ce sens justifierait l'utilisation de la force pour stopper définitivement cette démarche. Conséquemment, les tensions montèrent dans le détroit, aucun contact diplomatique n'eut cours, une mini course à l'armement s'enclencha et en deux occasions l'hostilité atteignit des sommets inégalés depuis les années 1950 lorsque l'APL utilisa la voie de la coercition pour faire passer son message à Taiwan.

Il a été démontré qu'à l'époque où la logique de guerre froide sino taiwanaise sévissait et ce, malgré l'hostilité, les deux rives du détroit étaient interdépendantes économiquement parlant. Le temps a également permis de constater que la stabilité dans le détroit fut préservée en dépit de la présence d'éléments qui auraient dû, selon toute probabilité, mener à une véritable guerre. Suite à l'étude au troisième chapitre de la théorie libérale qui voit dans le commerce et l'interdépendance qui s'ensuit un vecteur de paix entre les nations, un parallèle peut donc être tracé entre cette interdépendance et l'absence d'escalade militaire entre la Chine et Taiwan lors de la montée des tensions au tournant du 21^{ème} siècle. Il importe de préciser à nouveau que l'interdépendance sino taiwanaise n'est pas la seule raison valable pouvant expliquer l'absence de conflit lors de cette période d'hostilité. Il apparaît que l'influence américaine joua un rôle majeur, d'un côté, pour contenir les aspirations politiques de Taipei

et de l'autre, pour contrer l'impatience et la menace militaire chinoise. Cependant, ce mémoire a pour objectif d'ajouter un aspect encore peu étudié à ce jour du conflit sino-taiwanais et non de supplanter le rôle joué par les États-Unis dans le maintien de la stabilité dans le détroit. Seulement un nombre restreint d'auteurs s'attarde au rôle important joué par le commerce bilatéral entre ces deux belligérants. En conséquence, ce travail de recherche se penche sur cet élément économique mais veut également aller encore plus en détail pour se concentrer sur certaines des conséquences de l'interdépendance à l'intérieur même de la société taiwanaise.

5.2.2 Les coalitions internationalistes et le maintien de la stabilité; l'objectif recherché

Il apparaît important de rappeler brièvement quel est le lien entre les coalitions internationalistes et le maintien de la stabilité. L'idée centrale du concept des coalitions internationalistes affirme que ces dernières se portent garantes d'un environnement géoéconomique adéquat au commerce. De ce fait, elles recherchent la stabilité politique et économique à l'intérieur de leur propre pays mais également dans leur région géographique. La stabilité politique favorise l'arrivée d'investissements étrangers tout en contribuant à laisser libre cour aux échanges commerciaux, tandis que la stabilité économique incite la réduction de l'incertitude, laquelle est néfaste pour la valeur d'une monnaie, les taux d'intérêt, l'épargne, etc.²²⁵ Les coalitions internationalistes encouragent donc le maintien de la stabilité car de cet environnement pacifique dépendent leurs intérêts économiques. En même temps, plus un État est dit internationaliste, plus il est ouvert à la scène internationale, plus l'influence des coalitions internationalistes y sera proportionnelle. Finalement, les coalitions ont une incidence sur l'absence de conflit car elles exercent leur influence au niveau sub-national, c'est-à-dire en modifiant ou influençant les préférences et priorités de leur gouvernement, incitant celui-ci à conserver un environnement géoéconomique stable et favorable au commerce.

Ce travail a pour objectif de démontrer que les coalitions internationalistes représentent le moyen par lequel le caractère pacificateur de l'interdépendance économique s'est exprimé

²²⁵ Etel Solingen. 2003. « Internationalization, Coalitions, and... », p. 63.

lors de la montée des tensions entre 1995 et 2004. Le rôle stabilisateur exercé par les coalitions internationalistes prend forme par l'influence qu'elles jouèrent auprès du gouvernement taiwanais. Leur rôle central fut celui d'empêcher les ambitions avouées d'autodétermination nationale affichées par les leaders politiques de Taiwan à franchir le point de non retour tel qu'établi par Beijing, soit celui d'une proclamation d'indépendance officielle de la part de Taipei. Celle-ci aurait ouvert la porte à une intervention armée chinoise.

5.3 DÉMONSTRATION DE L'INFLUENCE INTERNATIONALISTE À TAIWAN

Cette section doit démontrer que les coalitions internationalistes, précisément la communauté des gens d'affaires taiwanais, ont exercé de l'influence auprès de Taipei lors de la montée des tensions dans le détroit. Il serait évidemment beaucoup trop long d'étudier l'ensemble des décisions prises par le gouvernement taiwanais reliées de près ou de loin aux relations sino taiwanaises pour la période entre 1995 et 2004. L'analyse sera alors divisée en deux parties. Dans un premier temps, l'analyse reposera autour de la présidence de Lee Teng-hui lors de la décennie des années 1990 tandis que la seconde partie, se concentrera sur la présidence de Chen Shui-bian suite à son élection en 2000. La possibilité d'examiner deux présidents issus de différents partis politiques procurera un meilleur regard sur l'influence des coalitions internationalistes auprès du gouvernement taiwanais en général parce que cette influence n'est pas limitée à un seul parti. L'analyse s'en tiendra donc à quelques décisions majeures prises par différents présidents, au cours de périodes différentes et au sein de partis distincts. Il sera ensuite question de démontrer l'influence de gens d'affaires et du milieu économique en général dans l'adoption de ces décisions ayant eu un impact sur les relations sino taiwanaises.

L'hypothèse de ce travail repose sur deux prémisses. La première est l'existence d'une interdépendance économique Chine-Taiwan et la deuxième est la présence de coalitions internationalistes à Taiwan. Il reste dorénavant à démontrer la validité de l'hypothèse selon laquelle les coalitions internationalistes ont freiné les ambitions nationalistes et indépendantistes des leaders gouvernementaux taiwanais. Ce dernier segment évoque

certainement un des aspects le plus concret de ce travail car il a pour but d'illustrer comment, dans les faits, les conséquences pacificatrices de l'interdépendance peuvent être observées. Cette portion d'analyse sera déterminante dans la confirmation de l'hypothèse.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue l'idée qu'une éventuelle confirmation de cette hypothèse ne représentera qu'une démonstration de la pertinence du libéralisme commercial à la présente étude de cas. Cette possible confirmation ne se voudra point être une preuve irréfutable des effets pacifiants et stabilisateurs que le commerce engendrerait automatiquement, pas plus qu'elle ne saurait être la seule explication valable à l'absence de conflit armé dans le détroit de Taiwan au tournant du 21^{ième} siècle. Ce dernier segment d'analyse permettra en quelque sorte de passer de la théorie à la démonstration empirique afin d'explorer le rôle que peuvent jouer les intérêts économiques dans un enjeu sécuritaire bien spécifique.

5.3.1 La présidence de Lee Teng-hui

Le Kuomintang était, au milieu des années 1990 et selon les dires de Jean-Pierre Cabestan, probablement le parti politique le plus riche de la planète.²²⁶ En fait, ayant grandement bénéficié de la rapide industrialisation de Taiwan, de la loi martiale et de l'autoritarisme du régime, le KMT était, d'abord et avant tout, « un immense holding financier, immobilier et industriel ». ²²⁷ En date de 1994, ce puissant parti contrôlait à lui seul au-delà de 150 entreprises taiwanaises avec une valeur totale de 9 G\$ US. La démocratisation de la société taiwanaise a cependant forcé, dans une certaine mesure, les autorités du parti à remédier à cette trop étroite imbrication de la sphère politique et économique.²²⁸ Ainsi, certaines de ces entreprises ont été privatisées en entier ou en partie, tandis que d'autres ont été confiées à de véritables gestionnaires et non plus attribuées que sur une base partisane. De façon générale, il semblerait que, lors de la décennie 1990, davantage de transparence émanait de cette étroite relation entre le politique et l'économique au sein du KMT,

²²⁶ Jean-Pierre Cabestan. 1999. *Le système politique de Taiwan*, coll. Que sais-je ?, Paris : Presses universitaires de France, p. 95.

²²⁷ Ibid.

²²⁸ Ibid.

comparativement à la période ayant précédé la levée de la loi martiale. Tout de même, la démocratisation de Taiwan en était encore à ses débuts et aucun autre parti politique n'avait encore dirigé l'île; le règne du KMT se poursuivait donc.

Conséquemment, il est facile d'imaginer l'influence du milieu économique auprès du gouvernement taiwanais. Il importe, par contre, de distinguer entre les intérêts économiques internationalistes et ceux de coalitions qui ont une orientation davantage nationaliste-étatique. Il a été mentionné que, dans ce groupe nationaliste se retrouvent, par exemple, le complexe militaro-industriel ainsi que les industries non actives sur la scène internationale parce que non compétitives ou simplement parce qu'orientées uniquement vers le national. Le caractère internationaliste de l'économie taiwanaise, c'est-à-dire son ouverture et son intégration au sein du commerce international, n'est certainement plus à démontrer à ce point-ci. Alors, si l'on considère l'orientation très internationaliste de l'économie de l'île, si l'on considère que jusqu'en 2000, un seul parti politique avait dirigé les destinées de cette même île depuis les cinquante dernières années et si l'on considère l'étroite imbrication entre le milieu économique et politique de Taiwan, l'on pourrait affirmer avec certitude que les politiciens du KMT et les milieux d'affaires proches du parti poursuivaient tous les deux une orientation internationaliste. Si les intérêts économiques nationalistes-étatiques avaient été supérieurs en nombre et en influence au sein des entreprises contrôlés par le KMT, Taiwan ne serait pas devenue aussi active sur le plan du commerce mondial tel qu'elle l'était à la fin des années 1990. De ce fait, l'influence économique internationaliste pouvait facilement être perçue à l'intérieur des gouvernements dirigés par le KMT. Cependant, la présidence de Lee était-elle toujours sujette à cette influence internationaliste lors de la montée des tensions dans le détroit au cours de la deuxième moitié des années 1990 ? Voilà sur quoi nous devons maintenant centrer notre attention.

Cabestan nous apprend, qu'en date de 1999, trois influents hommes d'affaires taiwanais siégeaient au Comité central permanent (CCP) du KMT.²²⁹ Ce comité est son organe le plus influent, il constitue le noyau central du parti.²³⁰ Une trentaine de membres se rencontrent sur

²²⁹ Jean-Pierre Cabestan. 1999. *Le système politique de...*, p. 96.

²³⁰ Ibid., p. 93.

une base hebdomadaire avec principale fonction celle de préparer l'agenda du Conseil des ministres.²³¹ Bien entendu, cela implique que le KMT doit détenir le pouvoir exécutif, comme ce fut le cas jusqu'en 2000. En définitive, nonobstant le fait que ce soit le président qui ait le dernier mot, le CCP joue un rôle décisif dans la prise de décision et l'adoption des positions du parti et du gouvernement.

Il y avait comme premier homme d'affaires sur ce comité, Koo Chen-fu, président d'un important groupe industriel appelé *Taiwan Cement Corporation*, très actif sur le marché des exportations et récemment impliqué dans le secteur énergétique. Il importe de se rappeler que Koo était ce même Taiwanais qui présidait la Fondation pour les échanges à travers le détroit et qui avait participé et signé les accords historiques entourant les 'Pourparlers Koo-Wang' de 1993 avec les délégués chinois de l'ARATS. À l'époque des pourparlers, Koo Chen-fu était déjà membre du Comité central permanent du KMT et il était reconnu comme étant la quatrième personne la plus fortunée de Taiwan, selon l'ICG.²³² Il est très intéressant de constater qu'un des quatre accords signés lors des Pourparlers Koo-Wang avait entre autre comme objectif l'établissement d'une structure légale visant à faciliter le commerce entre Taiwanais et Chinois en reconnaissant la validité mutuelle, par exemple, des diplômes académiques, des lieux de résidence, des droits de propriétés ainsi que de nombreux autres documents personnels.²³³ La Commission des affaires continentales, organisme gouvernemental taiwanais qui chapeaute le SEF, qualifie cette fondation d'agence « quasi gouvernementale » chargée de représenter le gouvernement en matière d'échanges entre les individus provenant de chacune des deux rives du détroit.²³⁴ La présence d'un important industriel privé au sein des hautes instances du KMT, qui préside à la fois une fondation très près du gouvernement impliquée dans les relations sino taiwanaises, illustre pertinemment la proche présence d'intérêts internationalistes dans l'entourage du Président Lee.

²³¹ Jean-Pierre Cabestan. 1999. *Le système politique de...*, p. 93.

²³² International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 8.

²³³ Ibid.

²³⁴ Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Overall Structure of Mainland Policy Formulation*, p. 1, Date de consultation : 26 septembre 2006, <http://www.mac.gov.tw/english/english/orafunc/ora02.pdf>

Les deux autres hommes d'affaires membres du Comité central permanent du KMT viennent renforcer cette illustration. On retrouvait donc, au sein de ce comité, Wang You-theng, le président de la Chambre de commerce de la République de Chine qui regroupe plus de 500 000 entrepreneurs, ainsi que Kao Ching-yuan, président de la Fédération nationale des industries chinoises.²³⁵ Trois individus, Koo, Wang et Kao, que Cabestan qualifie de « puissants capitalistes » taiwanais.²³⁶ Tous les trois étaient, pour la période concernée, parties intégrantes du milieu des affaires ainsi que des hautes sphères politiques de Taiwan.

Il a été mentionné, au sujet des coalitions internationalistes, qu'elles possédaient la capacité d'influencer ou de modifier les préférences nationales d'un État. L'exemple précédent démontre que les intérêts internationalistes, représentés par les gens d'affaires, étaient en position d'influencer les préférences nationales adoptées par le gouvernement de Taiwan. Cela ne signifie pas que les trois représentants du milieu des affaires taiwanais membres du CCP avaient la capacité d'imposer leurs vues à l'ensemble du KMT et du gouvernement. Par contre, il aurait été difficile pour eux d'être plus près du véritable pouvoir politique autre que d'occuper la présidence elle-même. Les fonctions politiques occupées par messieurs Koo, Wang et Kao leur procuraient certainement la possibilité d'influencer le Président Lee.

L'étroite imbrication entre le milieu économique et politique à l'intérieur du KMT, bien illustrée par la présence de ces trois puissants capitalistes dans la plus haute sphère décisionnelle de ce parti, démontre clairement l'influence de la communauté des gens d'affaires auprès du gouvernement de Lee Teng-hui. Cette communauté de gens d'affaires, tout particulièrement les firmes actives au niveau du commerce mondial, telle que la *Taiwan Cement Corporation* avec son président Koo Chen-fu, représentent, pour les fins de ce travail, les coalitions internationalistes de Taiwan. Toutefois, il est important d'insister sur le fait que ce travail de recherche n'affirme pas que l'influence des coalitions internationalistes était d'un tel niveau qu'elle liait complètement les mains du Président Lee et qu'ainsi ces dernières avaient la capacité de dicter les préférences nationales de Taiwan. Non, les coalitions représentaient une source d'influence parmi d'autres mais tout porte à croire

²³⁵ Jean-Pierre Cabestan. 1999. *Le système politique de...*, p. 96.

²³⁶ Ibid.

qu'elles bénéficiaient d'une position avantageuse pour défendre leurs intérêts auprès des hautes instances gouvernementales.

Revenons sur certains événements de la décennie 1990 ayant contribué à l'augmentation de la tension dans le détroit. À l'époque, le Président Lee était déterminé à améliorer la reconnaissance internationale de Taiwan et c'est ainsi que, par exemple, il offrit jusqu'à 1 milliard de dollars américains pour un siège à l'ONU. Il voulait aussi compléter la transition démocratique de l'île et cela se réalisa. Il a également grandement contribué au développement d'une identité proprement taiwanaise et insulaire. De plus, Lee s'éloigna considérablement du principe de l'existence d'une Chine unique incluant Taiwan et devant guider une éventuelle réunification. Évidemment Beijing protesta contre ces profondes transformations et surtout contre la diplomatie pragmatique pratiquée par Lee que la Chine considérait être une sorte d'indépendance rampante. En réaction à ces événements, le PCC menaçait Taiwan de représailles militaires à plus d'une reprise.

Cependant, devons-nous croire que Lee était le seul maître à penser de toutes les décisions prises par Taipei qui marquèrent cette décennie particulièrement mouvementée ? La volonté du président d'augmenter la reconnaissance et l'espace international de Taiwan, ce que Lee qualifiait de diplomatie pragmatique mais que Beijing considérait comme une dangereuse indépendance voilée, fut-elle l'œuvre d'un seul personnage ou avait-il l'aval du CCP ? Les coalitions internationalistes avaient certainement intérêt à augmenter la reconnaissance de Taiwan à l'échelle mondiale. Lorsque l'on consulte les documents publiés par le gouvernement taiwanais sur les justifications de sa volonté d'être admis à l'OMC, on y constate un autre excellent exemple de l'imbrication des sphères politiques et économiques. Ainsi, s'exprimant sur les problèmes de discrimination à l'égard des produits et entreprises taiwanaises en raison du manque de liaisons officielles entre Taiwan et ses partenaires économiques, le gouvernement affirme que²³⁷ : « notre accession à l'OMC aura pour conséquence de remédier à ces difficultés en l'absence de liens diplomatiques officiels ».²³⁸

²³⁷ Traduction libre de l'auteur.

²³⁸ Taipei Economic and Cultural Office in New York. 2002. *Taiwan's Accession to the World Trade Organization*, Date de consultation : 27 septembre 2006, <http://www.taipei.org/un2002/Html/wto.htm#setting>

La volonté taiwanaise de rejoindre l'OMC est parfaitement compatible avec la logique d'une meilleure reconnaissance internationale recherchée par le Président Lee. Rappelons que la demande d'admission de Taiwan à l'OMC fut déposée en 1990 alors que Lee était déjà à la tête du gouvernement. Il apparaît alors cohérent d'affirmer que le milieu des affaires aurait très bien pu supporter la diplomatie pragmatique de Lee pour la simple et bonne raison qu'il y figurait parmi les principaux bénéficiaires. De ce fait, au risque de provoquer Beijing, il était rentable à long terme de faire fi de l'opposition chinoise et de mettre de l'avant des politiques visant à améliorer le statut politique et économique de Taiwan. Par contre, le milieu économique savait, ou l'a rapidement compris, qu'il y avait un point à ne pas franchir, une limite très clairement exposée par le Parti communiste chinois.

Peut-être que la réalité était tout autre et que la communauté des gens d'affaires de l'île ne supportait pas cette démarche de Lee parce qu'elle engendrait trop de tensions dans le détroit. Toutefois, peu importe laquelle de ces éventualités a réellement prévalu, il ne serait pas possible de démontrer hors de tout doute la validité de l'une ou de l'autre. Néanmoins, deux faits majeurs demeurent. Premièrement, le milieu économique taiwanais bénéficiait de la diplomatie pragmatique du Président Lee et malgré l'importante montée des tensions dans le détroit que cela causa, les firmes taiwanaises n'ont jamais cessé d'exporter et d'investir massivement sur le continent; elles avaient donc le meilleur des deux mondes. Deuxièmement, le point de non retour ne fut jamais franchi et la stabilité fut ainsi maintenue dans le détroit; le commerce sino taiwanais pouvait donc se poursuivre sans menace d'interruption.

L'hypothèse de ce travail affirme que la stabilité fut maintenue car, suite à l'influence des coalitions internationalistes, le Président Lee ne s'aventura trop loin sur le chemin de l'autodétermination nationale. De ce fait, la présence et l'influence des coalitions internationalistes à Taiwan ne font plus de doute tel qu'en fait foi l'orientation internationalisée de son économie, la confiance de ses investisseurs dans le commerce sino taiwanais malgré les risques constants de conflit ainsi que le caractère internationaliste du KMT. La meilleure illustration du caractère internationaliste de ce parti demeuré au pouvoir durant plus de cinquante ans, est certainement la présence d'importants et d'influents intérêts

internationalistes dans l'entourage politique immédiat du président Lee. Suffisamment près du président pour être en mesure de lui rappeler le simple fait que la sécurité économique de l'île était étroitement liée à cette limite à ne pas franchir en lien avec la volonté d'autodétermination de la société taiwanaise. Force est de constater que le niveau alarmant de tensions dans le détroit ne se solda pas par une guerre tandis qu'une véritable République de Taiwan indépendante *de jure* ne vit pas le jour. La stabilité fut alors préservée dans le détroit.

5.3.2 La présidence de Chen Shui-bian

Regardons maintenant du côté du Président Chen Shui-bian, élu en 2000 et chef du Parti démocratique progressiste. Il a été mentionné, voilà quelques chapitres, que le PDP affichait une position ouvertement indépendantiste. Aussi tôt qu'en 1986, à l'intérieur de sa première plate-forme de parti, le PDP y mentionna clairement la nécessité de proclamer une République de Taiwan souveraine et indépendante.²³⁹ En 1991, le parti renforça cette position en adoptant un amendement à sa plate-forme visant à créer une telle république suite à la tenue d'un plébiscite. Le PDP se permit même d'écrire une première version de ce que serait la nouvelle constitution d'une éventuelle république taiwanaise. Au cours des années qui suivirent, le PDP adopta un ton quelque peu plus conciliant à l'égard de Beijing et de l'avenir de Taiwan suite au manque de popularité du parti et de l'option indépendantiste. Cependant, avec les politiques mises en œuvre par le Président Lee ainsi qu'avec le retour des hostilités dans le détroit lors de la deuxième moitié de la décennie 1990, le sujet de l'indépendance taiwanaise fut chaudement débattu à l'élection présidentielle de 2000. Contrairement à l'élection de 1996, les candidats à la présidence ne débattaient plus autour du sujet de l'autonomie mais bel et bien sur l'indépendance de l'île taiwanaise.²⁴⁰

De ce fait, la plate-forme politique du PDP, lors de cette élection, affirmait la volonté d'un éventuel gouvernement Chen de tenir un référendum national pour l'établissement légal, *de*

²³⁹ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 13.

²⁴⁰ Erik Gartzke et Quan Li. 2003. « How Globalization Can Reduce International Conflict », dans Gerald Schneider, Katherine Barbieri et Nils Petter Gleditsch (éds), *Globalization and Armed Conflict*, États-Unis : Rowman & Littlefield Publishers, p. 134.

jure, d'une République de Taiwan souveraine.²⁴¹ Cette plate-forme engageait également le PDP à écrire une nouvelle constitution. Sur l'autre rive, faisant suite à la publication d'un Livre blanc dans lequel la Chine menaçait Taiwan d'une possible attaque en cas de déclaration d'indépendance, le premier ministre chinois, Zhu Rongji, en ajouta davantage. Ainsi, trois jours avant les présidentielles, ce dernier mit en garde les Taiwanais et Taiwanaises contre l'élection d'un candidat partisan de l'indépendance parce que cela pourrait mener à la guerre dans le détroit. Faisant fi de ces menaces chinoises répétées, le peuple taiwanais se donna tout de même, pour nouveau président, le candidat proindépendance Chen Shui-bian.

Cependant, lors de son adresse inaugurale quelque temps après son élection, le Président Chen adopta une approche étonnamment plus conciliante et pragmatique à l'égard de Beijing et de l'avenir de Taiwan. Sous le slogan des 'cinq non', le nouveau président fit connaître publiquement les intentions de son gouvernement pour le mandat à venir. Ainsi, par l'entremise de ce slogan, Chen s'engageait à ne pas proclamer l'indépendance de l'île, à ne pas changer le nom historique de la République de Chine, à ne pas inscrire dans la constitution que les relations entre la RdC et la RPC étaient équivalentes à des relations d'État à État, à ne pas tenir de référendum sur l'indépendance ou la réunification et finalement, Chen s'engageait à ne pas abolir les Directives sur l'unification nationale ainsi que le Conseil de l'unification nationale.²⁴² Cette nouvelle orientation du gouvernement Chen marquait une coupure certaine avec la dernière plate-forme électorale du PDP ainsi qu'avec les grandes positions ardemment défendues par ce parti depuis 1986. Tout au long de son mandat de quatre ans, le gouvernement Chen respectera ses engagements connus sous l'appellation des 'cinq non' et en date de l'année 2004, le statut constitutionnel de Taiwan n'avait toujours pas changé.

Il est évident que diverses avenues peuvent être empruntées pour expliquer ce changement de cap de la part du Président Chen. Nous pourrions encore une fois y voir les pressions américaines ou bien la volonté du nouveau président de gouverner pour l'ensemble des

²⁴¹ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 15.

²⁴² André Laliberté. 2004. « Élections présidentielle et référendaire à Taiwan », *Le maintien de la paix*, Institut d'études internationales de Montréal, Bulletin N° 68, mars, p. 1.

Taiwanais et Taiwanaises et non pas seulement pour les électeurs du PDP. Rappelons que Chen fut élu avec seulement une pluralité de voix et non avec une majorité et que le Yuan législatif était toujours sous le contrôle majoritaire du KMT. L'avenue qu'emprunte ce mémoire n'attaque en rien la validité de ces autres explications et veut simplement continuer à étudier plus à fond la donne économique dans le maintien de la paix et de la stabilité.

Incidentement, ce travail voit l'influence des intérêts internationalistes dans la modification des positions de Chen, celles défendues avant son élection et celles mises de l'avant après sa prise du pouvoir. Avant de poursuivre, il est important de préciser que l'analyse précédente ayant porté sur la présidence de Lee, a eu pour principale conséquence de mettre en lumière le phénomène d'imbrication des sphères économiques et politiques à Taiwan. Maintenant, l'analyse entourant la présidence de Chen veut également se concentrer sur ce phénomène mais non pas en regardant le positionnement stratégique sur l'échiquier politique d'acteurs économiques influents, mais plutôt en illustrant les conséquences de cette étroite imbrication sur un gouvernement fraîchement porté au pouvoir. L'étude de la présidence de Lee a permis d'identifier un phénomène d'une grande pertinence pour ce travail tandis que la présidence de Chen permettra de démontrer que l'influence de l'économie sur le politique ne se limitait pas qu'au seul parti du Kuomintang mais atteignait l'ensemble de la scène politique taiwanaise.

Revenons tout d'abord aux élections présidentielles du tournant du 21^{ième} siècle. Un événement très important au niveau économique vint marquer la campagne électorale de 2000 et surtout la société taiwanaise. En effet, au début du mois de février de cette même année, la bourse de Taiwan atteignait un sommet inégalé au cours des 29 mois précédents, soit au-delà des 10 000 points.²⁴³ Le 22 février, une journée après la publication par les autorités chinoises du Livre blanc, la bourse taiwanaise subit une baisse de 617,7 points, soit une diminution de 6,6 %, un record dans l'histoire du marché de Taiwan.²⁴⁴ La baisse de l'indice boursier taiwanais se poursuivit continuellement au cours des semaines subséquentes. Ainsi, suite aux menaces du premier ministre chinois à l'égard du peuple taiwanais sur les

²⁴³ Erik Gartzke et Quan Li. 2003. « How Globalization Can Reduce... », p. 135.

²⁴⁴ Ibid.

effets possiblement désastreux de voter pour un candidat pro-indépendance, la bourse perdit 195,6 points.²⁴⁵ Sans grande surprise, la bourse de Taiwan perdit encore beaucoup de points, exactement 254,7, en réaction à la victoire de Chen Shui-bian.²⁴⁶ En conséquence, il apparaît que l'augmentation des tensions dans le détroit, les risques de conflit armé ainsi que l'incertitude liée à la victoire d'un indépendantiste perturbèrent profondément le marché boursier taiwanais. De 10 000 points au début février, l'indice boursier ne valait plus que 8 218,3 points au lendemain des élections du 18 mars 2000. Il faut noter qu'une telle perturbation boursière n'eut pas lieu lors de la crise militaro-politique ayant entouré les élections de 1995-96.

Chen prit donc les commandes du gouvernement alors que l'économie taiwanaise affichait des signes de détérioration rapide; notons qu'au début de l'année 2001, l'économie de l'île avait sombré dans une sévère récession.²⁴⁷ L'élection de Chen ne représentait sûrement pas l'unique cause de ce mauvais temps économique. Cependant, ce dernier arriva tout de même à la tête du gouvernement après un mini crash boursier combiné à un début de récession. Plusieurs auteurs sur le sujet dont Cabestan et Vermander, Chase et al, et Kastner insistent sur le fait qu'un nombre considérable de personnalités du milieu des affaires ne tardèrent point à se faire entendre publiquement quant à leur insatisfaction de la situation économique de l'île ainsi que sur les positions politiques défendues par Chen.²⁴⁸ Parmi les critiques, on nota particulièrement celle venant d'un des plus influents hommes d'affaires de l'île, Wang Yung-ching, président du groupe Formosa Plastic. Wang s'adressa publiquement au gouvernement Chen et sur un ton particulièrement direct, trop directement selon certains, en lui rappelant qu'il était capital de reconnaître le principe d'une Chine unique pour permettre une délocalisation accrue des firmes taiwanaises en Chine continentale, car de cette délocalisation dépendait la compétitivité des industries insulaires.²⁴⁹

²⁴⁵ Erik Gartzke et Quan Li. 2003. « How Globalization Can Reduce... », p. 135.

²⁴⁶ Ibid.

²⁴⁷ Scott L. Kastner. 2004(a). *If trade follows the flag, why...*, p. 17.

²⁴⁸ Jean-Pierre Cabestan et Benoît Vermander. 2005. *La Chine en quête de ses frontières – La confrontation Chine-Taiwan*, coll. Académique, France : Les Presses de Sciences Po, p. 89.

²⁴⁹ Ibid.

Répondant aux critiques, le Président Chen organisa, en 2001, la Conférence consultative sur le développement économique (Economic Development Advisory Conference, ci-après EDAC), afin de formuler des recommandations sur un ensemble de questions économiques.²⁵⁰ Encore une fois, Cabestan et Vermander, Chase et al et Kastner s'entendent tous pour souligner la forte représentation du milieu des affaires avec la participation de plusieurs des plus importants entrepreneurs de l'île, tandis que ne fut invitée qu'une poignée de représentants du milieu syndical sur les 125 membres invités à cette conférence.²⁵¹ Trois cent vingt-deux recommandations émanèrent de la EDAC et le Président Chen, lors du discours de clôture de la conférence, promit de tout mettre en œuvre pour réaliser aussitôt que possible chacune des recommandations.²⁵² Une grande portion de cette conférence fut occupée par le commerce Chine-Taiwan et d'emblée, une libéralisation accrue y fut prêchée.

De ce fait, parmi les 322 recommandations, on retiendra par-dessus tout que les panélistes préconisèrent le remplacement de la politique de 'non-empressement et de patience' servant de guide aux politiques commerciales avec la Chine et adoptée par l'ancien président Lee, par une politique de 'ouverture active et de gestion efficace' (Active Opening, Effective Management).²⁵³ Lors du même discours de clôture, le Président Chen affirma qu'une nouvelle politique de 'libéralisation vigoureuse' (Vigorous Liberalization) devait dorénavant remplacer celle de 'non-empressement' en tant que principe directeur sensé guider le commerce avec la Chine continentale.²⁵⁴ Cette expression est quelque peu différente de celle qu'il adoptera plus tard, fondée sur le principe d'une 'ouverture active'. Les termes ouverture ou libéralisation signifient essentiellement la même chose mais au niveau symbolique, lorsque Chen Shui-bian, un homme qui, un an auparavant prônait sans compromis l'indépendance pure et simple de Taiwan, défend l'idée d'une nécessaire libéralisation vigoureuse des échanges commerciales avec la RPC, l'intensité du propos à tout pour

²⁵⁰ Scott L. Kastner. 2004(a). *If trade follows the flag, why...*, p. 23.

²⁵¹ Ibid.

²⁵² Chen Shui-bian (Président). 2001. *Address at the Closing Ceremony of the Economic Development Advisory Conference*, Government Information Office de la République de Chine, 26 août, Date de consultation : 3 octobre 2006, <http://www.gio.gov.tw/taiwan-website/4-0a/20010826/2001082601.html>

²⁵³ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghai'd? ...*, p. 24-25.

²⁵⁴ President Chen Shui-bian. 2001. « Address at the Closing Ceremony of the...

surprendre. Surtout lorsque l'on considère que davantage de libéralisation risquait fort bien d'entraîner davantage d'intégration des deux économies rivales.

En août 2001, le gouvernement Chen donna effectivement suite à plusieurs des recommandations de l'EDAC. C'est ainsi que l'ancienne politique de 'non-empressement' du Président Lee fut remplacée par celle d'une 'ouverture active et gestion efficiente'.²⁵⁵ Il est important de préciser tel qu'il a été précédemment mentionné dans ce travail, que l'idée maîtresse de cette nouvelle approche ne visait plus à freiner les investissements sur le continent, mais bien de s'assurer que le cœur des opérations industrielles ainsi que les étapes clés de la chaîne de production demeurent à Taiwan. Toujours au cours de la même année et selon les recommandations de la conférence, le gouvernement Chen leva le plafond de 50 M\$ US sur les investissements en RPC, tandis que les investissements de moins de 20 M\$ US seraient dorénavant approuvés automatiquement.²⁵⁶ Une série d'autres mesures concernant le commerce avec la Chine populaire fut également mise en place et de façon générale, ces mesures allaient toutes dans le sens d'une libéralisation commerciale accrue.

La meilleure façon d'illustrer le propos que veut démontrer ce travail provient d'une citation que nous rapportent Chase, Pollpeter et Mulvenon de la *Rand Corporation* dans leur ouvrage intitulé 'Shanghaied?'. Ainsi, Chase et al citent les paroles de Terry Cooke, l'ancien patron de la section commerciale de l'*American Institute in Taiwan* à Taipei et participant invité à cette conférence²⁵⁷ : « Lorsque le Président Chen est arrivé au pouvoir, il ne comprenait pas l'importance de l'économie pour supporter son agenda politique, pour l'avenir du PDP et pour sa propre carrière politique ». ²⁵⁸ Ceci n'est évidemment que les paroles d'un seul intervenant sur le sujet, par contre, elles sont révélatrices de la situation générale entourant l'arrivée de Chen à la présidence et révélatrices de la grande influence de la communauté des affaires à Taiwan.

²⁵⁵ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III...*, p. 13.

²⁵⁶ Scott L. Kastner. 2004(a). *If trade follows the flag, why...*, p. 22.

²⁵⁷ Traduction libre de l'auteur.

²⁵⁸ Michael S. Chase et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied?...*, p. 26.

Tout comme l'indique cette déclaration rapportée par les auteurs Chase et al, un ensemble d'indicateurs tendent à démontrer, qu'en effet, le milieu économique est étroitement lié au milieu politique taiwanais. Le climat d'hostilité et d'incertitude qui régnait dans le détroit lors de l'élection présidentielle de 2000, provoqua un effondrement de la bourse de Taiwan. Bien qu'une telle dégringolade boursière résultant d'un climat politique incertain ne soit pas uniquement l'histoire du détroit taiwanais, un événement de ce genre a certainement incité le nouveau président Chen à repenser ses positions, considérant l'impact que celles-ci pouvaient avoir sur l'économie de l'île. Il ne s'agissait pas pour Chen d'abdiquer devant les pressions de Beijing mais plutôt de réaliser que même s'il était question d'un enjeu politique tel que l'avenir constitutionnel de Taiwan, cet enjeu ne pouvait être complètement dissocié de la donne économique. Ainsi, Chen avait-il d'autre choix que celui de prêter une oreille attentive aux intervenants du milieu économique, tout spécialement à la communauté des gens d'affaires ? À la lumière des informations recueillies, il semble que l'influence de la communauté des affaires au sein de la société taiwanaise ne soit plus à démontrer. Considérant l'orientation largement internationaliste de l'économie insulaire, donc qu'une part significative de l'activité économique dépende du commerce international et tout spécialement du commerce avec la Chine, il n'est pas surprenant que le gouvernement Chen ait été aussi attentif aux requêtes des gens d'affaires. Tel que l'a adroitement mentionné Terry Cooke de l'*American Institute in Taiwan*, de cette réceptivité dépendait son propre succès politique ainsi que celui de son parti.

De ce fait, les coalitions internationalistes, représentées dans le cas présent par la communauté des affaires de Taiwan, recherchent la stabilité de leur environnement géoéconomique car de cette stabilité dépendent leurs intérêts économiques. Le spectre d'une guerre alimenté par une volonté indépendantiste n'avait certainement rien de bon pour les intérêts internationalistes taiwanais. Alors, ayant grandement besoin de l'appui de la communauté des affaires, le Président Chen mit sur la glace ses aspirations indépendantistes et autres positions menaçantes au maintien de la stabilité dans le détroit et il encouragea même, à un niveau encore jamais vu à Taiwan, le commerce avec la Chine populaire.

Il est vrai que Chen y alla de déclarations fracassantes au cours de son mandat à la présidence et que celles-ci furent condamnées sur le champ par les autorités chinoises. Par exemple, Chen a déclaré, en 2002, que Taiwan et la Chine représentaient ‘deux pays différents’.²⁵⁹ Il s’est aussi permis d’affirmer que le ‘peuple taiwanais avait le droit de décider de son futur, de sa destinée ou du statu quo’.²⁶⁰ Malgré la controverse et sa ferme opposition à une éventuelle réunification avec la Chine populaire, Chen ne fit pas de Taiwan un État souverain. Les relations sino taiwanaises sont demeurées tendues et hostiles mais il n’y a pas eu de conflit armé. Les coalitions internationalistes ont pour principale fonction d’influencer et de modifier les préférences nationales d’un État et de son gouvernement. Il est important d’insister à nouveau sur le fait que les coalitions ne dictent pas au gouvernement ses moindres faits et gestes, les déclarations fracassantes de Chen en étant une belle illustration. Conséquemment, dans l’étude actuelle sur la présidence de Chen, il a été démontré que les positions défendues par le PDP en tant que parti d’opposition et parti au pouvoir ont clairement été modifiées. Ce changement de positions officielles a contribué à calmer le jeu auprès du gouvernement chinois et s’inscrivait assurément dans le sens de la préservation de la stabilité dans le détroit. En définitive, l’influence internationaliste contribua à modifier les positions du Président Chen et du Parti démocratique progressiste.

5.4 CONCLUSION

Il apparaît que l’élément clé de l’influence des coalitions internationalistes à Taiwan provient de l’étroite imbrication entre les milieux économiques et politiques de l’île. Avec le gouvernement du KMT, cette imbrication existait jusque dans les plus hautes sphères décisionnelles du parti et donc, par extension, du gouvernement. Du côté du PDP, l’arrivée en poste du premier président non issu du KMT plongea subitement Chen Shui-bian en plein cœur de cette imbrication, ce qui lui fit rapidement comprendre qu’il devait être à l’écoute de la communauté des affaires. Suivant l’étude des présidences de Lee et de Chen, ce dernier chapitre conclut que les coalitions internationalistes ont contribué au maintien de la stabilité

²⁵⁹ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 16.

²⁶⁰ Ibid.

dans le détroit car elles ont exercé un frein aux aspirations d'autodétermination et de proclamation d'indépendance de ces deux leaders taiwanais.

Le commerce international ne fait pas bon ménage avec la guerre et à défaut de contrôler les moindres faits et gestes d'un gouvernement, les coalitions internationalistes peuvent à tout le moins avoir une incidence sur une position précise ou sur une direction spécifique à ne pas emprunter. En influençant les Présidents Lee et Chen à ne pas franchir le point de non-retour, donc en ne mettant pas la Chine populaire devant une situation qu'elle considère à ses yeux comme une déclaration de guerre, *casus belli*, les intérêts internationalistes ont contribué à ce que Taipei ne fournisse pas la légitimité nécessaire, toujours selon une perspective chinoise, à l'utilisation de la force militaire contre Taiwan.

CONCLUSION

Ce mémoire s'interrogeait sur le fait que malgré la montée des tensions entre la République populaire de Chine et Taiwan, au tournant du 21^{ème} siècle, ces deux pays n'ont pas connu d'escalade jusqu'au niveau d'un conflit armé. Le survol historique de la question sino taiwanaise a montré que le tournant du 21^{ème} siècle représentait une période tendue et hostile, laquelle a vu ressurgir la menace d'un conflit militaire entre les deux rives du détroit. Entre 1989 et 2004, la RPC et la RdC ont connu de grands changements internes. Paradoxalement, Taiwanais et Chinois évoluaient dans des voies diamétralement opposées, tandis que le commerce entre leurs rives florissait et les rapprochait toujours un peu davantage.

Cette croissance commerciale représentait l'illustration parfaite d'une condition d'interdépendance économique entre la Chine populaire et Taiwan, une condition sur laquelle reposait un postulat à l'origine même de ce travail de recherche. Ainsi, en se référant aux écrits de l'approche libérale en théorie des Relations internationales, laquelle croit aux vertus pacificatrices du commerce international, ce mémoire a formellement avancé que le caractère pacificateur de l'interdépendance économique Chine-Taiwan se serait concrétisé par l'influence des coalitions internationalistes taiwanaises, lesquelles ont contribué à empêcher le Président Lee de s'aventurer trop loin sur le chemin de l'autodétermination nationale et même d'empêcher, dans le cas du Président Chen, de proclamer l'indépendance de l'île.

Dans son examen de la scène politique taiwanaise, le mémoire a cherché à démontrer comment les institutions, ses principaux partis politiques et tout spécialement certains groupes d'intérêts exercent une véritable influence auprès du gouvernement de Taipei. Il était donc question de recueillir des indicateurs permettant de démontrer que les coalitions internationalistes avaient été en mesure d'influencer le gouvernement taiwanais dans l'adoption de positions et de politiques permettant de minimiser la possibilité d'escalade militaire entre la Chine et Taiwan lors de la période de temps visée.

Conséquemment, le principal indicateur recueilli, soit l'étroite imbrication des sphères économiques et politiques, a permis d'illustrer que les intérêts internationalistes de Taiwan, représentés par la communauté des gens d'affaires, ont exercé un frein aux élans nationalistes et indépendantistes soutenus par le gouvernement taiwanais. Ce frein exercé contre les volontés d'autodétermination nationale du Président Lee au cours des années 1990 et contre les ambitions de proclamation d'indépendance *de jure* du Président Chen à partir de son élection en 2000, a permis d'éviter l'apparition d'un *casus belli* dans le détroit, donc d'une menace grave aux yeux du gouvernement chinois. Ce dernier a clairement tracé ce qu'il considère comme étant un point de non-retour quant au futur constitutionnel de la société insulaire.

Ce mémoire espère avoir démontré la validité de l'hypothèse avancée précédemment. Cette démonstration, si elle a permis de tester la pertinence théorique à la fois de l'approche libérale de l'interdépendance économique tout comme celle du concept des coalitions internationalistes en tant qu'explication, n'exclut pas que d'autres facteurs peuvent aider à mieux comprendre l'absence d'escalade militaire entre la RPC et la RdC entre 1989 et 2004.

DENG XIAOPING AVAIT PEUT-ÊTRE RAISON

Nous sommes dorénavant en mesure de constater que l'avenir constitutionnel de Taiwan ne peut être complètement séparé de son économie présente et à venir. Bien entendu, la destinée d'un peuple ne peut être réduite qu'à une simple question économique. Cependant, les aspirations constitutionnelles, si telle devait être la volonté du peuple, ne doivent pas non plus mettre en péril ce que des décennies passées de dur labeur ont permis d'acquérir, notamment lorsque ces acquis économiques ont beaucoup à voir avec l'avènement de cette soif d'affirmation nationale. Les Taiwanaises et Taiwanais ainsi que leur gouvernement ne peuvent ignorer l'interrelation entre ces deux sphères. Qui plus est, ces dernières et derniers ne peuvent désormais ignorer que l'autre rive du détroit ne représente plus seulement un ennemi mais également un partenaire commercial sur lequel repose une part importante de leur enviable situation économique.

En 1979, dans le cadre de sa nouvelle position de ‘réunification pacifique’ face à la question taiwanaise, qui fut suivie du ‘Message aux compatriotes à Taiwan’, le président chinois Deng Xiaoping y exposait clairement sa volonté, non pas uniquement de coopération économique, mais bien d’intégration des deux économies riveraines.²⁶¹ Reposant sur une politique de ‘porte ouverte’ (open-door policy), le gouvernement chinois se donna pour mandat d’encourager le commerce avec Taiwan et adopta ainsi une série de mesures vouées à attirer les investisseurs insulaires sur le continent.²⁶² À l’époque, Beijing croyait qu’en mettant en place cette politique de porte ouverte combinée à la forte et rapide croissance de l’économie chinoise, Taiwan deviendrait alors dépendante du marché de la Chine populaire, ce qui était sensé inciter encore davantage les Taiwanaises et Taiwanais à se mettre en marche vers la réunification des deux rives.²⁶³

Le temps écoulé a permis de constater que l’équation stratégique de Deng s’est avérée en partie vraie. Certes, la population taiwanaise n’a pas entamé depuis sa marche en direction de la réunification et au tournant du 21^{ème} siècle, les deux rives semblaient, sur le plan politique, plus éloignées que jamais. Par contre, Taiwan affichait bel et bien une dépendance à l’égard de l’immense marché chinois. Toutefois, le véritable enjeu pour Taiwan n’était pas tant cette dépendance mais plutôt la vulnérabilité associée à son incapacité d’affranchir son avenir constitutionnel de sa sécurité économique, cette dernière étant de surcroît liée toujours plus près à l’économie chinoise. Il faut souligner le rôle majeur joué par le milieu des affaires pour s’assurer que le milieu politique taiwanais soit et demeure au courant de cette réalité contraignante.

De ce fait, la porte qu’a ouverte Beijing aux gens d’affaires taiwanais a définitivement porté fruit, toujours d’un point de vue continental. Non pas que le gouvernement chinois ait été en mesure d’utiliser ces gens d’affaires à ses propres fins de réunification mais bien parce que ceux-ci possèdent la capacité d’influencer Taipei à ne pas adopter de positions qui soient à l’encontre des intérêts économiques de l’île. Assurément, une proclamation d’indépendance *de jure* représente, pour Taiwan, un choix potentiellement très dommageable pour son

²⁶¹ International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I...*, p. 7.

²⁶² Michael D. Swaine, 2001. « Chinese Decision-Making Regarding Taiwan... », p. 312.

²⁶³ Ibid.

économie, donc non souhaitable aux yeux de la très influente communauté taiwanaise des affaires. En conséquence, l'intégration économique souhaitée par Deng n'avait pas amené, en date de l'année 2007, la réunification tant attendue en Chine populaire. Elle a cependant contribué à maintenir la stabilité lors d'une période trouble dans le détroit de Taiwan.

Deng Xiaoping n'avait sûrement pas prévu que cette intégration des deux économies mènerait à une condition d'interdépendance sino taiwanaise, signifiant alors une vulnérabilité mutuelle. Jusqu'à ce jour, il apparaît qu'aucune des deux rives n'aient été en mesure d'utiliser cette interdépendance comme levier de négociation au dépend de l'autre. Toutefois, la puissante croissance économique de la Chine populaire semble bien vouloir faire d'elle, dans un avenir relativement rapproché, la prochaine plus grande économie de la planète. Une importante question se pointe donc à l'horizon : en faveur de quelle rive joue le temps ? Taiwan risque bel et bien d'être ensevelie sous le poids économique de la République populaire de Chine. Par contre, cette dernière risque certainement un approfondissement de son interdépendance à l'échelle mondiale. Une guerre est-elle alors réellement envisageable, la question est lancée.

BIBLIOGRAPHIE

- Alagappa, Muthiah. 2001. « Introduction: Presidential Election, Democratization, and Cross-Strait Relations », dans Muthiah Alagappa (éd), *Taiwan's Presidential Politics : Democratization and Cross-Strait Relations in the Twenty-first Century*, États-Unis : East-West Center, pp. 3-47
- Barbieri, Katherine. 1996. « Economic Interdependence : A Path to Peace or a Source of Interstate Conflict? », *Journal of Peace Research*, Vol. 33, No. 1, février, pp. 29-49
- Barbieri, Katherine et Jack S. Levy. 1999. « Sleeping with the Enemy : The Impact of War on Trade », *Journal of Peace Research*, Vol. 36, No. 4, pp. 463-479
- Blanchard, Jean-Marc F. et Norrin M. Ripsman. 2001. « Rethinking Sensitivity Interdependence: Assessing the Trade, Financial, and Monetary Links Between States », *International Interactions*, Vol. 27, No. 2, pp. 95-128
- Blanchard, Jean-Marc F. et Norrin M. Ripsman. 2003. « Qualitative Research on Economic Interdependence and Conflict: Overcoming Methodological Hurdles », dans Edwards D. Mansfield et Brian M. Pollins (éds), *Economic Interdependence and International Conflict: New Perspectives on an Enduring Debate*, États-Unis: The University of Michigan Press, pp. 310-323
- Burchill, Scott. 2001. « Liberalism », pp. 29-69, dans Scott Burchill et al, *Theories of International Relations*, 2^e édition, New York : St. Martin's Press
- Bush, Richard C. 2005. *Untying the Knot – Making Peace in the Taiwan Strait*, Washington D.C. : Brookings Institution Press
- Cabestan, Jean-Pierre. 1995. *Taiwan Chine populaire: l'impossible réunification*, coll. Ramses, Paris : Institut français des relations internationales
- Cabestan, Jean-Pierre. 1999. *Le système politique de Taiwan*, coll. Que sais-je?, Paris : Presses Universitaires de France
- Cabestan, Jean-Pierre. 2003. *Chine-Taiwan : La guerre est-elle concevable?*, Paris : Economica
- Cabestan, Jean-Pierre et Benoît Vermander. 2005. *La Chine en quête de ses frontières; La confrontation Chine-Taiwan*, coll. Académique, France : Presses de Sciences Po

- Campbell, Kurt M. et Derek F. Mitchell. 2001. « Crisis in the Taiwan Strait? », *Foreign Affairs*, juillet/août, pp. 14-25
- Central Intelligence Agency. 1995. *The World Factbook – China*, Date de consultation : 26 juin 2006, <http://www.umsl.edu/services/govdocs/wofact95/wf950051.html>
- Central Intelligence Agency. 2000. *The World Factbook – China*, Date de consultation : 26 juin 2006, <http://www.umsl.edu/services/govdocs/wofact2000/geos/ch.html#econ>
- Central Intelligence Agency. 2004. *The World Factbook – China*, Date de consultation : 26 juin 2006, <http://www.umsl.edu/services/govdocs/wofact2004/geos/ch.html>
- Central Intelligence Agency. 2004. *The World Factbook – Taiwan*, Date de consultation : 26 juin 2006, <http://www.umsl.edu/services/govdocs/wofact2004/geos/tw.html>
- Chase, Michael S. et Kevin L. Pollpeter et James C. Mulvenon. 2004. *Shanghaied? The Economic and Political Implications of the Flow of Information Technology and Investment Across the Taiwan Strait*, États-Unis : Rand Corporation
- Chen Shui-bian (Président). 2001. *Address at the Closing Ceremony of the Economic Development Advisory Conference*, Government Information Office de la République de Chine, 26 août, Date de consultation : 3 octobre 2006, <http://www.gio.gov.tw/taiwan-website/4-oa/20010826/2001082601.html>
- Chevalérias, Philippe. 1997. « Investir en Chine : ce qu'en pensent les hommes d'affaires taiwanais », *Perspectives chinoises*, N° 40, mars-avril
- Chevalérias, Philippe. 1998. « Les investissements taiwanais en Chine », *Perspectives chinoises*, N° 46, mars-avril
- Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Estimation of Trade between Taiwan and Mainland China*, Date de consultation : 21 juin 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/6.pdf>
- Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Overall Structure of Mainland Policy Formulation*, p. 1, Date de consultation : 26 septembre 2006, <http://www.mac.gov.tw/english/english/orafunc/ora02.pdf>
- Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Taiwan Approved Investment in Mainland China by Industry*, Date de consultation : 21 juin 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/12.pdf>
- Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Taiwan Approved Investment in Mainland China by Area*, Date de consultation : 21 juin 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/11.pdf>

- Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Taiwan Approved Outward Investment by Country (Area)*, Date de consultation : 10 juillet 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/146/13.pdf>
- Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *Taiwan Approved Outward Investment by Country (Area)*, Date de consultation : 10 juillet 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/13.pdf>
- Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *The Share of Cross-Straits Trade in Taiwan Total Foreign Trade*, Date de consultation : 21 juin 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/8.pdf>
- Commission des affaires continentales (MAC). 2005. *The Share of Cross-Straits Trade in Mainland China Total Foreign Trade*, Date de consultation : 21 juin 2006, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/155/9.pdf>
- Commission des affaires continentales (MAC). 2006. *Public Opinion on Cross-Strait Relations in the Republic of China*. Date de consultation : 18 janvier 2006. <http://www.mac.gov.tw/english/index1-e.htm>
- Diamond, Larry. 2001. « Anatomy of an Electoral Earthquake: How the KMT Lost and the DPP Won the 2000 Presidential Election », dans Muthiah Alagappa (éd), *Taiwan's Presidential Politics : Democratization and Cross-Strait Relations in the Twenty-first Century*, États-Unis : East-West Center, pp. 48- 87
- Doyle, Michael W. 1997. *Ways of War and Peace – Realism, Liberalism, and Socialism*, New York : W.W. Norton & Company
- Fearon, James D. 1995. « Rationalist explanations for war », *International Organization*, 49, 3, été, pp. 379-414
- Gartzke, Erik et Quan Li et Charles Boehmer. 2001. « Investing in the Peace : Economic Interdependence and International Conflict », *International Organization*, 55, 2, printemps, pp. 391-438
- Gartzke, Erik et Quan Li. 2003. « How Globalization Can Reduce International Conflict », dans Gerald Schneider, Katherine Barbieri et Nils Petter Gleditsch (eds), *Globalization and Armed Conflict*, États-Unis : Rowman & Littlefield Publishers, pp. 123-140
- Hwan C. Lin. 2002. « Taiwan has overinvested in China », *Taipei Times*, jeudi 31 octobre, p. 8
- International Committee for Human Rights in Taiwan. 1994. *Taiwan Communiqué*, International Edition, 61, juillet, pp. 1-4

- International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait I : What's left of 'One China'?*, International Crisis Group Asia Report N° 53, 6 juin
- International Crisis Group. 2003. *Taiwan Strait III : The Chance of Peace*, International Crisis Group Asia Report N° 55, 6 juin
- International Crisis Group. 2004. *Taiwan Strait IV : How an Ultimate Political Settlement Might Look*, International Crisis Group Asia Report N° 75, 26 février
- International Crisis Group. 2005. *China and Taiwan : Uneasy Détente*, International Crisis Group Asia Briefing N° 42, 21 septembre
- Kastner, Scott L. 2004(a). *If trade follows the flag, why does commerce flourish across the Taiwan Strait?*, Département de 'Government and Politics' de l'Université du Maryland Working paper, novembre, Date de consultation : 3 mai 2005, <http://www.bsos.umd.edu/gvpt/kastner/KastnerTaiwanCommerceNov04.pdf>
- Kastner, Scott L. 2004(b). *International conflict, domestic interests and institutions, and trade*, Département de 'Government and Politics' de l'Université du Maryland, Papier préparé pour la rencontre annuelle de 2004 du American Political Science Association à Chicago, Date de consultation : 3 mai 2005, <http://www.bsos.umd.edu/gvpt/kastner/KastnerAPSA2004.pdf>
- Kastner, Scott L. 2005. *Does economic interdependence constrain, inform, or transform? Preliminary evidence from the relationship across the Taiwan Strait*, Département de 'Government and Politics' de l'Université du Maryland, Papier préparé pour la rencontre annuelle de International Studies Association à Honolulu en mars 2005, Date de consultation : 3 mai 2005, <http://www.bsos.umd.edu/gvpt/kastner/KastnerISA2005.pdf>
- Keohane, Robert O. et Joseph S. Nye. 1989. *Power and Interdependence*, 2^e édition, États-Unis : Scott, Foresman and Company
- Laliberté, André. 1997. *Taiwan : Between Two Nationalisms*, Institute of International Relations Working Paper No. 12, The University of British Columbia, janvier
- Laliberté, André. 2004. « Élections présidentielles et référendaires à Taiwan », *Le maintien de la paix*, Institut d'études internationales de Montréal, Bulletin N° 68, mars
- Lee, Bernice. 1999. *The Security Implications of the New Taiwan*, Adelphi Paper 331, Londres : The International Institute for Strategic Studies
- Lee, Vito. 2004. « Time to Move on? Taiwanese Firms in the Pearl River Delta », *Taiwan Panorama*, du Magazine SINORAMA, décembre, p. 6

- Mansfield, Edwards D. et Brian M. Pollins. 2001. « The Study of Interdependence and Conflict : Recent Advances, Open Questions, and Directions for Future Research », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 45, No. 6, décembre, pp. 834-859
- Matsuda, Yasuhiro. 2004. « PRC-Taiwan Relations under Chen Shui-bian's Government : Continuity and Change between the First and Second Terms », The National Institute for Defense Studies, Japan Defense Agency, août, Communication présentée à la conférence Brookings-FICS à Taipei le 23 mai 2004, Date de consultation : 3 mai 2005, <http://www.brookings.edu/fp/cnaps/events/matsuda20040523.pdf>
- Ma Ying-Jeou. 2003 « Cross-Strait Relations at a Crossroad : Impasse or Breakthrough? », dans Donald S. Zagoria (éd), *Breaking the China-Taiwan impasse*, Londres : Praeger, pp. 39-65
- Mill, John Stuart. 1900. *Principles of Political Economy*, Éd. révisée, Vol. II, New York : The Colonial Press
- Ministère du Commerce (MOFCOM). 2003. *China Foreign Investment Report 2003*, Section III : Taiwanese Investment in the Mainland, Date de consultation : 2 février 2006, <http://english.mofcom.gov.cn/bizchina/3.pdf>
- Organisation mondiale du commerce (OMC). *Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen, Matsu (Taipei chinois)*, Date de consultation : 19 juillet 2006, http://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/chinese_taipei_f.htm
- Rosecrance, Richard. 1986. *The Rise of the Trading State*, New York : Basic Books
- Skanderup, Jane. 2004. « Taiwan's Cross-Strait Economic Strategy and the WTO », *Issues & Insights*, Vol. 04-01, janvier
- Solingen, Etel. 1998. *Regional Orders at Century's Dawn*, New Jersey : Princeton University Press
- Solingen, Etel. 2001. « Mapping Internationalization : Domestic and Regional Impacts », *International Studies Quarterly*, 45, pp. 517- 555
- Solingen, Etel. 2003. « Internationalization, Coalitions, and Regional Conflict and Cooperation », dans Edwards D. Mansfield et Brian M. Pollins (éds), *Economic Interdependence and International Conflict: New Perspectives on an Enduring Debate*, États-Unis: The University of Michigan Press, pp. 61-85
- Suettinger, Robert L. 2003. *Beyond Tiananmen – The Politics of U.S.-China relations, 1989-2000*, Washington, D.C.: Brookings Institution Press

- Swaine, Michael D. 2001. « Chinese Decision-Making Regarding Taiwan, 1979-2000 », dans David M. Lampton (éd), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform, 1978-2000*, Californie : Stanford University Press, pp. 289-336
- Taipei Economic and Cultural Office in New York. 2002. *Taiwan's Accession to the World Trade Organization*, Date de consultation : 27 septembre 2006, <http://www.taipei.org/un2002/Html/wto.htm#setting>
- Taiwan Yearbook. 2004. *Foreign Relations – Multilateral Relations*, Date de consultation : 15 septembre 2006, <http://english.www.gov.tw/Yearbook/index.jsp?print=1&catid=156&recordid=83294>
- Tung Chen-yuan. 2003. *China's Economic Leverage and Taiwan's Security Concerns with Respect to Cross-Strait Economic Relations*, Institute of International Relations National Chengchi University Taiwan, Papier présenté au Taiwan Studies Workshop à l'Université Harvard, 1^{er} mai 2004, Date de consultation : 7 mai 2005, <http://www.fas.harvard.edu/~fairbank/tsw/text/Tung.htm>
- Zhao Suisheng. 1999. *Across the Taiwan Strait : Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*. Londres : Routledge